

Biennale 2008 de l'éducation en Afrique

Photo « Rêve d'enfant », 1998, par Luis Basto, Mozambique

5-9 mai 2008

Maputo,
Mozambique

Programme

Au-delà de
l'éducation primaire

Défis et approches pour étendre
les opportunités d'apprentissage



Association pour
le développement
de l'éducation
en Afrique

Biennale 2008 de l'éducation en Afrique

Au-delà de l'enseignement primaire
Défis et approches de l'élargissement des opportunités d'apprentissage en Afrique

Maputo, Mozambique, 5-9 mai 2008

Programme et informations pratiques



Association pour
le développement
de l'éducation
en Afrique

Photo de couverture : “Un rêve d’enfant”, 1988, par Luis Basto, Mozambique.

« Un rêve d’enfant » : cette photo, prise par Luis Basto à Zanzibar, en Tanzanie, a été choisie par l’ADEA comme symbole de l’éducation post-primaire. C’est en effet à cette phase cruciale que vont s’ouvrir les perspectives des jeunes, à ce stade qu’ils vont découvrir et apprendre à gérer l’autonomie. Apprendre à quitter la sécurité des terres fermes de l’enfance pour affronter les mouvances adultes de la mer. Apprendre, comme le garçon de dos au premier plan, à regarder l’avenir avec confiance. A se jeter à l’eau. Et à nager jusqu’aux bateaux sur lesquels ils embarqueront et mettront la voile vers leur avenir.

Luis Basto est né en 1969 à Maputo, au Mozambique. Photographe autodidacte, son travail a influencé l’école de photographie mozambicaine. Une part importante de son travail documente les réalités sociales et urbaines des villes africaines. M. Basto vit à Maputo.

Comment utiliser ce guide

Selon le type d'information que vous recherchez, veuillez vous reporter directement à la partie du guide qui vous intéresse.

Informations générales sur l'événement

Aller à la Partie I. Concept de la biennale 5

Dans cette partie, vous trouverez un historique des biennales de l'ADEA et une présentation du contexte, des questions qui seront abordées et des objectifs de la biennale 2008.

Contenu des différentes sessions

Aller à la Partie II. Programme détaillé 11

Le programme détaillé fournit un résumé du contenu des présentations, session par session, tant pour les sessions plénières que pour les sessions parallèles.

Pour un aperçu rapide du calendrier de la biennale

Aller à la Partie III. Calendrier 32

Cette partie donne un aperçu général du calendrier de la biennale (sessions plénières et parallèles).

Informations pratiques sur les questions pratiques, l'hébergement et les déplacements dans Maputo

Aller à la Partie V. Informations pratiques, carte de Maputo et liste des hôtels 57

Les informations dans cette partie concernent l'enregistrement et l'accès aux réunions ainsi que divers services qui vous seront utiles pendant votre séjour à Maputo. La liste des hôtels, ainsi qu'une carte de Maputo avec l'emplacement des hôtels et celui du Centre de conférences sont inclus.

Comment s'y retrouver dans le Centre de conférences

Aller à la partie VI. Un plan du Centre de conférences est inclus. 61

Partie I. Concept de la biennale

La biennale de l'ADEA

Forum régional de dialogue politique, la Biennale de l'éducation en Afrique est l'évènement le plus important de la coopération éducative en Afrique. Elle regroupe pendant cinq jours d'échanges intensifs quelques 500 participants : Ministres africains de l'Education et de la Formation, hauts représentants d'organismes multilatéraux et bilatéraux de coopération, chercheurs, praticiens et autres professionnels d'Institutions publiques, du secteur privé et de la société civile. Plus de 500 participants dont 55 Ministres étaient présents à la dernière Biennale qui s'est tenue à Libreville, au Gabon, du 27 au 31 mars 2006.

Les biennales constituent des opportunités exceptionnelles de brassage des acteurs et des idées, de partage d'expériences et de mutualisation des savoirs. Elles représentent le moment fort du dialogue politique régional et de l'interface entre décision politique et recherche analytique que l'ADEA a pour mission de promouvoir. Les discussions y sont libres, franches et orientées vers le débat d'idées et l'apprentissage mutuel en dehors de toute position de pouvoir politique ou financier. Cette informalité se structure autour de la thématique et des résultats des recherches et des études qui alimentent le dialogue. Pour la biennale de 2008, plus de 120 études et recherches ont été produites. Elles proviennent aussi bien des professionnels des Ministères de l'Education et d'agences de développement que de chercheurs d'Instituts, d'universités et d'organisations de la société civile. L'identification, l'analyse et la documentation des bonnes politiques, stratégies et pratiques orientent principalement vers l'échange et l'apprentissage entre décideurs et experts de l'éducation en Afrique. Plus que la qualité des études présentées, ce qui importe le plus, avant, pendant et après la biennale, ce sont les processus d'évaluation, d'introspection, d'apprentissage, de développement d'une culture analytique et de retour enrichi

vers l'action dans lesquels s'engagent les acteurs de l'éducation en Afrique et qui représentent la principale plus value. C'est en effet dans ces processus que se situe le creuset des compréhensions partagées sur les défis et les changements de visions, d'attitudes, de politiques et de pratiques qui favorisent la promotion des réformes et des innovations indispensables aux sauts qualitatifs et aux progrès de l'éducation en Afrique.

Suivant la trajectoire d'évolution de l'ADEA, les biennales étaient organisées au début en Europe. Depuis 1997, elles se tiennent sur le continent africain en ciblant de mieux en mieux les défis urgents et majeurs posés au développement de l'éducation en Afrique. Les thèmes des sept dernières biennales en témoignent :

- 1993 : La mise en œuvre de projets et de programmes éducatifs (Angers, France)
- 1995 : Les processus d'élaboration d'une politique éducative (Tours, France)
- 1997 : Partenariats pour le renforcement des capacités et l'amélioration de la qualité de l'éducation en Afrique (Dakar, Sénégal)
- 1999 : Éducation en Afrique – réussites et innovations : l'Afrique parle ! (Johannesburg, Afrique du Sud)
- 2001 : Aller plus loin, aller vers tous – pérenniser les politiques et pratiques efficaces pour l'éducation en Afrique (Arusha, Tanzanie)
- 2003 : La quête de la qualité : à l'écoute des expériences africaines (Grand Baie, Maurice)
- 2006 : Eduquer plus et mieux : Comment renforcer l'efficacité des écoles et des programmes d'alphabétisation et de développement de la petite enfance ?

Contexte de la biennale 2008

Depuis la Conférence de Jomtien en 1990, l'attention et les efforts se sont focalisés sur la réalisation des objectifs d'éducation de base pour tous. En Afrique, le Forum de Dakar en 2000 a donné une nouvelle impulsion à l'éducation primaire et l'on observe que la plupart des pays africains enregistrent depuis 2000 un accroissement annuel des effectifs scolarisés supérieur à celui de la période précédente (1990-99). Bien qu'il faille distinguer les situations différentes des pays compte tenu des niveaux de scolarisation atteints ou du fait qu'ils soient en conflits ou non, la tendance lourde montre des progrès notables aussi bien dans l'admission que dans l'achèvement du cycle primaire.

Toutefois, il convient de souligner que, malgré ces résultats d'autant plus appréciables qu'ils interviennent après plus d'une décennie de stagnation, l'Afrique abrite la moitié des 77 millions d'enfants qui ne vont pas à l'école. Par ailleurs, le taux d'alphabétisation de la population de 15 ans et plus se situe à 61%, donc nettement en dessous de la moyenne mondiale (82%). De surcroît, de fortes inégalités persistent dans l'achèvement du cycle primaire dont la qualité reste un sujet de préoccupation. En 2015, environ une dizaine de pays africains seraient susceptibles d'atteindre le deuxième objectif de développement du millénaire portant sur l'achèvement de la scolarité primaire pour tous.

Les uns dans les autres, les progrès comme les défis persistants dans l'éducation primaire soulèvent de plus en plus d'interrogations sur les développements futurs des systèmes éducatifs africains. Dans les débats nationaux et régionaux, le devenir des niveaux post-primaires apparaît plus spécifiquement comme une forte préoccupation aussi bien de la part des représentants officiels des Etats que de la société civile.

C'est ainsi que l'éducation post-primaire est mise à l'ordre du jour des fora politiques africains et internationaux. La Conférence des ministres ayant le français en partage (CONFEMEN) en a fait un des thèmes de ces conférences à venir ; les conférences sur l'enseignement supérieur ou sur l'enseignement secondaire (SEIA) organisées ces dernières années par la Banque mondiale en collaboration avec l'ADEA et les ministres africains de l'éducation ont donné un écho aux critiques et réflexions prospectives qui orientent vers une vision et une prise en charge holistique du développement de l'éducation en Afrique.

Ce mouvement a été largement confirmé par le choix de la Conférence des ministres africains de l'éducation (COMEDAF) d'axer la Deuxième décennie de l'éducation en Afrique (2006-2015) de l'Union Africaine sur sept priorités :

1. Perspective genre et culture ;
2. Systèmes de gestion de l'information en matière d'éducation ;
3. Développement des enseignants ;
4. Enseignement supérieur ;
5. Enseignement et formation technique et professionnelle, notamment l'éducation dans les situations difficiles ;
6. Programme d'enseignement et matériels éducatifs et didactiques ;
7. Gestion de la qualité.

Il ne faut surtout pas se méprendre sur le message envoyé ici. Les efforts en direction de l'éducation de base doivent être certainement poursuivis mais dans un cadre holistique qui permet d'avoir une vision globale et intégrée du développement des systèmes d'éducation et de formation. C'est cette vision qui éclaire les liens entre les différents niveaux et sous-secteurs, les transitions et passerelles, les tensions et les synergies, l'arbitrage équilibré des priorités et l'articulation avec les ressources, les besoins, les exigences et les demandes de l'économie et de la société au regard des réalités locales, nationales et mondiales. La biennale se situe donc dans ce contexte qui appelle à lever la tête vers les niveaux autres que l'éducation primaire.

Problématiques et objectifs de la biennale 2008 : « Au-delà de l'éducation primaire : défis et approches pour étendre les opportunités d'apprentissage en Afrique »

La définition de l'éducation post-primaire apparaît comme un premier défi en termes aussi bien de clarification conceptuelle que de cadre fonctionnel ou opérationnel pour la formulation et la mise en œuvre de politiques. Du point de vue du recensement, il est possible de concevoir l'éducation post-primaire comme toutes les opportunités d'éducation, d'enseignement, de formation et d'apprentissage offertes après le niveau primaire. Il resterait à s'entendre sur le niveau primaire qui peut varier en termes de standards et/ou de durée d'un contexte à l'autre, notamment lorsque l'on prend en considération les différentes modalités, formelles, non-formelles et informelles, d'enseignement

élémentaire, d'éducation de base ou d'éducation primaire. A l'autre bout, où s'arrête l'éducation post-primaire ? La formation, l'enseignement supérieur ou au-delà ? Ou doit-on plutôt se contenter ici d'un processus tel qu'induit par le concept d'apprentissage tout au long de la vie ?

Au regard de la situation africaine, cette définition de l'éducation post-primaire couvre-t-elle les besoins et les situations des nombreux adolescents et jeunes qui n'ont jamais été à l'école primaire ou qui en sont sortis de façon précoce ?

Toutes ces questions ramènent d'une façon ou d'une autre à la vision holistique à promouvoir à travers l'approche de l'éducation post-primaire. Au plan vertical, elle permet de prendre en compte tous les niveaux des systèmes éducatifs pour saisir les liens de cohérences et/ou d'efficacité, les transitions et les flux. Au niveau horizontal, elle donne une perspective englobante sur les différentes filières d'enseignement général, d'enseignement technique, de formation professionnelle et d'apprentissage divers pour une mise à jour des articulations, des combinaisons, des passerelles et alternances porteuses. Au regard des modalités de livraison, formelles, non-formelles et informelles, elle offre un regard diversifié et innovant sur la richesse des ressources éducatives, les possibilités d'articulation des unes aux autres, les perspectives d'adaptabilité et d'adaptation pour des réponses flexibles et pertinentes aux besoins et situations de différentes clientèles, y compris des laissés-pour-compte du système officiel.

C'est précisément ce cadre pour une vision holistique, diversifiée et intégrée ainsi que les interrogations qui l'accompagnent que pose la formulation du thème central de la biennale : « Au-delà de l'éducation primaire : défis et approches pour étendre les opportunités d'apprentissage en Afrique ».

Sous l'angle transversal, les problématiques soulevées sur l'élargissement des opportunités d'apprentissage et le renforcement de leur qualité et pertinence sont relatives à un ensemble de questions qui peuvent être introduites ainsi :

- 1) Quelles orientations de politiques se révèlent les plus pertinentes ? Comment promouvoir une gouvernance cohérente et efficace des systèmes ? Quelle répartition efficiente des rôles entre l'Etat et ses différents partenaires (parents, secteur privé, société civile, communautés, collectivités décentralisées...) ?
- 2) Comment mobiliser de nouvelles ressources et réduire les coûts pour faire face aux besoins croissants ? Comment allouer autrement, mieux et plus efficacement les ressources ? Quels partenariats permettent d'accroître les ressources existantes, de renforcer la pertinence de l'action et d'améliorer les résultats ?
- 3) Quelles stratégies sont porteuses en matière d'élargissement de l'accès et de renforcement de l'équité ? Comment corriger les disparités entre filles et garçons, entre ruraux et urbains, entre pauvres et riches ainsi que les différentes discriminations frappant des minorités, des malades du SIDA et d'autres laissés-pour-compte ?
- 4) Quelles politiques de recrutement et de déploiement des enseignants/formateurs et quels financements pour renforcer largement le nombre et l'utilisation à la hauteur des exigences de l'extension des opportunités d'apprentissage ? Comment assurer une formation initiale et continue qui garantisse un développement professionnel adéquat pour tous ces enseignants et formateurs à recruter en masse ? Comment faire face aux défis que pose le SIDA dans la gestion et le soutien au corps enseignant ?
- 5) Quelles compétences fondamentales et spécifiques sont à développer à chaque étape et dans chaque filière en termes de cohérence au regard des finalités, de progression aux différents niveaux et de pertinence par rapport aux besoins et situations des individus et de la société ? Comment doivent être élaborés et mis en œuvre les curricula de façon à faciliter le développement de ces compétences et l'insertion dans le monde du travail, en particulier pour le développement de l'esprit d'entreprise ?
- 6) Quelles articulations entre les différentes filières et offres d'enseignement, de formation et d'apprentissage pour une utilisation optimale des ressources des systèmes ? Comment assurer les équivalences et les passerelles ? Quels cadres nationaux de qualification s'avèrent efficaces et/ou prometteurs ?

Ces questions n'épuisent pas les problématiques transversales mais elles illustrent l'orientation et les objectifs du questionnement global.

Du point de vue des trois sous-thèmes, c'est dans leur formulation même qu'il convient d'analyser les problématiques impliquées :

1) « Vers 9/10 années d'éducation pour tous : politiques et stratégies prometteuses »

Ce sous-thème 1 porte sur la réponse à apporter à une élévation de la demande des familles et de communautés pour une éducation au-delà du primaire. L'allongement d'une éducation obligatoire à tous, qui se situe actuellement pour la plupart des pays africains entre 5 et 7 années, à une durée de 9/10 années semble être la réforme la plus partagée par les ministres africains de l'éducation. Les problématiques à prendre en charge pour élever ainsi le niveau général d'éducation de la population peuvent être déroulées en termes interrogatifs :

- Quels défis dans la conception et la mise en œuvre des politiques et stratégies d'extension pour répondre à une demande massive ?
- Comment mobiliser les financements nécessaires alors que nombre de budgets nationaux sont déjà déficitaires à ce niveau ? Quelles évolutions conséquentes dans les coûts, les modèles et les sources de financements ?
- Quelles progressions observer dans la planification pour un développement maîtrisé ? Quelle transformation dans la structure et l'organisation de l'offre ?
- Comment recruter et former le nombre d'enseignants nécessaires ? Quelles catégories d'enseignants (niveaux de recrutement et de formation, charges horaires et disciplinaires, statuts, salaires) ?
- Comment sauvegarder et améliorer la qualité des apprentissages et l'efficacité interne avec la massification des effectifs et ses différents impacts prévisibles ? Quelles transformations du curriculum doit-on opérer au regard des besoins des nombreux jeunes pour qui le cycle sera terminal, qui auront besoin d'affronter les défis et les risques de la vie (SIDA, drogue, délinquance, etc....) et du monde du travail ? Quelles relations entre les compétences à développer, à évaluer et à certifier avec ces défis ?
- Quels types de gestion promouvoir en rapport avec la multiplication des établissements, la nécessité de proximité avec la clientèle à la base, les tendances à la décentralisation, les interventions pluri-acteurs... ?

2) « Développement des compétences et monde du travail : défis pour l'éducation et la formation »

L'éducation post-primaire ne peut échapper à l'interpellation du marché du travail et de la nécessité de préparer les jeunes à l'insertion socio-professionnelle sous peine de perdre de l'intérêt et du sens en tant qu'investissement. Pour les pays en développement tels que ceux d'Afrique, il s'agit ici d'enjeux d'ouverture technologique, de massification de compétences, d'élévation de la qualification, d'accroissement de la productivité du travail et de promotion de l'entreprise qui déterminent la croissance et les transformations structurelles de l'économie pour une intégration réussie à la mondialisation. Dans cette voie, les problématiques soulevées vont au-delà d'une vision traditionnelle de la formation professionnelle et de l'enseignement technique pour poser globalement les questions liées au développement des compétences à travers la mobilisation de toutes les ressources et opportunités formelles, non-formelles et informelles d'éducation, d'enseignement, de formation et d'apprentissage :

- Comment formuler et mettre en œuvre une politique multisectorielle et multi-acteurs de développement des compétences ? Quelles réponses apporter à la diversité d'une demande massive de formation et d'évolution du marché du travail dans une économie à dominante non-formelle et à faible secteur structuré ? Comment articuler les différentes ressources mobilisables pour le développement des compétences dans un cadre synergique de politiques ? Quel type de gouvernance promouvoir pour à la fois éviter la fragmentation et assurer les nécessaires collaborations intersectorielles et partenariats publics-privés ? Quelles stratégies et quels instruments s'avèrent efficaces pour la planification, le pilotage et la gestion de ces politiques ?
- Quels modèles de financement publics, privés et autres peuvent répondre aux énormes besoins et aux défis de durabilité ? Quelles sont les différentes sources de financement et comment mieux les mobiliser ? Comment promouvoir des modèles coûts-efficaces, notamment en formation

professionnelle ? Quelles utilisations permettent de mieux rentabiliser les infrastructures, équipements et autres investissements ? Quelle plus-value peuvent apporter les fonds de formation ?

- Comment augmenter et diversifier les capacités en développement de compétences pour répondre aux besoins de masse des jeunes à la recherche d'une insertion socio-professionnelle ? En termes d'équité, quelles stratégies s'avèrent efficaces pour inclure les jeunes qui n'ont jamais été à l'école ou qui en sont sortis de manière précoce ? Comment assurer ici l'équité filles-garçons ? Quelles stratégies pour prendre en charge les besoins de jeunes en milieu rural ?
- Comment recruter, former et rémunérer les personnels au regard de la massification des besoins en compétences ? Comment mettre à jour les compétences des personnels par rapport à l'évolution continue et rapide des technologies, des métiers, des savoir-faire et des connaissances ? Comment mettre à contribution des systèmes d'alternance entre formation et monde du travail ?
- Quel curriculum pour à la fois développer les compétences générales et les compétences spécifiques ? Comment répondre à la mobilité socio-professionnelle et donc à la nécessité de pouvoir s'adapter à des situations nouvelles ?
- Comment prendre en compte la préparation des jeunes à faire face aux défis du VIH/SIDA, de la drogue, de la délinquance... ? De manière plus générale, quelle place et quelles approches pour le développement des compétences de vie ?
- Comment articuler les ressources des systèmes formels, non-formels et informels pour rechercher des effets de synergie ? Quelles passerelles établir entre les différents systèmes ? Comment promouvoir un système de reconnaissance des acquis qui réponde à la diversité et permette d'établir des équivalences tenant compte des filières et des parcours proposés dans le formel, le non-formel et l'informel ?

3) « La préparation des travailleurs de la connaissance pour le développement de l'Afrique : articulation entre le deuxième cycle du secondaire et l'enseignement supérieur. »

L'articulation entre ces deux niveaux soulève des questions relatives aux divers liens horizontaux et verticaux qu'ils peuvent entretenir. L'établissement de partenariats, la recherche de synergies, la mutualisation de ressources tout comme les flux et les transitions, l'alignement des curricula, la continuité et la progression de la formation, les parcours et les trajectoires des élèves-étudiants constituent, entre autres, les angles d'analyse et de réflexion. Au regard des problématiques, les questions suivantes se posent :

- Quels sont les buts et les finalités d'une formation supérieure dans des pays en voie de développement, notamment africains ? Compte-tenu des coûts élevés, comment sélectionner les priorités et/ou développer des modèles adaptés aux ressources ? Comment rendre cet investissement rentable en termes privé et public, notamment au regard du marché du travail, des besoins des communautés et du développement national ? Dans ces perspectives, comment assurer les flux entre le secondaire et le supérieur en termes de sélection, d'orientation ou de réorientation pour maximiser les résultats ?
- Quels types de financement promouvoir pour répondre à la fois aux besoins d'équité et à la nécessité de contributions non-étatiques ? Quelles contributions peuvent apporter les partenariats publics-privés et comment les promouvoir ? L'enseignement supérieur peut-il générer des revenus et/ou recouvrer des coûts pour son financement ? Quels cadres, légaux et académiques notamment, mettre en place pour encourager l'intervention de divers fournisseurs ? Quelle place pour l'enseignement supérieur public et privé transnational ?
- Comment lutter contre les inégalités de diverses sources dans l'enseignement secondaire et supérieur ? Quels sont les instruments qui en termes de correction des inégalités et/ou de ciblage, répondent efficacement à la situation des étudiants démunis et des filles ? Qu'en est-il de la politique des bourses et de ses effets sur l'équité ?

- Quels liens établir entre les curricula de l'enseignement secondaire et ceux de l'enseignement supérieur pour répondre à la diversification et à la différenciation, y compris les dimensions de l'enseignement technique et de la formation professionnelle ? Comment faire pour que les compétences développées répondent à la demande du marché du travail et à son évolution en termes de flexibilité et d'adaptation ? Quelles initiatives pour promouvoir aussi bien quantitativement que qualitativement l'enseignement des sciences et des technologies qui continue de rester le parent pauvre dans la majorité des systèmes africains ?

En tant que Forum de dialogue politique, la Biennale engage ainsi les Ministres africains, les partenaires au développement, les professionnels de l'éducation et les représentants de la société civile, des communautés et du secteur privé à se pencher ensemble sur ces problématiques avec les objectifs suivants :

- Apprendre les uns des autres à travers l'échange d'expériences et le partage des connaissances et des leçons apprises sur les politiques et pratiques qui se sont révélées efficaces pour étendre une éducation post-primaire équitable et de qualité ;
- Promouvoir des compréhensions partagées sur les défis majeurs posés par le développement quantitatif et qualitatif de l'éducation post-primaire en Afrique ainsi que sur les politiques et les stratégies propres à les relever ;
- Développer à travers la réflexion collégiale des concepts, des méthodologies et des instruments qui clarifient les conceptions et les représentations et qui outillent efficacement la formulation, la planification et la mise en œuvre des politiques de développement du post-primaire ;
- Etablir, sur ces bases partagées, des partenariats et des réseaux qui mutualisent de façon synergique les efforts, les ressources et les capacités en vue d'assurer les processus d'extension et d'amélioration de l'éducation post-primaire à tous les niveaux.
- Elaborer de façon collégiale un cadre indicatif qui offre diverses options de politiques fondées sur les leçons tirées des bonnes pratiques de développement de l'éducation post-primaire en fonction des différents contextes et niveaux des pays africains.

Il est donc espéré que la biennale 2008 constitue un creuset de réformes, d'innovations et d'engagements nouveaux basés sur une vision holistique et qui donnent une nouvelle impulsion à la transformation qualitative des systèmes éducatifs africains en articulation étroite avec le développement économique et la satisfaction des besoins des communautés et des individus.

Partie II. Programme détaillé

LUNDI 5 MAI - MATIN

Forum des ministres de l'éducation et de la formation en Afrique

8:30 - 15:30

Agenda du forum

Horaire	Thèmes de discussion	Conférenciers
8 :30 – 9 :00	Introduction •Présentation et discussion du rapport d'activités du Bureau des ministres sortant (2006-2008)	S.E. Mme Rosalie Kama-Niamayoua, Présidente du Bureau des ministres de l'ADEA
9 :30 – 11:00	Revue par les pairs •Rapport de la phase pilote de l'exercice de revue par les pairs concernant l'île Maurice, le Gabon et le Nigéria •L'expérience de revue par les pairs de l'Asie	Groupe de travail de l'ADEA sur l'analyse sectorielle (20 minutes) M. Song Seng Law, Groupe de travail sur l'éducation post-primaire (WGPP), Singapore (15 minutes)
11:00 – 11:30	<i>Pause café</i>	
11:30 – 13:00	Deuxième décennie de l'éducation en Afrique : •Présentation sur l'état de mise en œuvre du Plan d'action et du partenariat attendu de l'ADEA •Présentation du Cadre stratégique de l'ADEA et du partenariat attendu avec l'Union africaine	Commission de l'Union africaine (15 minutes) ADEA Secretariat (15 minutes) Discussions
13:00 – 14:30	<i>Pause déjeuner</i>	
14:30 – 15:00	Informations : •Document politique sur le renforcement des capacités en planification et gestion de l'éducation pour la réalisation de l'EPT •Le rôle de l'Etat en tant que régulateur des services d'éducation	UNESCO Organisation internationale de la Francophonie
15:00 – 15:30	Constitution du nouveau Bureau des ministres : •Fusion des Bureaux des ministres de la COMEDAF et de l'ADEA	
15:30	Fin de réunion	

Cérémonie d'ouverture solennelle de la Biennale

15:30 - 19:30

15:30 – 16:00	Arrivée et installation des participants
16:00 – 16:15	Arrivée des chefs d'Etat et invités d'honneur
	Inauguration de l'exposition par les chefs d'Etat
16:15 – 16:35	Mots de bienvenue
	- Ministre de l'Education, de la Culture et des Sports du Mozambique (5 minutes)
	- Président de l'ADEA (5 minutes)
	- Présidente du Bureau des ministres africains de l'ADEA (5 minutes)
16:35 – 17:20	Message des invités d'honneur
	- Présidente du Forum des éducatrices africaines (FAWE) (10 minutes)
	- Vice-Présidente de la Région Afrique de la Banque mondiale (10 minutes)
	- Vice-Présidente de la Banque africaine de développement (BAD) (10 minutes)
	- Intervention de deux jeunes du Mozambique (10 minutes)
17:20 – 17:30	Animation artistique
17:30 – 19:00	Discours d'ouverture
	- Directeur général de l'UNESCO
	- Première Dame de Porto Rico
	- Président de l'Union africaine
	- Président de la République d'Algérie
	- Président de la République du Mozambique
19:00 – 19:30	Rencontre des chefs d'Etat avec la presse

20:00

► Dîner offert par le Ministère de l'Éducation et de la Culture du Mozambique

Présentations

▲ L'éducation en tant que moteur du développement – approches, expériences et perspectives pour étendre les opportunités d'apprentissage

Conférencière

- Karin JAHR DE GUERRERO (BMZ – ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement – Allemagne)

L'éducation appréhendée de manière holistique est le moteur du développement des personnes et des sociétés, et apporte une contribution avérée à la participation sociale, à la coexistence pacifique et au développement social et économique. Investir dans l'éducation – dans l'acception d'apprentissage tout au long de la vie – implique le développement et le renforcement a) des facultés cognitives et de l'accès à la connaissance, b) des compétences sociales et culturelles et du développement personnel, c) de la pensée critique, d) de la créativité, et e) de la capacité d'affronter la vie et de résoudre les problèmes. Pour ce faire, il faut des institutions assurant un enseignement de base, secondaire, professionnel et supérieur, de qualité et efficace. Beaucoup de progrès ont été accomplis, mais il reste des défis majeurs à relever. Cela vaut tout particulièrement pour les besoins des pays en matière de systèmes éducatifs souples et viables et l'aménagement de voies de transition entre les différents niveaux de l'éducation.

De nos jours, une des questions les plus importantes est : qu'y a-t-il après l'école primaire ? Toute création et amélioration des possibilités d'apprentissage au-delà de l'enseignement primaire devrait mettre l'accent sur le renforcement de l'enseignement secondaire, de la formation professionnelle et de l'enseignement supérieur, en même temps que sur celui des services éducatifs non formels. Il est particulièrement

important d'axer toutes les offres sur « le monde du vécu ». L'expérience des services allemands de coopération pour le développement a montré que les facteurs décisifs pour la réussite de l'apprentissage post-primaire et la participation des individus et de la société sont les suivants : a) la pertinence des programmes par rapport au « monde du vécu », b) des enseignants bien formés et qualifiés, c) des chefs d'établissement qualifiés, d) des matériels pédagogiques de qualité, e) la coopération entre écoles et collectivités, f) des politiques et des systèmes éducatifs coordonnés et souples, au niveau national et local.

Relever les défis et développer les perspectives signifie entre autre a) s'inspirer des approches innovantes et les diffuser, b) utiliser efficacement les réseaux internationaux, nationaux, régionaux et locaux, c) développer des systèmes de suivi permettant de faire le point sur les progrès et les incidences, d) promouvoir la coopération entre institutions gouvernementales et non gouvernementales et impliquer la société civile, e) améliorer les capacités des individus, des organisations et des systèmes sociaux par le processus du renforcement des capacités.

▲ La science, le développement et l'éducation en Afrique

Conférencier

- Wilmot JAMES (Africa Genome Education Institute, Afrique du Sud)

Cette présentation traitera des applications de la science au développement de l'Afrique et de leurs implications pour la recherche et l'enseignement supérieur. Elle mettra l'accent notamment sur la science du génome en biologie et dans le domaine de la santé. Elle abordera également les aspects de la recherche en matière de changement climatique et du réchauffement de la planète et leurs implications pour la sécurité alimentaire et la santé.

▲ VIH/SIDA dans l'enseignement et la formation post-primaires en Afrique : Une revue de quelques interventions novatrices

Conférencier

- Michael KELLY (Consultant, Zambie)

Cet exposé repose sur une étude faite par le groupe de travail ad hoc de l'ADEA sur la lutte contre le VIH/SIDA. Celle-ci se propose d'explorer et d'identifier le problème et les possibilités de l'intégrer dans l'enseignement et la formation post-primaires (EFPP) en Afrique. L'étude documente l'importance du sujet en montrant que le groupe d'âge des 12 à 18 ans qui forme la clientèle de l'EFPP, est une population à haut risque d'infection par le VIH d'autant plus vulnérable que ses membres sont des adolescents non mariés. Les jeunes filles sont particulièrement vulnérables étant donné le jeu de rôles dans la société et les facteurs physiologiques qui leur

sont propres. Il est par conséquent important que l'EFPP soit au premier plan pour assurer une mission de prévention de l'infection par le VIH et d'en protéger la jeunesse africaine.

Un effort coordonné de tous les acteurs du secteur éducatif - nationaux et internationaux – est nécessaire afin de créer une « plate-forme » pour le financement et la gestion de toute la gamme des programmes d'EFPP. Il est important que les jeunes puissent choisir parmi les filières celle qui correspond à leurs besoins et passer de l'une à l'autre à tel ou tel moment de leur apprentissage. L'étude fait apparaître la nécessité de déployer des efforts financiers considérables et indique plusieurs sources potentielles de financement de programmes VIH/SIDA dans le cadre de l'EFPP, dont le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et la malaria.

Discussions : 30 mn (10h00 – 10h30)

La plénière 1 marquera le début des débats de la Biennale. Après les discours inauguraux, quatre rapports seront présentés et discutés : le Rapport 2007 sur le développement dans le monde centré sur la jeunesse, l'évaluation de l'Education pour Tous (EPT) en Afrique du Rapport mondial de suivi EPT, le rapport Dakar + 7 et le rapport sur l'expérience de l'expansion de l'éducation post-primaire en Asie de l'Est.

Présentations

▲ Le rapport 2007 sur le développement dans le monde: le développement et les générations futures

Conférencier

- Oscar PICAZO (Banque mondiale, bureau de Pretoria)

Le thème du Rapport 2007 porte sur le développement dans le monde et la jeunesse comprise entre 12 et 24 ans. Il se concentre sur les décisions concernant les cinq phases ayant l'incidence à long terme la plus grande sur la manière dont le capital humain est sauvegardé, développé et déployé. Pour chacune de ces phases (continuer d'apprendre, entrer dans la vie active, développer un mode de vie sain, fonder une famille, exercer sa citoyenneté) les Etats doivent faire des investissements directs et cultiver un environnement dans lequel les jeunes et leurs familles pourront investir pour eux-mêmes. Le Rapport indique qu'une « focale jeunesse » appliquée aux politiques concernant ces cinq phases leur permettraient de se concentrer sur trois volets généraux : l'expansion des possibilités, le renforcement des capacités et l'octroi d'une seconde chance. Chacun de ces volets (possibilités, capacités, seconde chance), appliqué aux différentes étapes, engendre des suggestions de

réforme. Afin de mobiliser les ressources économiques et politiques requises pour stimuler de telles réformes, les pays doivent résoudre trois problèmes : réussir une meilleure coordination et intégration des politiques nationales, se faire entendre, et mettre en place plus d'évaluation. Le Rapport se penche également sur le phénomène de la migration des jeunes et celui de l'utilisation croissante des nouvelles technologies par les jeunes.

▲ Rapport mondial de suivi 2008 sur l'EPT – l'Education pour Tous en 2015: un objectif accessible ?

Conférencier

- Nicholas BURNETT (UNESCO)

Le Rapport mondial de suivi EPT 2008 marque le milieu du gué sur la voie de l'éducation de qualité que la communauté internationale s'est engagée à fournir à tous d'ici à 2015. Il évalue les progrès réalisés en matière d'élargissement des programmes pour la petite enfance, de concrétisation de l'enseignement primaire gratuit et universel, de l'application de la parité et de l'égalité des sexes dans l'éducation, de la réduction de l'illettrisme des adultes et de l'amélioration de la qualité de l'éducation. Cet exposé se concentrera sur les pays africains.

▲ Les enjeux et les défis de l'EPT en Afrique : l'urgence de politiques sectorielles intégrées

Conférencier

- Jean-Pierre JAROUSSE (Pole d'Analyse Sectorielle en Education UNESCO-BREDA)

Le Forum de Dakar a assurément changé la donne en matière de développement des systèmes éducatifs africains. On le vérifie, d'une part, aux changements institutionnels et à l'évolution des pratiques des Etats et de la communauté internationale et, d'autre part, à l'augmentation spectaculaire des indicateurs de la scolarisation primaire en Afrique sur la période 2000-2005. Ces changements marquent une étape importante. Ils définissent également de nouveaux défis et enjeux que les Etats et la communauté internationale doivent considérer rapidement. L'urgence est à la définition de politiques éducatives intégrées, économiquement et socialement soutenables, qui assurent à la fois la consolidation, (l'atteinte pour de nombreux Etats) d'une SPU de qualité, la mobilisation autour de la petite enfance et de l'alphabétisation des adultes et une réforme profonde des enseignements post-primaires. La priorité accordée à la SPU résultait d'un large consensus fondé sur la reconnaissance de la généralité des bénéfices attendus de l'accès pour tous à un enseignement primaire complet. Un tel consensus reste à construire pour l'étape suivante en précisant notamment les bénéfices économiques et sociaux des différentes formes d'enseignement post-primaire et en réfléchissant à des modalités d'accès qui allient efficacité collective et équité.

▲ Une exploration africaine de l'expérience éducative en Asie de l'Est

Conférenciers

- Birger FREDRIKSEN et Jee Peng TAN (Banque mondiale)

Cette communication résume les observations faites au cours d'un voyage d'étude de deux semaines organisé à Singapour et au Vietnam pour une trentaine de hauts responsables de l'éducation du Cameroun, d'Ethiopie, du Ghana, du Lesotho, de Madagascar et du Mozambique en juin 2006, ainsi que les enseignements tirés d'un séminaire de suivi qui s'est tenu à Singapour en janvier 2008, auquel ont participé 50 fonctionnaires du Ghana, de Madagascar et du Mozambique.

Le programme des deux manifestations se concentrait sur les choix politiques et les stratégies de mise en œuvre ayant permis aux pays de l'Asie de l'Est de propulser, sur une période de 30 – 40 ans, leur système éducatif et économique d'une situation comparable à celle de beaucoup de pays africains à ce qu'il est aujourd'hui. La documentation préparée à l'occasion du voyage d'étude vient d'être publiée dans deux livres. L'exposé s'appuie sur ces ouvrages et sur les observations faites au cours des deux manifestations pour évoquer les succès remportés par les pays de l'Asie de l'Est grâce à (i) la création d'un cercle vertueux entre la croissance économique, l'emploi et l'éducation ; (ii) la mise en œuvre de politiques volontaristes en amont et en aval du secteur éducatif permettant l'expansion de l'éducation et ; (iii) le développement et la mise en œuvre effective de politiques et de stratégies éducatives visionnaires.

Les participants ont relevé quatre aspects particulièrement précieux pour leur propre travail : (i) des lignes directrices politiques et stratégiques fortes et pragmatiques ; (ii) la capacité de fixer des priorités et de promouvoir une culture de l'apprentissage par l'expérience ; (iii) la création de systèmes d'enseignement technique et de formation professionnelle réactifs ; (iv) la décentralisation de la prise de décision et sa délégation aux chefs d'établissement et aux enseignants..

Discussions: 1h15 mn (11:45–13:00)

Présentations

▲ L'initiative pour l'enseignement secondaire en Afrique (IESA) à la croisée des chemins: alternatives pour l'éducation secondaire en Afrique subsaharienne

Conférencier

- Michel WELMOND (Région Afrique, Banque mondiale)

Le rapport de synthèse sur l'initiative pour l'enseignement secondaire en Afrique (IESA) intitulé A la croisée des chemins : les défis de l'enseignement secondaire et de la formation en Afrique subsaharienne est l'aboutissement d'un programme IESA pluriannuel. Il se fonde sur les résultats des conférences régionales IESA de Kampala, Dakar et Accra, huit études thématiques sur l'enseignement secondaire élaborées conjointement par l'IESA et des universités et institutions éducatives reconnues du Nord et du Sud du continent, et une bibliographie sur l'enseignement secondaire. Le rapport identifie les options politiques pour un développement durable de l'éducation dans le secondaire et fournit les preuves pouvant servir de base à la discussion et au partenariat, ainsi qu'un argumentaire et un cadre politique permettant d'augmenter les prêts de la Banque mondiale en faveur de l'enseignement secondaire.

▲ L'appel à l'action de Kigali: une vision élargie de l'éducation de base pour l'Afrique

Conférencière

- Ann-Thérèse NDONG-JATTA (UNESCO)

Depuis Jomtien (1990), et à l'issue du Forum de Dakar sur l'EPT (2000), la plupart des parties prenantes ont investi surtout dans l'enseignement primaire et procédé à des réformes du premier et second cycle de l'enseignement secondaire sans considérer le système éducatif d'un point de vue holistique.

Ces derniers temps, l'UNESCO et ses partenaires en éducation, parmi lesquels l'Union Africaine, l'ADEA et la Banque mondiale, ont soutenu différentes initiatives et organisé des consultations régionales sur des thèmes importants, tels que les séminaires régionaux sur la réforme de l'enseignement secondaire en Afrique (respectivement à Addis Abeba, Ethiopie, en novembre 2005, organisé par UNESCO/

BREDA, et à Accra, Ghana, en avril 2007, organisé par la Banque mondiale) ; ils sont arrivés à la conclusion qu'une réforme en profondeur de l'ensemble du secteur de l'éducation de base s'imposait dans les pays africains. Il est urgent d'introduire une éducation de base d'au minimum 9 ans, holistique, inclusive, cohérente et sans hiatus, et d'accorder la priorité à la préparation de politiques claires et de plans nationaux pour leur mise en œuvre si l'on veut atteindre les objectifs de l'EPT ainsi que les objectifs de développement du millénaire (ODM).

Une éducation de base élargie fournira aux apprenants un socle de connaissances et de compétences leur permettant d'améliorer leur vie et de faciliter leur entrée dans la vie active, leur donnera les moyens de contribuer au développement social et économique de leur pays et/ou de poursuivre leurs études. Cette communication posera la question des conditions nécessaires préalables à l'introduction d'une éducation de base d'au minimum 9/10 ans, que ce soit dans un cadre formel ou non formel, et celle du large éventail de priorités et de défis importants que doivent prendre en compte les actions nationales, régionales et internationales.

▲ La dynamique partenariale pour une gouvernance locale en éducation

Conférencier

- Ousmane MAMADOU SAMBA (Président de la CONFEMEN et Ministre de l'Éducation nationale du Niger)

Le document proposé par la CONFEMEN est alimenté par les résultats d'une enquête sur les divers aspects de l'enseignement secondaire et de plusieurs fora politiques sur la dynamique partenariale au service de la gouvernance des systèmes et des établissements éducatifs. Pour mobiliser et mettre en synergie toutes les potentialités, les dynamiques partenariales doivent reposer sur une définition claire et pertinente des rôles et responsabilités des différents acteurs, la reddition des comptes, une explication des attentes et des objectifs et des mécanismes d'évaluation, un renforcement des capacités de chaque partenaire. Se focalisant plus sur la gouvernance locale, le document souligne l'importance de l'autonomisation des établissements ainsi que les liens horizontaux et verticaux qui permettent à la fois une meilleure coordination locale et un arrimage entre les programmes des différents niveaux.

▲ Le développement des compétences techniques et professionnelles en Afrique

Conférencière

- Lucia WEGNER (Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)) et André KOMENAN (Banque africaine de développement)

Le développement des compétences techniques et professionnelles en Afrique est le thème central du numéro de Perspectives économiques pour l'Afrique de cette année. Un développement des compétences techniques et professionnelles de qualité est reconnu comme étant une clé du renforcement de la compétitivité économique et contribuant à l'inclusion sociale, au travail et aux revenus dignes, ainsi qu'à la réduction de la pauvreté. Une offre insuffisante de compétences techniques peut mener à un goulot d'étranglement dans le développement du secteur privé et la croissance

économique. Les Perspectives économiques pour l'Afrique examinent les systèmes de développement des compétences techniques de 35 pays africains, analysent les défis et les goulots d'étranglement, mettant en exergue les bonnes pratiques, et identifient les priorités pour des travaux de recherche supplémentaires en matière de politiques.

La communication se concentre sur la qualité de la contribution de l'inventaire du développement des compétences techniques et professionnelles à la compétitivité économique, l'inclusion sociale, l'emploi et la réduction de la pauvreté. Elle insiste sur les questions financières et les acteurs de la formation professionnelle, et évoque les enseignements à tirer des réformes récentes de ce secteur dans certains pays africains.

Discussions: 45 mn (4:45–15:30)

MARDI 6 MAI – APRÈS-MIDI

Séance plénière 3 – Présentation du travail analytique sur l'éducation post-primaire

16:00 – 17:00

Présentations

▲ Synthèse générale: Au-delà de l'éducation primaire : Défis et approches pour étendre les opportunités d'apprentissage en Afrique

Conférenciers

- Steven OBEEGADOO et Wim HOPPERS

Ce document de synthèse donne une vue d'ensemble intégrée des concepts et questions concernant l'éducation post-primaire ; il est destiné à servir de cadre général pour les débats pendant et après la Biennale. Son point de départ est le postulat que l'éducation post-primaire doit être vue comme un ensemble de possibilités d'apprentissage très diverses dont le développement n'a de sens que si ces possibilités sont considérées en relation les unes avec les autres, et en relation avec leur pertinence pour la vie des jeunes, afin d'améliorer leurs chances d'insertion dans le marché de l'emploi.

C'est sur cette toile de fond qu'il aborde une série de problèmes auxquels les responsables des politiques de l'éducation se voient désormais confrontés sur le continent et dans le monde entier, face à la donne socioéconomique actuelle, posant tous de

sérieuses questions quant aux orientations politiques et aux stratégies pour agir, à l'équilibre entre l'offre et la demande, à la relation entre la qualité et l'équité, aux critères de coût-efficacité, à la mobilisation et l'utilisation des ressources qui se font rares, ainsi qu'à la génération des connaissances - et entre lesquelles ils devront arbitrer, afin de choisir la meilleure voie pour atteindre les objectifs de leur politique nationale.

Le document est structuré en quatre parties. La première fournit l'ébauche d'un cadre conceptuel à la réflexion et au débat sur la réalité actuelle de l'éducation post-primaire sur le terrain, ainsi qu'une série de points de repère permettant de se projeter dans l'avenir. La deuxième fait le point sur une série de questions, liées aux thèmes centraux de la Biennale, auxquelles les responsables politiques sont confrontés. Elles sont examinées dans le contexte varié de la situation respective des différentes parties de l'Afrique. La troisième partie donne un premier aperçu des conclusions générales qui semblent se dégager des études thématiques. La dernière partie, enfin, énumère un certain nombre de questions adressées aux responsables des politiques de l'éducation sur les leçons qui apprennent les options disponibles et les orientations futures à recommander.

▲ Synthèse thématique, sous-thème 1 : Vers 9/10 années d'éducation pour tous : politiques et stratégies prometteuses

Conférencier

- Jacob BREGMAN

L'adoption des Objectifs de développement du millénaire (ODM) et la priorité accordée à l'enseignement primaire universel ont conduit à une augmentation rapide du taux de scolarisation dans beaucoup de pays africains. Ce fait et la forte croissance démographique ont abouti à l'augmentation de la demande en matière d'accès à l'éducation post-primaire et à la course aux ressources publiques. Le choix de l'ADEA de faire de l'extension de la durée de l'éducation de base universelle à 9 à 10 ans un des thèmes de la Biennale, reflète le consensus croissant dans les pays africains et la communauté internationale sur l'insuffisance de l'achèvement de l'école primaire pour garantir la création d'une main d'œuvre compétitive, disposant des connaissances et compétences requises pour une croissance économique au 21^{ème} siècle. Ce rapport de synthèse thématique sur le sous-thème 1 de la Biennale se propose de fournir un bref aperçu des questions clé sous-jacentes au passage de l'Afrique à une éducation de base de 9 à 10 ans. Il met également en exergue une sélection de bonnes pratiques (telles qu'elles sont présentées dans les études de cas nationales) et de questions clé soulevées par des études présentées par des organisations non gouvernementale (ONG) et d'autres partenaires du développement.

▲ Rapport de synthèse thématique, sous-thème 2 : Développement des compétences et le monde du travail : défis pour l'éducation et la formation

Conférenciers

- Hans KRÖNNER et Richard WALTHER

Le rapport fait une lecture ciblée des mesures et dispositifs d'éducation et de formation à mettre en place pour donner à l'ensemble des jeunes les connaissances et compétences dont ils ont besoin pour s'insérer efficacement dans le marché du travail.

Analysant les réformes à l'œuvre dans les pays africains, le rapport met en exergue les points suivants :

- l'importance d'élargir le concept de formation professionnelle post-primaire à la diversité des parcours et dispositifs formels, informels et non formels de professionnalisation et de qualification ;
- la nécessité de mettre en œuvre une approche plus cohérente, plus décentralisée et plus partenariale de la gouvernance du système d'éducation et de formation ;

- l'urgence à mettre en place de nouveaux modes et moyens financiers pour permettre un accès équitable de tous à la formation et à l'insertion professionnelles ;
- le passage obligé par de nouveaux modes de validation et de certification pour reconnaître la légitimité et l'efficacité des diverses voies de professionnalisation.

Le défi est alors de faciliter l'accès de tous les jeunes africains à un niveau de professionnalisation et à un emploi leur permettant de vivre décemment et de participer activement à la création d'un avenir durable pour le continent africain.

▲ Rapport de synthèse thématique, sous-thème 3 : La préparation des travailleurs de la connaissance pour le développement de l'Afrique: l'articulation entre le deuxième cycle du secondaire et le supérieur

Conférenciers

- Kabiru KINYANJUI et George AFETI

L'enseignement supérieur joue un rôle décisif dans la formation des travailleurs de la connaissance et des dirigeants dont l'Afrique a besoin pour un développement durable. L'efficacité avec laquelle il s'acquittera de sa mission est tributaire de la préparation des étudiants du secondaire et des conditions qui régissent leur passage dans le supérieur. Cette communication, synthèse d'études de cas et de documents de fond de plus de dix pays, fait le point sur les facteurs multiples et complexes tenant à la transition du second cycle du secondaire au supérieur.

Ces facteurs incluent les politiques éducatives et les normes nationales, la structure de gestion et de gouvernance des établissements, la formation des enseignants et l'enseignement des programmes, les examens et procédures d'évaluation, les conditions d'admission, l'équité de l'accès, les inégalités socio-économiques, les considérations liées au sexe, à l'appartenance régionale et ethnique, le manque d'une offre diversifiée de l'enseignement supérieur, ainsi que son financement inadéquat. La communication indique qu'une plus grande mise à contribution des ménages à l'enseignement supérieur est prévisible, et plaide pour une répartition plus équitable des prêts et bourses accordés aux étudiants, ainsi que pour d'autres mécanismes d'aide en faveur des minorités, des étudiants de sexe féminin et ceux issus de milieux économiquement faibles. Elle passe en revue les enseignements tirés des études de cas et conclut par une série de propositions et de recommandations pratiques en faveur d'une meilleure articulation entre l'enseignement secondaire, le supérieur et l'emploi.

Discussions: 1h (17:00 – 18:00)

18:00 – 18:30

- **Prix africain du journalisme d'éducation – Cérémonie de remise des prix**

18:30 – 19:30

- **Cocktail offert par l'ADEA**

Cinquième édition du Prix africain du journalisme d'éducation Akintola Fatoyinbo

Cérémonie de remise des prix 6 mai 2008

Le Prix africain du journalisme d'éducation est organisé tous les deux ans par l'ADEA. Il récompense les meilleurs articles sur l'éducation écrits par des journalistes africains et publiés dans des journaux africains, en français, en anglais et en portugais.

La remise des prix des lauréats de la 5ème édition sera organisée le 6 mai au Centre des conférences Joaquim Chissano, juste après les sessions de la biennale. Elle couronnera le séjour d'études offert aux lauréats qui se déroulera cette année pendant la biennale.

A travers le Prix, l'ADEA vise à promouvoir les débats publics sur l'éducation en Afrique, à accroître la production d'articles dans ce domaine, et à encourager le développement d'un réseau de journalistes africains spécialisés dans la couverture de l'éducation.

Séance plénière 4 – Table ronde : politique et gouvernance, coûts et financement

Table ronde - 9:00 - 10:30

Présentations

▲ L'éducation post-primaire : l'expérience du Mozambique

Conférencier

- Aires Bonifacio Baptista ALI (Ministre de l'Education et de la Culture Mozambique)

Le Ministre de l'Education et de la Culture présente les options de politique qui ont été prises au Mozambique pour développer l'éducation post-primaire. Ces options se fondent sur la vision d'une éducation globale et inclusive avec la priorité accordée à la maîtrise des sciences et des technologies. Elles sont aussi articulées au développement des ressources humaines et à la lutte contre la pauvreté.

▲ La soutenabilité financière comme référence pour le développement de l'éducation post-primaire dans les pays d'Afrique subsaharienne

Conférencier

- Alain MINGAT (IREDU et AFD/Banque Mondiale)

Les pays d'Afrique subsaharienne vont être exposés à une augmentation substantielle du nombre des jeunes qui achèvent le primaire et donc devoir définir des stratégies pour répondre à ce défi, alors même que plusieurs pays connaissent un chômage significatif des formés du supérieur.

À l'aide d'un modèle de simulation, l'étude analyse pour chaque pays la soutenabilité logistique et financière de différentes stratégies qui articulent des combinaisons d'options i) de quantité (en termes de couverture du 1er cycle secondaire et test de la logique de continuité versus discontinuité avec les niveaux au-delà), ii) de services offerts, de modes d'organisation et de coûts unitaires, (définition d'un cadre indicatif flexible avec une option «favorable» et une option plus «économe »

et des ajustements selon le niveau de développement du pays, le degré de ruralité, ...), et iii) de financement (niveau de priorité budgétaire pour le secteur et part du financement privé).

Il en ressort que l'option de continuité des flux ne sera en général pas soutenable et que l'hypothèse « économe » dans la définition des services devra souvent être privilégiée. Des efforts des Etats (priorité accrue pour le secteur) et de l'aide internationale seront également nécessaires. Des travaux au niveau des pays demeureront indispensables pour compléter la définition des stratégies.

▲ A la recherche d'une scolarité secondaire en Afrique subsaharienne : stratégies pour un financement durable

Conférencier

- Keith LEWIN (Université du Sussex)

Ce livre se propose d'examiner les possibilités d'élargir l'accès à l'école secondaire en Afrique subsaharienne. Beaucoup de pays se sont lancés dans des projets ambitieux visant à universaliser l'accès au premier cycle du secondaire et à augmenter la scolarisation dans le second cycle. Cet ouvrage analyse les coûts et le financement qui en résultent et présente des estimations chiffrées de différents modèles de croissance au niveau régional et national. Il évoque les types de réformes nécessaires pour engendrer des stratégies pour une expansion durable. Il défend la thèse selon laquelle un accès élargi est possible uniquement à condition d'augmenter les ressources publiques disponibles pour le secteur du secondaire, de veiller à ce que les réformes aboutissent à plus d'efficacité, de réduire la charge financière des ménages pauvres et de gérer la croissance de manière à ne pas sacrifier la qualité.

Discussions: 1h15 mn (9:45–10:30)

MERCREDI 7 MAI – MATIN

Sessions parallèles

11:00 – 13:00

Session parallèle 4A – Elargir l'éducation de base, étendre l'enseignement secondaire : les questions de gouvernance et de politique

Présentations

▲ Étendre l'enseignement de base pour inclure le premier cycle du secondaire tout en maintenant l'impératif de qualité : étude de cas de la Gambie

Conférencier

- Pap SEY (Ministère de l'Éducation de base et de l'Enseignement secondaire, Gambie)

L'examen à mi-parcours de la Politique de l'Éducation nationale de la Gambie (1988-2003) a donné lieu à de nombreux changements ; il s'agissait, notamment, de : (1) donner un nouvel élan à l'éducation des jeunes filles afin d'augmenter leur scolarisation, leur maintien à l'école et leurs résultats ; (2) donner à tous une éducation de qualité, sachant que l'expansion du système scolaire intervenue au début des années 90 avait involontairement sapé la qualité de l'enseignement ; (3) inclure le premier cycle de l'enseignement secondaire dans l'éducation de base élargie ; et (4) restructurer le système scolaire en passant du régime des 6-3-3-4 à celui des 9-3-3. Par voie de conséquence, la Gambie, a été, au fil des années, en mesure de fournir neuf années d'éducation ininterrompue, sans compter les années d'éducation pré-scolaire.

Une des difficultés majeures liée à ces changements consistait à atténuer et réconcilier durablement les tensions entre l'élargissement de l'accès à tous et la qualité de l'éducation. Cette étude a donc pour objet de voir quelles ont été les incidences de ces changements et leurs répercussions. Elle se penche également sur les évolutions résultant de la quête d'une éducation de qualité dans un contexte de limitations budgétaires. Sur la base des données fournies par une enquête par échantillonnage auprès de participants de différents horizons, l'étude aborde également les questions du développement des programmes, de la formation et du recrutement des enseignants et de l'évaluation des élèves.

La méthodologie appliquée comprenait un exercice de recherche bibliographique, complété par l'analyse des données collectées grâce à un questionnaire. L'objectif principal poursuivi est de présenter l'expérience et le système éducatif de la Gambie comme pouvant servir de modèle pour un examen approfondi, avec, le cas échéant, des aménagements ou des améliorations. Cette étude est le résultat du travail d'une équipe nationale composée de représentants gouvernementaux et non-gouvernementaux.

▲ Accélérer l'expansion de l'accès à l'enseignement secondaire : L'expérience du Zimbabwe de 1980 à 1990

Conférencier

- Fay King CHUNG (Consultant, Zimbabwe)

L'étude décrit les politiques et stratégies adoptées par le Zimbabwe dès son accession à l'indépendance et durant la décennie qui a suivi. Malgré l'énorme succès de la transformation du système élitiste réservé à 4% d'étudiants africains en un système d'éducation de masse dont l'efficacité économique permet d'accueillir quelque 65% des étudiants, de graves problèmes subsistaient. Le nombre d'étudiants réussissant aux examens « O level » et « A level » de l'université de Cambridge a augmenté de façon exponentielle : pour le niveau « O » il a été multiplié par dix-huit, passant de 1.460 étudiants en 1980 à 25.651 en 1990 ; pour le niveau « A » il est passé de 527 à 9.984. Le revers de la médaille était que quelque 40%, représentant environ 80.000 étudiants par an, ont échoué dans toutes les matières. Ceci mettait clairement les programmes et leur (manque de) pertinence pour un pays en voie de développement sur le banc des accusés.

L'expansion et l'amélioration du système ont été rendues possibles grâce à une série d'innovations importantes telles que le recours aux méthodologies de l'enseignement à distance pour les manuels ; la mise en place d'un programme d'expérimentation

scientifique à faible coût appelé ZIMSCI (« Zimbabwe Science »); l'introduction de mallettes de travaux pratiques permettant à chaque élève de suivre deux matières « pratiques » au cours des quatre premières années de l'enseignement secondaire ; et l'application de programmes innovants de formation des enseignants.

L'enseignement secondaire est la passerelle permettant de se diriger d'un système de valeurs sociales et économiques traditionnel et colonial vers un système de valeurs et une économie modernes. Il est donc important qu'il permette à un pays en voie de développement de se muer en un pays industrialisé moderne. Par sa décision de rester attaché au système des examens britannique, le Zimbabwe s'est infligé le port d'un carcan, restreignant ainsi sa latitude de transformation. A cela s'ajoute que l'économie n'a pas été capable de croître et de prospérer au même rythme que le système éducatif.

▲ Les réformes post-Indépendance pour réaliser l'EPU au Bénin, au Cameroun, en Guinée et en Tanzanie et leur impact sur l'éducation post-primaire

Conférenciers

- Ibrahima BAH-LALYA et A. Tidjane DIALLO (Groupe de travail de l'ADEA sur l'analyse sectorielle de l'éducation (GTASE))

Les années post-indépendantes ont été marquées en éducation par le lancement d'une série de réformes éducatives visant à affirmer les souverainetés nationales des pays, corriger ce qui était ressenti comme des défauts dans l'éducation coloniale et relever les nouveaux défis qui avaient émergé avec l'accession de ces pays à un nouveau statut. La présente étude, qui est une contribution à la Biennale 2008 de l'ADEA du GTASE, s'est intéressée à ces réformes dans quatre pays: Bénin, Cameroun, Guinée et Tanzanie. Après analyse des causes, natures et effets de ces réformes, l'étude a abouti aux observations et recommandations suivantes:

Trois grands axes ont marqué ces initiatives: (i) le souci d'améliorer effectivement l'offre éducative, (ii) l'effort de démocratiser davantage l'éducation et (iii) La préoccupation de développer une vision éducative nouvelle qui marquerait une rupture avec l'éducation de la période précédente.

La mise en œuvre de ces réformes a eu des résultats positifs au compte desquels il faut mentionner l'augmentation des taux de scolarisation et la réduction des inégalités. Cependant, elle a aussi conduit à des insuffisances. L'analyse de ces aspects positifs et négatifs ont abouti à des enseignements dont pourraient s'inspirer les réformes actuelles qui sont confrontées à des situations similaires à celle des années 1960-70.

▲ Le défi du développement de l'enseignement secondaire et de la formation à Madagascar

Conférencier

- Patrick RAMANATOANINA (Banque mondiale, Madagascar)

Ce rapport, élaboré entre 2006 et 2007 avec l'aide d'une équipe de l'éducation nationale de Madagascar, se veut une contribution au débat sur les réformes de l'éducation en cours. Il analyse les contraintes de l'expansion et propose quelques mesures idoines pour les étapes à venir. Afin de promouvoir une économie plus compétitive au 21^{ème} siècle, le gouvernement de Madagascar préconise de faire passer la durée moyenne de la scolarité de 4,5 années aujourd'hui à 9/10 ans d'ici 2015 pour les groupes d'âge concernés. Ce rapport évoque les tenants et aboutissants de la réforme en cours et formule des propositions pour sa mise en œuvre. Il est destiné à servir de base de discussion et à être diffusé auprès des parties prenantes de l'éducation à Madagascar.

Discussions: 1h15 mn (11:45 – 13:00)

Présentations

▲ Les partenariats public-privé dans le premier cycle du secondaire en Afrique de l'Ouest : les cas du Burkina Faso et du Sénégal

Conférencier

- Ignace SANWIDI (Consultant, Burkina Faso)

Les partenariats public-privé (PPP) constituent un des éléments clefs des politiques de développement de l'éducation post-primaire et de la mise en œuvre de la réforme. Cet aspect est particulièrement important pour l'élaboration des programmes post-primaires. Dans divers pays de l'Afrique subsaharienne, une partie importante des inscriptions dans le post-primaire se fait dans des institutions et des programmes appartenant à et gérés par une vaste série d'opérateurs privés et de fournisseurs religieux. Dans d'autres, les communautés jouent un rôle central dans le fonctionnement et le financement des programmes post-primaire, notamment dans les institutions publiques. Ce document a pour objectif de documenter et d'analyser diverses expériences dans les pays de l'Afrique subsaharienne avec les PPP, tout en mettant plus particulièrement l'accent sur celles du premier cycle de l'enseignement secondaire (PCES) et de ses équivalents non formels.

▲ La force du partenariat public-privé : mobilisation pour l'enseignement secondaire en Afrique

Conférencier

- Adriaan VERSPOOR (Consultant, Banque mondiale)

Le secteur privé est omniprésent dans l'enseignement secondaire en Afrique subsaharienne. Un nombre croissant d'opérateurs les plus divers dispensent cet enseignement mais une partie importante de son financement incombe aux parents d'élèves. Cette implication du privé s'est majoritairement développée par défaut, face à l'absence d'une politique formelle capable de satisfaire la demande accrue dans ce domaine. Ces dernières années, plusieurs Etats de l'Afrique subsaharienne (ASS) ont conclu des accords de partenariat impliquant prestataires privés et parents d'élèves. Cette communication fait le point sur les expériences de partenariat public-privé (PPP) partout dans le monde, aborde les défis que les pays d'ASS ont à relever et identifie des pratiques prometteuses dont les pays pourraient s'inspirer lors de la conception de politiques visant à accélérer l'élargissement de l'accès à l'enseignement secondaire.

Les facteurs les plus importants à prendre en compte sont la bonne connaissance du rôle et de la force des différents partenaires, la création d'un environnement favorable grâce au renforcement de la capacité des Etats à gérer leur relation avec le secteur privé, l'assistance donnée au privé pour améliorer la qualité de l'enseignement dispensé, la définition de politiques claires en matière de participation des familles et des collectivités, et la recherche ciblée du financement public afin d'assurer l'accès aux écoles publiques et privées aux enfants les plus démunis. La communication conclut en disant que des PPP bien structurés peuvent grandement contribuer à l'accélération du processus d'élargissement de l'accès à l'enseignement secondaire.

▲ L'offre et le financement d'un enseignement secondaire de qualité au moyen de partenariats public-privé – un cas de réussite du développement de l'enseignement secondaire à Maurice

Conférencier

- Praveen MOHADEB (Maurice)

L'étude porte sur un modèle de partenariat public-privé (PPP) appliqué avec succès pour le développement de l'enseignement secondaire à Maurice. L'enseignement primaire a de tout temps été gratuit à Maurice. Le gouvernement a étendu la gratuité de l'enseignement au secondaire en 1977, et ce pour tous les élèves jusqu'à l'âge de 20 ans, et rendu l'école obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans en 2005. Le taux de scolarisation dans l'enseignement secondaire a triplé entre 1955 et 1968. Au moment de l'accession à l'indépendance en 1968, les écoles publiques couvraient environ 6% de ce sous-secteur de l'éducation et les écoles privées plus de 94%. Le taux brut de scolarisation a plus que doublé, passant de 30% en 1968 à presque 70% en 2005.

La disparité des coûts unitaires entre écoles secondaires publiques et privées est importante. Les écoles secondaires publiques ont les coûts unitaires les plus élevés. Malgré ces écarts, on remarque que la différence entre les taux de réussite respectifs n'est pas significative, notamment au niveau des examens de fin d'études secondaires, compte tenu du fait que les écoles secondaires privées scolarisent des élèves dont les résultats aux examens de fin d'études primaires sont inférieurs à ceux des élèves admis dans les écoles publiques. Le secteur éducatif privé a fortement contribué au taux élevé d'alphabétisation que connaît Maurice.

L'Etat a toujours honoré ses engagements contractuels vis-à-vis des écoles privées et fait des concessions spéciales pour qu'elles puissent continuer à offrir des services

éducatifs efficaces aux enfants de Maurice. En fait, il a toujours penché pour une approche PPP dans le domaine de l'éducation, tout en se réservant un droit régalien de réglementation et d'intervention afin d'en garantir l'accès, l'équité et la qualité.

▲ **Renforcer l'accès équitable à l'enseignement technique et de la formation professionnelle par une gouvernance cohérente, les partenariats public-privé et le développement de campagnes multimédias**

Conférencier

- Joseph EILOR (Ministère de l'Education et des Sports, Ouganda)

Au cours de la dernière décennie, l'Ouganda a mis en œuvre des réformes globales de l'enseignement et de la formation post-primaires en général et de l'enseignement commercial et technique et de la formation professionnelle en particulier.

Les résultats indiquent que la réforme a en grande partie réussi et qu'elle a induit des changements qualitatifs de la politique, de l'organisation et de la gestion, de l'enseignement, de la réglementation, de la planification et du financement, de l'as-

surance qualité, des partenariats public-privé et de la perception de l'enseignement technique et de la formation professionnelle (EFTP) dans la société. De surcroît, le fait que, dès sa conception, la réforme était planifiée et exécutée par les Ougandais mêmes à l'aide de systèmes et de structures faits maison, semble avoir permis d'y intégrer un mécanisme assurant sa durabilité.

Malgré cela, L'EFTP continue de se heurter à d'énormes défis au nombre desquels figurent les contraintes budgétaires, les coûts unitaires élevés, des préjugés forts contre le travail manuel et sa stigmatisation, et une orientation insuffisante sur le monde du travail.

Cette communication met en exergue les évolutions et les résultats du processus de réforme entrepris dans le sous-secteur de l'EFTP dans les domaines de la gouvernance, des partenariats public-privé et du développement de campagnes multimédias en Ouganda.

Discussions: 1h15 mn (11:45–13:00)

Session parallèle 4C – Les transitions entre le second cycle du secondaire et l'enseignement supérieur : politiques et gouvernance

Présentations

▲ **Passerelles entre l'enseignement post-obligatoire et l'enseignement supérieur en Afrique du Sud : facteurs limitant les capacités de l'enseignement supérieur à répondre aux besoins nationaux**

Conférenciers

- Nan YELD et Ian SCOTT (Conseil de l'Enseignement supérieur – Afrique du Sud)

Dans sa deuxième décennie depuis la transition politique, le système éducatif sud-africain continue d'affronter de grands défis. Un des domaines clé d'intervention est l'interface entre l'enseignement secondaire/l'éducation post-base et l'enseignement supérieur; la politique reconnaît que les problèmes à ce niveau ont des effets négatifs majeurs sur les résultats de l'enseignement supérieur, qui affectent notamment les étudiants issus d'un milieu défavorisé sur le plan de l'éducation.

Cette communication, rédigée du point de vue de l'enseignement supérieur, vise à identifier, mettre en perspective et soumettre à la discussion les problèmes clé liés à l'interface entre ces deux niveaux de l'éducation dont l'influence sur l'efficacité

et l'équité de l'enseignement supérieur sud-africain est significative. Elle fait le point sur (a) des aspects pertinents de l'environnement politique, (b) les performances et les difficultés du secteur scolaire qui affectent particulièrement l'articulation des secteurs en concluant qu'il n'est pas réaliste de s'en remettre aux améliorations dans le secteur secondaire pour résoudre les problèmes de progression de l'enseignement supérieur, (c) les tendances actuelles concernant les résultats des étudiants du premier cycle du supérieur pour mettre en exergue l'importance des problèmes systémiques, particulièrement celui de l'articulation, en affirmant que la promotion de l'équité de l'accès et du résultat final est une condition sine qua non pour répondre aux besoins nationaux en matière de compétences de haut niveau, et (d) quelques initiatives de développement essentielles pouvant améliorer l'articulation et la performance de l'enseignement supérieur de manière significative.

Le thème central de la communication est qu'une articulation réussie nécessite l'engagement ferme de renforcer le processus éducatif dans l'enseignement supérieur comme dans l'enseignement secondaire – notamment par rapport à la sélection des étudiants et à l'aménagement et la diversification des programmes – et qu'elle est une pièce maîtresse de l'évolution de ce secteur.

▲ Pour une meilleure articulation entre le second cycle du secondaire et l'enseignement supérieur

Conférencier

- Oumar SOUMARE (Ministère de l'Enseignement Fondamental et Secondaire de la Mauritanie)

Dans le contexte actuel que connaît la Mauritanie, une croissance économique tirée par la production pétrolière et l'extraction de métaux précieux, un défi majeur est à relever : doter le marché de l'emploi de ressources humaines capables de répondre à la demande du marché du travail. La récente réforme du secteur éducatif est orientée essentiellement vers cet objectif.

Les derniers diagnostics du secteur montrent qu'à l'heure actuelle le système reste confronté à des difficultés plutôt structurelles que conjoncturelles. Face à cela les autorités réagissent afin de rattraper le train déjà en marche.

Plusieurs mesures ont été prises dont certaines sont déjà en cours d'application. Cette note qui est une collecte de données de plusieurs rapports et d'entretiens avec plusieurs acteurs du secteur de l'éducation a pour objectif de mettre en lumière les résultats déjà obtenus notamment en matière d'articulation entre le second cycle du secondaire et l'enseignement supérieur en Mauritanie.

Elle souligne les avancées du secteur mais également les difficultés auxquelles il doit faire face dans les années à venir. Les conséquences de l'accroissement des effectifs des premiers ordres d'enseignement et l'absence de la régulation des flux conduiront à une surcharge du supérieur qui y est mal préparé et, de surcroît, ne répondant pas aux exigences du marché de l'emploi.

▲ L'articulation entre le second cycle du secondaire et l'enseignement supérieur : l'étude de cas du Mozambique

Conférencier

- Arlindo Gonçalves CHILUNDO (Ministère de l'Education et de la Culture, Mozambique)

Au moment de l'Indépendance, en 1975, le Mozambique souffrait d'un taux très élevé d'analphabètes avoisinant les 93%, d'un manque de ressources humaines qualifiées, notamment parmi les enseignants, le personnel médical et d'autres spécialistes.

Le pays a lancé des campagnes massives d'alphabétisation et des programmes spéciaux de formation destinés avant tout aux professions sociales. Le gouvernement a instauré le Système national de l'Education, suivi d'une refonte globale des programmes.

La guerre a frappé l'ensemble du pays et tout particulièrement le système éducatif.

Le traité de paix fut signé en 1992. Les investissements dans l'éducation furent augmentés, les écoles reconstruites et le système éducatif connut très rapidement une grande expansion, se concentrant à ses débuts sur l'enseignement primaire.

L'étude fait la description du système éducatif mozambicain. Elle fournit des informations détaillées sur la situation de l'enseignement secondaire et les mécanismes de transition entre le second cycle et l'enseignement supérieur. Elle accorde une attention particulière aux mécanismes d'assurance qualité, ainsi qu'aux inégalités régionales et celles entre garçons et filles pour l'accès à l'enseignement supérieur, à l'extension des institutions de l'enseignement supérieur dans les provinces et à d'autres obstacles qui peuvent priver différents groupes de citoyens de la possibilité de faire des études supérieures.

Discussions : 1h15 mn (11:45–13:00)

Session parallèle 4D – Financement : tendances et défis

▲ Enjeux des cours privés supplémentaires : les schémas mondiaux et leurs implications pour l'Afrique

Conférencier

- Mark BRAY (UNESCO IIEP)

Le tutorat privé, permettant aux élèves scolarisés à plein temps (que ce soit dans une école publique ou privée) de recevoir des leçons particulières après l'école, pendant le week-end et les vacances, est un phénomène qui a envahi certains pays d'Asie

il y a quelques décennies. Dans un passé plus récent, l'ampleur de ce phénomène a gagné certaines régions de l'Amérique du Nord et de l'Europe. En Afrique il est moins manifeste, quoique de plus en plus visible dans les zones urbaines ; et il y a de fortes raisons de penser qu'il se répandra de manière significative dans les années à venir.

Il est vraisemblable que le tutorat privé peut avoir des effets hautement souhaitables sur la promotion de l'apprentissage et les revenus des tuteurs. Toutefois, il soulève la grande question de l'équité, étant donné que les ménages aisés ont les moyens

de payer une plus grande quantité et une meilleure qualité de leçons particulières. De surcroît, le tutorat extra-scolaire a des implications pour la nature du travail scolaire, et de ce fait ses effets sont pervers. La situation devient particulièrement critique lorsque des enseignants acceptent une rémunération supplémentaire pour donner, après la classe, des leçons particulières et d'y enseigner ce qu'ils auraient dû enseigner à l'ensemble de la classe.

Cette communication fait le point sur la portée et la nature du tutorat privé en Afrique sur la base des données disponibles et les compare aux tendances dans d'autres parties du monde. Elle apporte la démonstration de ce que le tutorat privé est une composante du secteur de l'éducation qu'on aurait tort d'ignorer.

▲ Les mécanismes de financement de la formation professionnelle dans 5 pays de l'Afrique subsaharienne

Conférencier

- Alain DHERSIGNY (Ministère des Affaires étrangères, France)

Les fonds de financement de la formation en Afrique, créés le plus souvent dans les années 80/90 représentent un outil majeur des politiques publiques de formation.

En complément de l'étude de l'AfD sur « les mécanismes du financement de la formation professionnelle », le ministère français des Affaires étrangères et européennes (MAEE) a commandé cette étude afin de disposer d'une analyse comparative des différents statuts, objectifs et circuits financiers, des modes d'organisation, de mise en œuvre et de gestion, des raisons d'échecs ou de succès des Fonds de formation.

La typologie dégage 3 grands types de Fonds : i) les Fonds « développement intégré » de l'Afrique du Sud, ii) les Fonds « développement dual » de la Tunisie, iii) les Fonds « institués et pluri- objectifs » des pays de l'Afrique subsaharienne. Il ressort de l'étude que les Fonds contribuent à la structuration de la formation professionnelle, que le rôle des partenaires sociaux est affirmé partout mais qu'il reste trop souvent consultatif, que les procédures pour obtenir un financement doivent être simplifiées, que les fonds sont en recherche d'experts pour identifier besoins et prestataires de formation et structurer les réponses.

Autant de données qui interrogent sur les Fonds de formation : répartition et nature des pouvoirs réels des partenaires publics, privés et sociaux ; affectation effective des taxes collectées à la formation continue ; incidences de l'aide extérieure sur les missions des fonds ; différents modes d'accès des bénéficiaires au financement ;

répartition des ressources entre le secteur « moderne » et le secteur « informel » ; passage d'une logique d'offre à une logique de demande économique et sociale.

▲ Le financement de l'enseignement supérieur dans un contexte d'expansion accélérée : études de cas en Afrique anglophone (Kenya) et francophone (Sénégal)

Conférencier

- Mohamed Chérif DIARRA (Groupe de travail de l'ADEA Education et Finances)

Cette communication est une synthèse comparative de deux études séparées commandées par le groupe de travail sur l'éducation et les finances (GTEF), portant sur le financement de l'enseignement supérieur dans deux pays africains, le Kenya anglophone et le Sénégal francophone. Le mandat était le même pour les deux études, mais leurs auteurs sont respectivement un chercheur du Kenya et un chercheur du Sénégal.

Les études se proposent d'évaluer les expériences des deux pays en matière de financement de l'enseignement supérieur dans un contexte mouvementé. Elles mettent en lumière les défis vertigineux auxquels le Kenya et le Sénégal et leur secteur de l'enseignement supérieur sont confrontés à une époque marquée par l'explosion des inscriptions, le tarissement des ressources, les offres trans-frontalières et l'émergence d'un secteur privé dynamique faisant concurrence au secteur public. Les objectifs spécifiques des études mettent l'accent sur les questions clés suivantes : i) le contexte économique, politique et social général dans chacun des deux pays ; ii) l'articulation entre le second cycle de l'enseignement secondaire et le supérieur ; iii) les sources de financement, ainsi que la taxonomie, les déterminants et les caractéristiques du comportement des coûts de l'enseignement supérieur. L'étude se penche également sur la question controversée du recouvrement des coûts.

Les résultats de l'étude indiquent que l'essentiel du financement de l'enseignement supérieur est toujours assuré par les Etats, que l'explosion des effectifs du secondaire a des répercussions négatives sur le système et que le recouvrement des coûts est de plus en plus souvent reconnu comme un modèle de financement envisageable.

Séance plénière 5 – Table ronde sur l'accès et l'équité

Table ronde - 14:00 - 15:30

Présentations

▲ L'éducation pour les populations rurales

Conférencière

- Lavinia GASPERINI (FAO)

Cette communication présente une synthèse des enseignements tirés du programme Education pour les populations rurales (EPR) lancé en 2002 sous l'égide de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans le cadre du processus de mise en œuvre des Objectifs de Développement du Millénaire (ODM). Le programme EPR émanait du consensus international sur l'importance de l'éducation pour réduire la pauvreté et la faim dans le monde, et de la préoccupation face au défi de développement que représentent environ 880 millions de jeunes et adultes analphabètes et près de 130 millions d'enfants non scolarisés, dont beaucoup vivent en zone rurale et sont de sexe féminin. A ce jour, les retombées les plus importantes de l'EPR sont la génération et la diffusion des informations, l'identification des innovations et les leçons apprises par les partenaires de l'EPR en matière de politique et de pratiques dans les domaines tels que la qualité de et l'accès à l'éducation, les environnements d'apprentissage attentifs à l'égalité entre les sexes, l'implication des parents et des collectivités, ainsi que la place à donner aux apprenants non traditionnels. Des instruments ont été développés pour renforcer les capacités nationales à mener à bien l'EPR. Toutes les données sur l'EPR ont été réunies dans un site mondial créé à la FAO et accessible par Internet sous <http://www.fao.org/sd/erp/>. Des matériels pédagogiques pertinents pour la vie et le gagne-pain des populations rurales sont disponibles sur le portail <http://www.fao.org/sd/erp/ERPtoolkit-en.htm>. Des partenariats ont été créés pour accélérer et faciliter la mise en œuvre. L'EPR est désormais reconnue comme étant une des grandes priorités sur l'agenda international de l'éducation. Mais l'éducation de l'ensemble des populations rurales est un défi gigantesque, et le chemin est encore long vu le nombre d'enfants non scolarisés dans les zones rurales. Pour l'étape suivante, de nouveaux investissements seront nécessaires au niveau national. Préparer les populations rurales à participer avec succès à l'économie de la connaissance est essentiel pour atteindre les ODM.

▲ La formation professionnelle des filles non scolarisées dans des situations de conflit

Conférencière

- Codou DIAW (Forum des éducatrices africaines (FEA))

Le FEA présente une étude comparative sur la formation professionnelle en Afrique subsaharienne mettant l'accent sur les situations post-conflit. L'étude enquête sur les politiques de l'enseignement technique et de la formation professionnelle (EFTP) au Burundi, au Libéria et en Sierra Leone sous l'angle de l'égalité entre les sexes. Les recherches bibliographiques enrichies d'enquêtes sur le terrain ont permis de réunir les données de base nécessaires à l'élaboration du projet mis en place dans ces trois pays intitulé « Une Formation professionnelle pour la Responsabilisation économique des jeunes filles en situation de post-conflit ». Cette enquête permettra de mieux appréhender l'étendue et la nature des handicaps et des inégalités face à la formation professionnelle dans chacun des trois pays, et de faire des recommandations sur la manière de combler les écarts identifiés. Nous espérons que cette étude contribuera à convaincre les responsables politiques des pays ciblés de la nécessité de réformer l'enseignement technique et la formation professionnelle de manière à tenir davantage compte des besoins et aspirations des jeunes filles.

▲ Evaluer les options pour offrir une éducation post-primaire pour tous

Conférencier

- Cream WRIGHT (UNICEF)

En règle générale, la plupart des pays africains ont rapidement dépassé un taux de scolarisation faible, grâce notamment aux politiques éducatives nationales et aux investissements des États, ainsi qu'à l'assistance externe soutenue des agences partenaires. Ces succès se reflètent dans une demande accrue de la société en matière d'éducation post-primaire. Contrairement à l'enseignement primaire, l'éducation post-primaire universelle, sur la base des modèles existants, aura un coût extrêmement élevé et probablement prohibitif pour la plupart des pays. A cela s'ajoutent les questions complexes sur la façon la plus adéquate, économique et équitable de

permettre à tous les enfants des groupes d'âge éligibles d'avoir accès à une éducation correspondant à leurs différents talents, motivations et aspirations.

Dans ce contexte, cette communication se concentre sur trois volets. Elle met en lumière les connaissances acquises en matière de schémas de mise en place de l'éducation post-primaire et analyse leurs déterminants dans différents pays. Elle fournit une estimation panafricaine du coût d'investissement supplémentaire qu'implique la couverture universelle de l'éducation post-primaire basée sur les modèles existants.

Ensuite, dans le contexte de la relation entre les secteurs du primaire, du post-primaire et du supérieur, elle fait le point sur les solutions innovantes et les politiques pragmatiques pouvant offrir une gamme plus diversifiée de parcours post-primaires. Enfin, elle se penche sur les implications financières de ces différents schémas novateurs pour dégager les options permettant d'augmenter les chances de concrétisation de l'éducation post-primaire universelle dans la plupart des pays africains.

Discussions : 45 mn (14:45–15:30)

MERCREDI 7 MAI – APRÈS-MIDI

Sessions parallèles

16:00 – 18:00

Session parallèle 5A – Les questions de genre dans l'éducation post-primaire

Présentations

▲ Questions de genre dans l'éducation post-primaire en Afrique

Conférencière

- Maguette DIOP (Consultante, Sénégal)

Malgré l'augmentation des taux de scolarisation en Afrique, la parité garçons/filles reste encore un but à atteindre. Les obstacles à l'éducation des filles sont inhérents aussi bien au fonctionnement interne des systèmes éducatifs qu'à leur environnement socioculturel. Concernant l'éducation post-primaire, les jeunes filles sont souvent victimes de la tradition et de considérations économiques, et de surcroît l'enseignement secondaire est majoritairement axé sur des programmes universitaires ne préparant pas les diplômés du secondaire à l'insertion professionnelle. A cela s'ajoute que les professeurs de sexe féminin auxquelles les jeunes filles pourraient s'identifier dans un environnement scolaire plus équitable, sont rares dans les zones rurales.

L'acquisition de nouvelles compétences et la professionnalisation de la formation sont nécessaires pour que les femmes puissent améliorer leur participation au développement. L'enseignement et l'apprentissage de l'égalité garçons/filles doit être encouragé au niveau de la collectivité, l'information et la mobilisation sociale pouvant soutenir un enseignement secondaire équitable pour les élèves des deux sexes. La promotion des chances des jeunes filles peut passer par des mesures telles que la création de foyers pour étudiantes, une législation sur la protection des jeunes

filles, la promotion de modèles d'identification, le tutorat et l'accompagnement scolaires, les compétitions féminines interscolaires, des centres communautaires destinés aux filles et aux femmes, etc. Les innovations mises en place devront faire l'objet de suivis et, le cas échéant, d'ajustements.

Enfin, il y a les leçons à tirer de l'expérience de beaucoup de pays et d'organisations en matière d'amélioration de l'éducation post-primaire en termes d'accès, de résultats et d'efficacité externe – à titre d'exemple les initiatives nationales de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE), les projets du Forum des Educatrices Africaines (FEA) et d'innombrables autres projets portant sur l'éducation des filles.

▲ Questions de genre dans l'enseignement technique et la formation professionnelle

Conférencière

- Rudo Barbra GAIDZANWA (Consultante, Zimbabwe)

Cette communication avance la thèse que l'éducation post-primaire en Afrique accuse des inégalités entre les sexes, les classes sociales et les régions, responsables de l'analphabétisme de la majorité des filles et femmes africaines. Une minorité d'adolescents africains accèdent à la scolarité secondaire. La majorité n'ont que peu de bases sur lesquelles bâtir une formation technique et professionnelle, faisant ainsi de l'enseignement technique et de la formation professionnelle le pré carré de

quelques étudiants, issus généralement de l'élite. Le reste des jeunes abandonnent l'école pour rejoindre, sans grande formation systématique, le secteur informel ou travailler dans l'exploitation ou l'entreprise familiale, ou encore prendre un emploi de domestique. Les filles et les plus pauvres parmi les garçons travaillent dès l'âge de cinq ans et leur instruction doit se faire en plus de leur travail familial non rémunéré. La mobilité des garçons leur permet d'avoir de meilleurs revenus, alors que les filles se marient en général jeunes, tombent enceintes et ont des enfants, ce qui met fin à leur mobilité professionnelle.

Cette communication plaide pour la mise en place d'une éducation primaire formelle et non formelle de qualité et d'un minimum d'enseignement secondaire et de l'enseignement technique et de la formation professionnelle (EFTP) pour les adolescents africains, notamment pour les filles et les garçons pauvres vivant dans des pays où les obstacles à l'éducation sont difficiles à franchir. La communication donne des exemples d'EFTP spécifiques instaurés dans plusieurs pays et donnant à penser que l'éducation secondaire, qu'elle soit formelle ou informelle, doit être vue sous l'angle de la continuité et restructurée pour intégrer l'enseignement formel et l'éducation non-formelle, et qu'elle doit : devenir plus accessible pour tous les adolescents en général et parmi eux les plus pauvres, les filles et les plus vulnérables en particulier, et permettre à tous de choisir le parcours le mieux adapté à leur situation ; veiller à garantir l'équivalence, la comparabilité et une qualité satisfaisante de tous les types d'éducation. Le contenu de ce genre d'EFTP doit être en adéquation avec les intérêts et le vécu des adolescents pour être pertinent, efficace et propre à assurer à toutes les catégories d'adolescents des revenus et un niveau de vie dignes.

▲ Réussir l'interface entre le second cycle du secondaire et l'enseignement supérieur en Afrique subsaharienne sous l'angle de l'égalité entre les sexes

Conférencière

- Grace BUNYI (Consultante, Kenya)

En Afrique subsaharienne, une série de mesures visant à améliorer l'égalité entre les sexes pour le passage et la participation effective à l'enseignement supérieur ont été appliquées dans le système scolaire en amont, incluant des politiques de retour à l'école pour les jeunes filles tombant enceintes pendant leur scolarité, et la mise en œuvre de programmes science, mathématiques et technologie (SMT) conçus pour les filles. Des politiques de discrimination positive ainsi que des programmes ont été mis en œuvre à l'intersection du secondaire et du supérieur ; d'autres mesures, telles que des politiques et programmes de lutte contre le harcèlement sexuel et la violence contre les femmes ou encore la parité hommes/femmes, ont été appliquées dans un certain nombre d'institutions de l'enseignement supérieur.

Toutefois, beaucoup de ces mesures revêtent la forme de petits projets, généralement pilotes, exécutés par des organisations non gouvernementale (ONG) avec peu d'effets durables, et, par conséquent, la réalisation de l'égalité et de l'équité entre les sexes inscrits dans les objectifs de l'EPT et les objectifs de développement du millénaire (ODM) reste pour la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne (ASS) un rêve lointain. Les améliorations recommandées comprennent : l'élargissement de l'accès aux écoles primaires et secondaires de qualité, notamment pour les filles issues de communautés marginalisées; le renforcement de l'enseignement et de l'apprentissage des matières SMT à destination des filles ; l'intégration des questions de genre dans les politiques éducatives et leur concrétisation; le changement des mentalités dans les institutions du supérieur toujours dominées par la culture masculine; le renforcement de l'articulation entre les programmes du supérieur et les besoins du marché de l'emploi ; et l'institutionnalisation de la pratique de collecte, d'analyse et d'utilisation de données désagrégées par sexe pour l'élaboration et la planification des politiques.

▲ Transition vers l'éducation post-primaire avec une attention particulière portée aux filles

Conférencière

- Aster HAREGOT (UNICEF)

L'éducation post-primaire est particulièrement critique pour les filles. Malgré l'engagement sincère d'atteindre le but de l'Education pour Tous, il existe toujours un énorme fossé entre la scolarisation des filles et celle des garçons dans le secondaire. Dans les pays africains seule une fille sur cinq est scolarisée à ce niveau. Le taux de passage dans le secondaire des garçons continue d'être supérieur à celui des filles, et même dans les cinq pays d'Afrique australe connaissant une relative parité des sexes, le fait d'avoir scolarisé autant de filles que de garçons ne signifie pas pour autant que l'égalité des sexes soit chose faite.

Les obstacles à l'éducation post-primaire sont multiples, notamment pour les filles : ils se chevauchent, s'enchevêtrent et s'étendent à tous les secteurs. Etant donné que l'enseignement secondaire implique fréquemment le paiement de frais de scolarité, un des principaux obstacles, en particulier pour les filles, est la pauvreté. D'autres obstacles sont inhérents au système éducatif. Parmi eux : le manque d'écoles ou de centres d'apprentissage ; le nombre insuffisant d'enseignants pour les classes du post-primaire ; et le manque de plans à long terme adéquats et appropriés.

Cependant, mettre l'accent sur l'éducation post-primaire permet de créer une tension plus productive entre les dualités et ambiguïtés sous-jacentes, de les faire remonter à la surface et ainsi de les traiter de manière plus créative. L'éducation post-primaire couvre toute une gamme d'objectifs, de populations et d'intérêts. Un

modèle dynamique résultant de ce type de conceptualisation permet de fonder des systèmes éducatifs répondant aux besoins des individus et de la société, différents selon les contextes, et ayant le potentiel nécessaire pour comprendre les influences culturelles et structurelles implicites qui perpétuent les inégalités économiques et

sociales actuelles. L'étude de l'UNGEI a identifié plusieurs domaines dans lesquels la recherche peut faire avancer la formulation et la planification des politiques.

Discussions: 1h15 mn (16:45–18:00)

Session parallèle 5B – L'enseignement à distance et l'apprentissage libre

Présentations

▲ Le potentiel de l'apprentissage libre en Afrique: l'étude de cas de l'Institut national de la Scolarisation libre en Inde

Conférencier

- James STANFIELD (Consultant, Université de Newcastle)

A l'heure où l'on parle beaucoup de la « tragédie de l'éducation en Afrique », des possibilités passionnantes s'ouvrent aux Etats de l'Afrique subsaharienne (ASS) prêts exploiter tout le potentiel de l'enseignement à distance et de l'apprentissage libre pour les aider à élargir l'accès à l'enseignement secondaire. Pour éclairer ces possibilités émergentes, cette communication se penche sur le cas de l'Institut national de l'apprentissage libre en Inde (NIOS) en identifiant ses principales forces, faiblesses, les perspectives et les menaces. Elle fournira ensuite un bref aperçu des évolutions de l'enseignement à distance et de l'apprentissage libre (ED/AL) en ASS, suivi d'une réflexion sur les leçons à tirer de l'expérience du NIOS.

Un résultat clé de l'expérience du NIOS indique qu'il est tout à fait possible d'offrir des services d'ED/AL à peu de coûts voire à coût nul, et que bien gérés ils peuvent générer un profit.

D'anciennes tentatives d'introduction de l'ED/AL en ASS montrent également que si les Etats entendent contrôler, financer et gérer les services d'ED/AL tout seuls, les possibilités d'expansion et de développement sont extrêmement limitées.

Un des avantages de l'expansion des prestations de services privés est que le secteur privé dispose déjà d'un grand réservoir d'expérience et d'expertise dans des domaines tels que le renforcement des capacités et le contrôle qualité.

Or, malgré les facteurs politiques impliqués dans ce débat, des possibilités passionnantes s'ouvrent aux gouvernements nationaux qui sont prêts à penser l'impensable et à ouvrir de nouvelles pistes en créant un environnement réglementaire qui encourage et attire des sociétés commerciales de catégorie mondiale à venir investir dans leur secteur ED/AL. Avec le tiers profit, enseignement à distance et technologie de l'information, tout devient possible.

▲ L'examen de l'utilisation des systèmes de l'enseignement à distance et de l'apprentissage libre dans la fourniture de l'éducation de base en Afrique

Conférencier

- Ephraim MHLANGA (SAIDE)

Cette communication est un examen critique d'une sélection de mesures ED/AL prises au niveau de l'éducation post-primaire en Afrique. L'examen a pour objet de faire le point sur la situation de l'ED/AL sur le continent et de mettre en lumière son potentiel face aux problèmes de l'accès à l'éducation, et de l'équité et de la qualité de l'éducation post-primaire dans les pays africains. Les enseignements tirés des cas examinés donneront une idée des possibilités qu'offre l'ED/AL pour inclure l'enseignement du premier cycle du secondaire dans une éducation de base élargie.

S'inspirant de l'expérience de plusieurs pays africains, le document avance la thèse que l'ED/AL monte en puissance sur le continent en tant que stratégie d'élargissement d'accès à l'éducation et qu'il a le potentiel d'apporter une éducation de qualité à un grand nombre d'apprenants. En dépit de cette vision optimiste, le document met également en garde contre les nombreux défis auxquels les pays africains mettant en œuvre cette stratégie au niveau systémique pourront être confrontés. Ces défis concernent la qualité, la quantité de la demande des différentes parties prenantes, les contraintes de la largeur de bande limitée, et le développement de modèles de financement garantissant la durabilité des innovations.

Sur la base des expériences examinées il est recommandé que, si les Etats veulent réussir à satisfaire les besoins en éducation des millions d'apprenants méritants sur le continent grâce à l'ED/AL, ils doivent assumer la pleine responsabilité de la planification, du soutien et de l'aide à la mise en œuvre de ce genre d'innovation au niveau systémique.

▲ Etude de cas sur l'articulation entre le Namibian College of Open Learning (NAMCOL) et le système formel en Namibie

Conférencier

- Alfred ILUKENA (Namibie)

La question de l'accès à l'éducation post-primaire est à l'ordre du jour de beaucoup de pays en voie de développement. Les problèmes sont aggravés par le manque d'articulation ciblée et délibérée entre les filières formelles et non formelles au sein de certains systèmes éducatifs. En conséquence de quoi, les apprenants dont la carrière scolaire formelle tourne court atterrissent à la proverbiale « école de la rue ». Ceux qui se débrouillent et trouvent des prestataires de services d'éducation post-primaire alternatifs n'ont pas la garantie que les qualifications ainsi obtenues seront reconnues. Beaucoup de personnes et d'organisations font encore la moue en voyant des qualifications obtenues par le biais d'un parcours alternatif, jugées inférieures. La Namibie est elle aussi aux prises avec des problèmes analogues. Pourtant, certains d'entre eux ont pu, dans une large mesure, être résolus, tout

au moins au niveau macro-politique et à celui de la planification. Cette étude se propose d'en faire la démonstration.

L'étude se penche sur l'articulation existant entre le Namibian College of Open Learning (NAMCOL) et le reste du secteur éducatif formel. Elle adopte comme point de vue que cette articulation est une mesure réussie du gouvernement, qui comble le fossé entre l'éducation formelle et non formelle et participe de la volonté de fournir une éducation à tous en mettant en place des systèmes complémentaires et en leur donnant les moyens de s'acquitter de leur mission. Cette mesure d'intervention résulte de la prise de conscience de ce que l'éducation formelle ne peut à elle seule satisfaire ni la demande croissante de la jeunesse, ni les différents besoins d'apprentissage de tous ceux qui attendent à la porte de l'éducation.

L'étude essaie de répondre à la question suivante : Comment satisfaire la demande en matière d'éducation post-primaire par une offre d'éducation(s) alternative(s) sans que cela ne se fasse au détriment des apprenants ?

Discussions : 1h15 mn (16:45–18:00)

Session parallèle 5C – L'éducation non formelle

Présentations

▲ Transitions de l'enseignement primaire vers le Post-Primaire : Utiliser les opportunités d'apprentissage non formels pour améliorer l'accès et la pertinence

Conférencière

- Deborah GLASSMAN

Les Etats de l'Afrique subsaharienne (ASS) ont considérablement progressé sur la voie de l'enseignement primaire universel et examinent maintenant les possibilités d'élargir l'accès à l'éducation post-primaire. Les programmes d'éducation non formelle (ENF) ont contribué à ce progrès en s'adressant aux personnes qui n'ont pas accès à l'éducation formelle du fait de leur situation géographique, de leur pauvreté, de leur culture, ou de troubles sociaux.

Ce document fait un bref inventaire des raisons pour lesquelles les systèmes éducatifs formels ne scolarisent pas aujourd'hui tous les enfants d'ASS et qui les empêchent d'accueillir un nombre supplémentaire significatif d'élèves dans le post-primaire (chapitre 1). Il se penche ensuite sur l'évolution des attitudes et des approches face aux programmes de l'ENF (chapitre 2) et sur quelques uns des développements

ENF dans une sélection de pays d'ASS dont les politiques éducatives font une démarcation différente entre l'éducation formelle et non formelle, et examine le rôle que celle-ci peut jouer (chapitre 3). Il indique que les systèmes éducatifs formels peuvent s'inspirer de projets pilote d'ENF pour réussir l'élargissement de l'accès à l'éducation post-primaire. Il conclut en disant que pour élargir l'accès à l'enseignement primaire et à l'éducation post-primaire, les Etats d'ASS pourraient s'appuyer sur de nombreuses initiatives ENF déjà mises en œuvre ; créer des mécanismes pour améliorer les programmes et les intégrer dans les politiques éducatives nationales ; et construire des passerelles entre les programmes de l'ENF et le système éducatif formel pour étendre les possibilités d'apprentissage à tous les citoyens.

▲ La formation professionnelle et l'insertion des finalistes des Centres éducatifs pour le développement (CED) au Mali

Conférencier

- Bonaventure MAIGA (Mali)

Depuis 1993, le Mali s'est engagé dans la mise en œuvre d'un vaste programme d'éducation des jeunes non scolarisés et déscolarisés précoces, élargissant ainsi la base de la pyramide de son système éducatif. Cette expérience de prise en charge des

enfants hors école, connue désormais sous l'appellation de stratégie des CED, a démarré en 1993 avec l'ouverture de 20 centres pionniers encadrés par l'ex-Direction nationale de l'Alphabétisation Fonctionnelle et de la Linguistique Appliquée, avec le soutien de l'UNICEF. Mais le programme initial d'éducation a été revu et complété en 1994, avec l'ajout de la dimension formation professionnelle, et l'expérimentation sera conduite de 1994 à 1998 par l'organisation non gouvernementale Plan Mali, l'Appui aux Collectivités Décentralisées pour un Développement Participatif et UTAH Alliance, en partenariat avec le Ministère de l'Education Nationale.

De la période expérimentale de la stratégie à celle de sa généralisation, 29 832 apprenants ont terminé la phase théorique de leur cycle de formation dans les CED. Sur cet effectif, seuls 927 finalistes ont été formés professionnellement et ont reçu le kit nécessaire pour leur installation socioprofessionnelle, 523 autres sont en phase de recevoir leur formation professionnelle dans 24 filières. Pour la majorité restante, c'est tout un flou qui entoure leur sort.

La présente étude tente de cerner la problématique de la formation professionnelle et de l'insertion des finalistes CED. Elle essaie, en d'autres termes, d'identifier et d'analyser tous les problèmes qui se posent en amont, au cours et en aval de la formation professionnelle.

▲ Les programmes de formation pour les jeunes défavorisés en Amérique latine : bilan des stratégies publiques au cours de la dernière décennie et tendances récentes

Conférencière

- Claudia JACINTO (redEtis)

Cette communication résume la tendance des politiques et programmes récents visant à augmenter l'employabilité des jeunes défavorisés et les emplois. Elle passe en revue les dispositifs financiers, institutionnels et pédagogiques des programmes, liés ou non à l'enseignement technique et la formation professionnelle traditionnels (EFPT). Elle décrit des voies prometteuses consistant à lier entre elles les politiques sociales, éducatives et de formation, ainsi que les stratégies de décentralisation et les partenariats public-privé qui semblent donner les meilleurs résultats.

Bien qu'il soit difficile de déterminer quelles approches politiques ont été particulièrement pertinentes pour aider les jeunes défavorisés à trouver un emploi digne et d'en vivre, certaines pratiques semblent plus prometteuses que d'autres. Entre autres : la promotion d'un lien plus étroit avec les employeurs du secteur

privé afin d'intégrer des stratégies d'insertion professionnelle dans les programmes dès la phase de conception ; la combinaison de la formation technique et du développement personnel, de l'acquisition des compétences sociales et celle des compétences professionnelles ; l'inclusion de la formation sur le tas (stages, placements en entreprise) dans le programme de formation ; l'accès des jeunes aux services d'insertion et d'orientation professionnelle, que ce soit pour un travail en indépendant, dans une micro-entreprise, ou un poste de salarié ; l'accès à des conseillers ou des « coach » ; l'accès au micro-crédit pour les créateurs de petites entreprises indépendantes manquant d'expérience ; la création de passerelles entre différents parcours éducatifs et environnements d'apprentissage (enseignement formel, formation professionnelle, formation sur le tas) ; l'amélioration des partenariats locaux entre différents types d'institutions (écoles, entreprises, gouvernement local, organisations non gouvernementale) dans le cadre d'un plan stratégique de développement social et économique.

▲ Relevé de l'éducation non formelle au niveau de l'enseignement post-primaire en Ouganda

Conférencier

- Twine BANANUKA (Groupe de travail de l'ADEA sur l'éducation non formelle)

Cette étude bibliographique s'appuie principalement sur les documents publiés par les secteurs de l'éducation, de l'agriculture et de la santé et s'organise autour de ces thèmes. Les politiques d'EFPP NF ainsi que leur mise en oeuvre dans le secteur éducatif sont faibles. L'EFPP NF est largement utilisée pour la formation des agents du développement agricole et les travailleurs/vulgarisateurs de la santé. Son contenu élaboré sous l'impulsion du mécénat est axé sur les compétences/la professionnalisation dans les trois secteurs. Une des principales tendances dégagées est que l'éducation non formelle a augmenté les chances d'accès à l'éducation pour les enfants non scolarisés. Parmi les défis majeurs de l'ENF dans son ensemble il y a le manque : (1) de soutien politique, de visibilité, et d'élaboration d'une politique globale ; (2) de ressources, et (3) de recherche, de données/informations. Une des implications politiques est que l'Etat devrait accorder une plus grande attention à l'ENF.

Discussions : 1h15 mn (16:45–18:00)

► p. 38

Agenda de la biennale de l'éducation en Afrique - Maputo, Mozambique, 5-9 mai 2008

Lundi 5 mai

8:30–15:30 **Forum des ministres**

17:00–18:30 **Cérémonie d'ouverture solennelle avec la participation des chefs d'états du Mozambique et de l'Algérie, du Président de l'Union Africaine, de la Première Dame de Porto Rico, du Directeur Général de l'UNESCO, et d'autres invités d'honneur – Inauguration de l'exposition par les Chefs d'État
Conférence de Presse avec les Chefs d'État**

Mardi 6 mai

9:00–10:30 **Discours inauguraux**

9:00–10:00 1. L'éducation en tant que moteur du développement – approches, expérience et perspectives pour étendre les opportunités d'apprentissage
2. La science, le développement et l'éducation en Afrique
3. VIH / SIDA : quelles approches efficaces dans le post-primaire ?

10:00–10:30 **Discussions**

10:30–11:00 *Pause café*

11:00–13:00 **SESSION 1 - Présentations introductives**

11:00–11:45 1. Rapport 2007 sur le développement dans le monde : le développement et les générations futures
2. Rapport mondial de suivi 2008 sur l'EPT – L'Education pour Tous en 2015: un objectif accessible ?
3. Les enjeux et les défis de l'EPT en Afrique : l'urgence de politiques sectorielles intégrées
4. Une exploration africaine de l'expérience éducative en Asie de l'Est

11:45–13:00 **Discussions**

13:00–14:00 *Pause déjeuner*

14:00–16:00 **SESSION 2 - Présentations sur le développement du post-primaire**

14:00–14:45 1. L'initiative pour l'enseignement secondaire en Afrique (IESA) à la croisée des chemins : alternatives pour l'éducation secondaire en Afrique subsaharienne
2. L'appel à l'action de Kigali : une vision élargie de l'éducation de base pour l'Afrique
3. La dynamique partenariale pour une gouvernance locale en éducation
4. Le développement des compétences techniques et professionnelles en Afrique

14:45–16:00 **Discussions**

16:00–16:30 *Pause café*

16:30–18:00 **SESSION 3 - Présentations du travail analytique sur le post-primaire**

16:30–17:30 1. Synthèse générale: Au-delà de l'éducation primaire : Défis et approches pour étendre les opportunités d'apprentissage en Afrique
2. Synthèse thématique, sous-thème 1 : Vers 9/10 années d'éducation pour tous : politiques et stratégies prometteuses
3. Synthèse thématique, sous-thème 2 : Développement des compétences et le monde du travail : défis pour l'éducation et la formation
4. Synthèse thématique, sous-thème 3 : La préparation des travailleurs de la connaissance pour le développement de l'Afrique: l'articulation entre le deuxième cycle du secondaire et le supérieur

17:30–18:00 **Discussions**

Mercredi 7 mai

8:30–10:30 **SESSION 4 - Table ronde en séance plénière portant sur la politique et la gouvernance, les coûts et le financement**

8:30–9:15 1. Enseignement post-primaire : L'expérience du Mozambique
2. La soutenabilité financière comme référence pour le développement de l'éducation post-primaire dans les pays d'Afrique subsaharienne
3. A la recherche d'une scolarité secondaire en Afrique subsaharienne : Stratégies pour un financement durable

9:15–10:30 **Discussions**

10:30–11:00 *Pause café*

Session parallèle 4A : Étendre l'enseignement de base, élargir l'enseignement secondaire : questions de gouvernance et de politique

Session parallèle 4B : Partenariats public-privé

Session parallèle 4C : Transitions entre le second cycle du secondaire et l'enseignement supérieur : politiques et gouvernances

Session parallèle 4D : Financement : tendances et défis

13:00–14:00 *Pause déjeuner*

14:00–15:30	SESSION 5 – Table ronde en séance plénière portant sur l'accès & l'équité
14:00–15:30	1. Éducation pour les populations rurales
	2. La formation professionnelle des filles non scolarisées dans des situations de conflit
	3. Evaluer les options pour offrir une éducation post-primaire pour tous
14:00–15:30	Discussions
15:30–16:00	<i>Pause café</i>
16:00–18:00	Session parallèle 5A: Les questions de genre dans l'éducation post-primaire
	Session parallèle 5B: Enseignement à distance et apprentissage libre
	Session parallèle 5C: L'éducation non formelle
	Session parallèle 5D: Innovations pour un accès équitable

Jeudi 8 mai

9:00–10:30	SESSION 6 - Table ronde en séance plénière portant sur la qualité et la pertinence de l'éducation post-primaire : la demande et l'offre d'enseignants pour l'éducation post-primaire, élaboration d'un programme et des compétences
9:00–9:45	1. Réseaux d'apprentissage tout au long de la vie : L'importance de la diversification des approches du post-primaire et du post fondamental
	2. La mise à disposition d'enseignants et de personnel de gestion de l'enseignement : l'impact sur la qualité de la fourniture de l'enseignement dispensé dans le cadre de l'éducation post-primaire
	3. La contribution du chef d'établissement à l'amélioration de l'éducation post-primaire en Afrique
	4. L'enseignement supérieur et le développement humain en Afrique aujourd'hui : l'enjeu d'un dynamisme systémique et d'une responsabilité socioculturelle
9:45–10:30	Discussions
10:30–11:00	<i>Pause café</i>
11:00–13:00	Session parallèle 6A: Programme pour l'éducation post-primaire
	Session parallèle 6B: Développement des compétences dans l'enseignement général
	Session parallèle 6C: Développement des compétences dans l'enseignement technique et professionnel
	Session parallèle 6D: Questions relatives à l'enseignant dans l'enseignement post-primaire
13:00–14:00	<i>Pause déjeuner</i>
14:00–15:30	SESSION 7 - Table ronde en séance plénière portant sur : la validation, l'évaluation, l'articulation, le rôle des cadres nationaux de qualification
14:00–15:30	1. Une réflexion critique sur le cadre national de qualification sud-africain
	2. Différenciation et articulation dans les systèmes d'enseignement tertiaire : Une étude sur douze pays africains
	3. Transitions et articulations entre les sous-secteurs et les types d'enseignement : leçons tirées des revues par les pairs du Gabon, de Maurice et du Nigeria
14:00–15:30	Discussions
15:30–16:00	<i>Pause café</i>
16:00–18:00	Session parallèle 7A: Evaluation
	Session parallèle 7B: Cadres nationaux de qualification, reconnaissance de l'apprentissage et des compétences préalables
	Session parallèle 7C: Transitions entre le second degré du secondaire et l'enseignement supérieur : équivalences, passerelles et orientations
	Session parallèle 7D: Mathématiques, Science, Technologies et TIC dans l'enseignement post-primaire

Vendredi 9 mai

9:00–10:30	SESSION 8 - Table ronde sur les principales conclusions tirées des discussions de la Biennale
9:00–10:00	1. Conclusions sur le sous-thème 1: Vers 9/10 années d'éducation pour tous: politiques et stratégies prometteuses
	2. Conclusions sur le sous-thème 2: Développement des compétences et le monde du travail : défis pour l'éducation et la formation
	3. Conclusions sur le sous-thème 3: La préparation des travailleurs de la connaissance pour le développement de l'Afrique : l'articulation entre le deuxième cycle du secondaire et le supérieur
	4. Conclusions générales: Au-delà de l'éducation primaire : Défis et approches pour étendre les opportunités d'apprentissage en Afrique
10:00–10:30	Discussions
10:30–11:00	<i>Pause café</i>
11:00–12:30	SESSION 9 – Réflexions sur les perspectives ouvertes et le suivi
	1. Leçons principales retenues par les différents groupes d'acteurs
	Table ronde avec la participation d'un ministre, d'un représentant d'une agence de développement, d'un chercheur, d'un représentant d'une organisation de la société civile, d'un étudiant, d'un enseignant et d'un représentant d'un secteur autre que l'éducation
12:30–13:00	Séance de clôture solennelle
	1. Présentation du rapport du forum des ministres
	2. Discours de clôture
13:00–14:00	Conférence de presse de clôture
14:00–18:00	Comité directeur de l'ADEA

Sessions parallèles : détail des présentations

Mercredi 7 mai

11:00 - 13:00

Session parallèle 4A : Étendre l'enseignement de base, élargir l'enseignement secondaire : questions de gouvernance et de politique

1. Étendre l'enseignement de base pour inclure le premier cycle du secondaire tout en maintenant l'impératif de qualité : étude de cas de la Gambie
2. Accélérer l'expansion de l'accès à l'enseignement secondaire. L'expérience du Zimbabwe de 1980 à 1990
3. Réformes post-Indépendance pour réaliser l'EPU au Bénin, au Cameroun, en Guinée et en Tanzanie et leur impact sur l'éducation post-primaire
4. Le défi du développement de l'enseignement secondaire et de la formation à Madagascar

Session parallèle 4B : Partenariats public-privé

1. Les partenariats public-privé dans le premier cycle de l'enseignement secondaire en Afrique de l'Ouest : le cas du Burkina Faso et du Sénégal
2. La force du partenariat public-privé : mobilisation pour l'enseignement secondaire en Afrique
3. L'offre et le financement d'un enseignement secondaire de qualité au moyen de partenariats public-privé - un cas de réussite du développement de l'enseignement secondaire à Maurice
4. Renforcer l'accès équitable à l'enseignement technique et à la formation professionnelle par une gouvernance cohérente, les partenariats public-privé et le développement de campagnes multimédias

Session parallèle 4C : Transitions entre le second cycle du secondaire et l'enseignement supérieur : politiques et gouvernances

1. Passerelles entre l'enseignement post-obligatoire et l'enseignement supérieur en Afrique du Sud : facteurs limitant les capacités de l'enseignement supérieur à répondre aux besoins nationaux
2. Pour une meilleure articulation entre le second cycle de l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur
3. Articulation entre le second cycle du secondaire et l'enseignement supérieur : étude de cas du Mozambique

Session parallèle 4D : Financement : tendances et défis

1. Enjeux des cours privés supplémentaires : les schémas mondiaux et leurs implications pour l'Afrique
2. Le financement de la formation professionnelle en Afrique. Etude de cas sur cinq fonds de la formation
3. Le financement de l'enseignement supérieur dans un contexte d'expansion accélérée : études de cas en Afrique anglophone (Kenya) et francophone (Sénégal)

16:00 - 18:00

Session parallèle 5A : Les questions de genre dans l'éducation post-primaire

1. Afrique : questions de genre dans l'enseignement post-primaire
2. Questions de genre dans l'enseignement technique et la formation professionnelle
3. Réussir l'interface entre le second cycle du secondaire et l'enseignement supérieur en Afrique subsaharienne sous l'angle de l'égalité entre les sexes
4. Transition vers l'éducation post-primaire avec une attention particulière portée aux filles

Session parallèle 5B : Enseignement à distance et apprentissage libre

1. Le potentiel de l'apprentissage libre en Afrique: l'étude de cas de l'Institut national de la Scolarisation libre en Inde
2. L'examen de l'utilisation des systèmes de l'enseignement à distance et de l'apprentissage libre dans la fourniture de l'éducation de base en Afrique
3. Étude de cas sur l'articulation entre le Namibie College of Open Learning (NAMCOL) et le système formel en Namibie

Session parallèle 5C : L'éducation non formelle

1. Transitions de l'enseignement primaire vers le Post-Primaire : Utiliser les opportunités d'apprentissage non formels pour améliorer l'accès et la pertinence
2. La formation professionnelle et l'insertion des finalistes des Centres d'Éducation pour le Développement (CED) au Mali
3. Les programmes de formation pour les jeunes défavorisés en Amérique latine : bilan des stratégies publiques au cours de la dernière décennie et tendances récentes
4. Relevé de l'éducation non formelle au niveau de l'enseignement post-primaire en Ouganda

Session parallèle 5D : Innovations pour un accès équitable

1. Les écoles communales et les structures alternatives de l'enseignement post primaire : stratégies d'extension de l'enseignement de base au Burundi
2. Réinsertion par l'apprentissage communautaire. Le projet RAC au Congo.
3. L'éducation non formelle et les opportunités de formation pour les jeunes vivant dans les régions rurales de l'Afrique du Sud

Jeudi 8 mai
11:00 - 13:00

Session parallèle 6A : Programme pour l'éducation post-primaire

1. Processus de modification des programmes et approches basées sur les compétences pour l'éducation de base dans le cadre d'une perspective interrégionale
2. La décentralisation de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels : le cas de la Namibie
3. Préparation à la vie et au travail : étude comparative mettant l'accent sur l'enseignement de base (primaire et secondaire du premier cycle) dans les pays africains en développement

Session parallèle 6B : Développement des compétences dans l'enseignement général

1. Renforcement institutionnel en matière technologique. Le program PRIMTAF en Afrique francophone.
2. Capitalisation d'une recherche action sur les passerelles entre l'enseignement général et la formation professionnelle
3. Le lien entre santé, problèmes sociaux et enseignement secondaire : compétences de vie, santé et éducation civique
4. Les entreprises scolaires et la durabilité : les défis qui se posent à l'enseignement secondaire et professionnel

Session parallèle 6C : Développement des compétences dans l'enseignement technique et professionnel

1. De l'apprentissage traditionnel à l'apprentissage restructuré en Afrique de l'Ouest, Vers la modélisation d'un dispositif de formation professionnelle post-primaire
2. La formation de l'esprit d'entreprise dans l'enseignement et la formation post-primaire : l'étude de cas du Botswana
3. Les enjeux de la réforme de l'enseignement technique et de la formation professionnelle au Mozambique: objectifs, options et contraintes
4. Examen de la professionnalisation de l'enseignement secondaire

Session parallèle 6D : Questions relatives à l'enseignant dans l'enseignement post-primaire

1. Recruter, retenir et recycler les enseignants et les directeurs des écoles secondaires en Afrique subsaharienne
2. L'expansion de l'enseignement secondaire et le besoin d'enseignants: quel est le déficit à combler ?
3. Fidélisation du personnel dans les universités africaines et les liens avec la diaspora

16:00 - 18:00

Session parallèle 7A : Evaluation

1. Examen de l'état actuel de l'enseignement post-primaire et de la formation (EFPP) en Afrique orientale et australe
2. Feuille de route pour la réforme des programmes, de l'évaluation et des examens dans l'enseignement secondaire et la formation en Ouganda
3. Améliorer l'efficacité des programmes, de l'évaluation et de la certification au niveau du pré-secondaire en Afrique

Session parallèle 7B : Cadres nationaux de qualification, reconnaissance de l'apprentissage et des compétences préalables

1. Identification des compétences de base et des connaissances requises pour l'accession des alphabétisés au cycle secondaire inférieur dans cinq pays d'Afrique de l'Ouest
2. Intégration et articulation de l'enseignement et de la formation post-primaires en Afrique. La contribution des cadres nationaux de qualification et la reconnaissance de l'apprentissage non formel et informel : la clé de l'apprentissage tout au long de la vie
3. Validation des résultats de l'apprentissage non formel et informel en Norvège

Session parallèle 7C : Transitions entre le second degré du secondaire et l'enseignement supérieur : équivalences, passerelles et orientations

1. Les passerelles vers l'éducation post-secondaire – le système de Singapour
2. Articulation entre l'enseignement secondaire supérieur et l'enseignement supérieur en Côte d'Ivoire
3. Articulation nationale et transfrontalière entre l'enseignement secondaire et supérieur au Kenya

Session parallèle 7D : Mathématiques, science, technologies et TIC dans l'enseignement post-primaire

1. L'enquête sur les technologies de l'information et de la communication et l'éducation en Afrique subsaharienne
2. La pratique de la formation continue (INSET) pour les professeurs de mathématiques et de science et son incidence sur la qualité de l'éducation de base au Kenya
3. Les NTICs comme outil pour le développement, la pérennisation des politiques et des pratiques efficaces pour l'éducation en Afrique

Présentations

▲ Les écoles communales et les structures alternatives de l'éducation post-primaire : stratégies d'extension de l'enseignement de base au Burundi

Conférencier

- Pascal MUKENE (Burundi)

L'étude de cas porte sur « Les écoles communales et les structures alternatives de l'enseignement post primaire : stratégies d'élargissement de l'enseignement de base au Burundi ». Les écoles communales, cogérées par l'Administrateur communal et le Directeur désigné par le Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions, sont des écoles de proximité qui jouissent d'une grande attraction pour les collectivités locales, et qui ont connu un développement très rapide. Elles s'imposent actuellement comme la principale composante de l'enseignement secondaire, (80.3% du premier cycle).

Parallèlement, dans le secteur non formel, le Burundi a développé des structures alternatives de l'enseignement post primaire (EPP) réservées principalement aux sortants du primaire qui ne continuent pas la scolarisation secondaire formelle. Ces structures sont variées, et offrent une formation professionnelle pertinente pour l'insertion des jeunes dans le circuit du travail. Toutefois, elles ne sont pas suffisamment développées pour enrôler un nombre important de bénéficiaires.

L'étude invite à une réflexion sur les perspectives d'extension de l'accès au post-primaire au regard du potentiel de ces structures.

▲ Réinsertion par l'apprentissage communautaire: le projet RAC au Congo

Conférencier

- Maurice BANOUKOUTA (Congo Brazzaville)

Ce rapport rend compte de l'expérience congolaise en matière de stratégie de réinsertion des jeunes désœuvrés et déscolarisés dans un pays en situation de post-conflit : le Congo-Brazzaville.

Comment effacer les stigmates de ces tristes événements qui ont marqué profondément les jeunes ? Pour le Ministère de l'Enseignement Technique et Professionnel (METP), l'initiation et la mise en œuvre du projet de réinsertion par apprentissage communautaire constituent un des leviers pour y répondre.

Afin de redonner l'espoir et un sens à la vie chez ceux qui sont désœuvrés et déscolarisés ou en situation de désarroi psychologique, social et économique, le

projet de réinsertion par apprentissage communautaire (RAC), tente de récupérer des jeunes abandonnés à eux-mêmes.

Parallèlement au système formel et institutionnel, le projet RAC responsabilise les collectivités locales, les partenaires, les organisations non gouvernementale (ONG) et les artisans dans un type d'ingénierie de formation par l'alternance en intégrant l'apprentissage dans une démarche qui favorise les échanges entre le système formel et informel en même temps qu'il contribue au développement socioéconomique du monde rural.

La bipolarité de ce projet constitue en soi sa force et la garantie de son succès, car il est d'abord un appui à l'insertion socioprofessionnelle des jeunes en milieu urbain mais aussi un appui au développement local dans le milieu rural.

Pour réussir sa pérennisation, l'étude soulève des questions liées au cadre juridique et à la traçabilité des exigences d'investissement en ressources humaines, matérielles et financières.

▲ L'éducation non formelle et les opportunités de formation pour les jeunes vivant dans les régions rurales de l'Afrique du Sud

Conférencière

- Kathy WATTERS (Groupe de travail de l'ADEA sur l'éducation non formelle)

Ce rapport se concentre sur les jeunes de 15 à 18 ans vivant dans les zones rurales de l'Afrique du Sud, ayant quitté l'école avec un certificat d'études de 12ième année. Il enquête sur les possibilités d'éducation et de formation formelles et non formelles des jeunes vivant loin des principales zones urbaines et conclut que les possibilités d'accès à ce genre de programmes sont limitées malgré le cadre national des qualifications qui vise à corriger les inégalités du passé créées par la politique d'apartheid. Le rapport défend également la thèse que des programmes exclusivement axés sur le développement des compétences ont peu de chances d'aboutir au développement durable de la personne et qu'une approche holistique du développement s'impose. Le rapport arrive également à la conclusion que le manque de cohérence dans la transmission des programmes qualifiants d'enseignement et de formation destinés aux jeunes des zones rurales, ainsi que les chicanes bureaucratiques ont obligé certains opérateurs à se retirer du cadre des qualifications et à revenir à la prestation de service indépendante et à petite échelle.

Discussions : 1h15 mn (16:45–18:00)

JEUDI 8 MAI – MATIN

Séance plénière 6 – Table ronde : La qualité et la pertinence de l'éducation post-primaire
la demande et l'offre d'enseignants pour l'éducation post-primaire, curricula et développement des compétences

Table ronde - 9:00 - 10:30

Présentations

▲ Réseaux d'apprentissage tout au long de la vie : L'importance de la diversification des approches du post-primaire et du post fondamental

Conférencier

- Adama OUANE (UNESCO UIL)

De par sa nature holistique et intégrée, l'apprentissage tout au long de la vie (ALV) permet la diversification de l'offre de contenus et de parcours de l'enseignement post-primaire. L'ALV crée les conditions et les capacités nécessaires à une authentique responsabilisation et inclusion. Ses caractéristiques fondamentales – à savoir l'intégration, la souplesse, l'apprentissage continu et l'application utile de l'acquis – sont importantes pour l'éducation post-primaire. Ceci implique un travail sur les secteurs formel, non formel et informel, et nécessite une plus grande intégration des programmes, ainsi qu'un mécanisme global pour la reconnaissance des différents types et formes de l'apprentissage dans tous les secteurs du développement. Le document donne quelques exemples d'approches alternatives d'un système embryonnaire de l'apprentissage tout au long de la vie, émergeant dans un certain nombre de pays africains.

▲ La mise à disposition d'enseignants et de personnel de gestion de l'enseignement : l'impact sur la qualité de la fourniture de l'enseignement dispensé dans le cadre de l'éducation post-primaire

Conférencier

- Virgilio JUVANE (Groupe de travail de l'ADEA sur la profession enseignante)

L'accès à l'enseignement primaire et /ou à l'éducation de base s'est élargi de manière significative ces derniers temps, en réaction aux initiatives EPT et les objectifs de développement du millénaire (ODM). Il en résulte une pression accrue sur beaucoup de pays d'Afrique subsaharienne pour élargir également l'accès à l'éducation post-primaire. Cette étude analyse les résultats de cinq études de cas (sur le Ghana, le Mozambique, le Togo, l'Ouganda et la Zambie) portant sur le recrutement des enseignants et d'autres personnels de l'éducation pour les écoles secondaires et les établissements de l'enseignement technique et de la formation professionnelle (EFTP).

Il s'est avéré que, malgré la reconnaissance officielle de l'importance de l'EFTP pour le développement économique national, ce domaine reste relativement sous-estimé et sous-équipé. La demande en matière d'enseignants du secondaire est telle, que de bons instituteurs sont souvent redéployés pour pourvoir les postes vacants, pratique qui pourrait non seulement être dommageable pour l'enseignement secondaire, mais également remettre en question les progrès récents de la qualité de l'enseignement primaire et/ou de l'éducation de base. Les pays s'intéressent désormais à la défini-

tion du profil requis pour les enseignants et les éducateurs, chevilles ouvrières de la qualité de l'enseignement dispensé, ce qui n'empêche pas que les méthodologies appliquées dans les instituts de formation des maîtres divergent fréquemment de celles préconisées par les politiques nationales. La formation des enseignants continue à se faire par des cours magistraux et théoriques et ne met pas suffisamment l'accent sur la professionnalisation des étudiants. Les possibilités offertes aux enseignants d'élaborer un plan de carrière réaliste grâce à leur participation à des programmes de développement professionnelles sont limitées dans tous les pays, et les programmes de formation des autres agents du secteur, tels que personnels de direction, inspecteurs ou conseillers n'existent que rarement, ou alors uniquement sur la base de stages ad hoc.

L'étude a relevé les bonnes pratiques et identifié les impasses afin que les ministères respectifs puissent profiter de l'expérience des pays affrontant les mêmes défis ou des difficultés analogues face à l'expansion de l'éducation post-primaire.

▲ La contribution des chefs d'établissement à l'amélioration de l'éducation post-primaire en Afrique

Conférencière

- Denise BERGERON (AFIDES)

La gestion est maintenant reconnue comme un élément essentiel de la qualité de l'Éducation secondaire. Selon l'initiative Secondary Education in Africa (SEIA) conduite par la Banque Mondiale, une action concertée en vue d'améliorer le leadership au niveau de l'établissement scolaire constitue l'une des interventions les plus prometteuses en vue faire progresser la qualité de l'enseignement secondaire en Afrique. Pour sa part, la CONFEMEN, dans son Mémoire sur la gestion scolaire, a accordé la priorité à la mise en œuvre de deux projets : la formation et la mise en réseau des gestionnaires. La contribution des chefs d'établissement à l'amélioration de l'enseignement secondaire dépend de leur professionnalisation. Cependant, les réponses à une enquête renseignée par les sections nationales de l'AFIDES permettent de constater que, dans la grande majorité des pays francophones d'Afrique, la professionnalisation de la gestion scolaire n'est pas effective. Après avoir analysé les réalités et les enjeux de la gestion des établissements, la recherche conclut que les systèmes éducatifs sont en train de mettre en place une régulation conjointe, où la hiérarchie et le contrôle laissent progressivement place

à la convergence des efforts des gestionnaires de tous les niveaux vers l'atteinte des objectifs du système. On suggère que ce nouveau paradigme soit déployé dans quatre domaines complémentaires : le développement des politiques de gestion, la formation et la mise en réseau des gestionnaires et la recherche sur la gestion.

Discussions : 45 mn (9:45–10:30)

Session parallèle 6A – Les programmes pour l'éducation post-primaire

Présentations

- ▲ **Processus de modification des programmes et approches basées sur les compétences pour l'éducation de base dans le cadre d'une perspective interrégionale**

Conférencier

- Renato OPERTTI (UNESCO BIE)

Ce document montre que des expériences basées sur les compétences diversifiées peuvent être source d'enseignements significatifs à prendre en considération, vu leur succès à surmonter les obstacles rencontrés. Son intention est de contribuer à l'orientation des pays africains sur des changements positifs en matière de réforme des programmes et de les aider à concevoir et mettre en œuvre des processus de démocratisation des possibilités d'apprentissage, durables et efficaces.

En comparant et contrastant les expériences faites dans différentes parties du monde, le document met en exergue le souci partagé de comprendre et de respecter la diversité, et d'en tenir compte grâce à des politiques inclusives, des cadres programmatiques axés sur les étudiants, des pratiques pédagogiques correspondant aux attentes et aux besoins des apprenants, au développement professionnel des enseignants ...

Plusieurs enseignements clés peuvent être tirés des processus de mise en œuvre des approches basées sur les compétences actuellement en cours et qui concernent principalement l'éducation de base et l'éducation des jeunes. Ils pourraient utilement contribuer à l'élaboration d'une réforme globale des programmes, composante majeure de la démocratisation effective de l'éducation de base en Afrique, notamment pour les classes de la 7ème à la 10ème année de la scolarité.

- ▲ **La décentralisation de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels : le cas de la Namibie**

Conférencier

- Lewis DURANGO (Namibia)

Le processus de décentralisation des programmes en Namibie se heurte à la préférence des praticiens et des éducateurs pour un enseignement technique et professionnel plus scientifique, plus théorique, plus général et plus standardisé.

Cette préférence se fonde sur le paradigme traditionnel inhérent à l'éducation, qui lie de manière exagérée formation et obtention d'une qualification aux critères de haut niveau académique requis par l'enseignement secondaire général, ainsi qu'à un enseignement et des méthodes et techniques d'évaluation dominés par l'enseignant.

L'essence même du cadre namibien des qualifications (NQF) géré et tenu à jour par l'Autorité namibienne des qualifications (NQA) et de la nouvelle Autorité namibienne de la formation (NTA), responsable des programmes et des procédures nationales d'examens et de certification, consiste justement à étendre le NQF et l'accès à la formation et aux qualifications à différents groupes cibles sur le lieu du travail (entreprises), aux niveaux national et local, et à renforcer l'articulation et les liens entre les différentes qualifications.

De par sa nature, le NQF permet le développement de toute une gamme de normes et de qualifications, pour autant qu'elles soient conformes à ses lignes directrices, ses spécifications et ses descripteurs de niveau. Or, la difficulté à déterminer les besoins locaux en compétences et à distinguer entre les besoins locaux et nationaux, ainsi que les complexités de l'application d'un NQF plus souple font que les programmes restent centralisés et de « taille unique ».

Pour instaurer des programmes locaux en Namibie il faudrait que la NQA et la NTA parviennent à faire évoluer les concepts traditionnels et la perception qu'en ont toutes les parties prenantes. La participation de tous les acteurs clé est essentielle pour le succès de tout le processus de réforme visant à instaurer un système d'enseignement technique et de formation professionnelle souple et axé sur le marché.

▲ Préparation à la vie et au travail : étude comparative mettant l'accent sur l'enseignement de base (primaire et secondaire du premier cycle) dans les pays africains en développement

Conférencière

- Dakmara GEORGESCU (BIE, commandité par GTZ)

L'étude fait l'examen les éléments des programmes écrits (envisagés) par dix pays africains (Afrique du Sud, Angola, Botswana, Burundi, Congo-Brazzaville, Kenya, Mali, Maurice, Mozambique, Sénégal) pouvant être associés au développement des compétences personnelles et professionnelles au cours de l'éducation de base (primaire, et surtout premier cycle du secondaire). L'étude documente en outre des expériences de renforcement des compétences personnelles et professionnelles dans les sociétés industrialisées telles que le Royaume-Uni (Angleterre) et l'Australie. Sur la base d'une analyse comparée de l'architecture des programmes et du programme de certaines matières dites fondamentales, l'étude met en lumière les résultats obtenus par les pays du fait de lier les objectifs de l'apprentissage, son contenu, ses processus et son produit aux évolutions actuelles (et futures) de la société et de l'emploi. Elle évoque également différents types de lacunes dans le traitement du développement des compétences personnelles et professionnelles, ainsi que la manière dont les programmes peuvent être un encouragement et une contribution à la préparation des enfants et des adolescents à s'épanouir dans leur vie privée, professionnelle et sociale. L'étude conclut par des recommandations sur la manière dont les acteurs de l'éducation peuvent enrichir le potentiel des programmes formels pour qu'ils contribuent à une préparation efficace à la vie personnelle et professionnelle dans le monde d'aujourd'hui et de demain fondé sur le partage et l'apprentissage mutuel. Un glossaire de la terminologie pertinente est publié en annexe pour aider à mieux comprendre certains des aspects conceptuels et méthodologiques les plus importants liés à la conception, aux processus et aux produits de la recherche.

▲ Le développement des compétences techniques et professionnelles en Afrique

Conférenciers

- Lucia WEGNER (Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)) et André KOMENAN (Banque africaine de développement)

Le développement des compétences techniques et professionnelles en Afrique est le thème central du numéro de Perspectives économiques pour l'Afrique de cette année. Un développement des compétences techniques et professionnelles de qualité est reconnu comme étant une clé du renforcement de la compétitivité économique et contribuant à l'inclusion sociale, au travail et aux revenus dignes, ainsi qu'à la réduction de la pauvreté. Une offre insuffisante de compétences techniques peut mener à un goulot d'étranglement dans le développement du secteur privé et la croissance économique. Les Perspectives économiques pour l'Afrique examinent les systèmes de développement des compétences techniques de 35 pays africains, analysent les défis et les goulots d'étranglement, mettant en exergue les bonnes pratiques, et identifient les priorités pour des travaux de recherche supplémentaires en matière de politiques.

La communication se concentre sur la qualité de la contribution de l'inventaire du développement des compétences techniques et professionnelles à la compétitivité économique, l'inclusion sociale, l'emploi et la réduction de la pauvreté. Elle insiste sur les questions financières et les acteurs de la formation professionnelle, et évoque les enseignements à tirer des réformes récentes de ce secteur dans certains pays africains

Discussions : 1h15 mn (11:45–13:00)

Présentations

▲ Renforcement institutionnel en matière technologique. Le programme PRIMTAF en Afrique francophone

Conférencière

- Vivianne MASSENGO (Congo Brazzaville)

Ce rapport porte sur l'expérience de qualification sectorielle réalisée par le Congo dans le cadre d'une filière industrielle, en l'occurrence celle de l'agroalimentaire. Il donne d'abord un bref aperçu du contexte de création du projet PRIMTAF (Programme de renforcement institutionnel en matière technologique en Afrique Francophone) et pour cela analyse le contexte économique global du pays, la situation spécifique du secteur agricole et rural ainsi que l'offre de formation de l'ETP dans ce secteur. Il met particulièrement l'accent sur l'introduction, dans l'agroalimentaire, des métiers qui en étaient absents : ceux de la conservation et de la transformation alimentaire. PRIMTAF a été, en ce sens, l'initiateur de nouvelles activités économiques qui ne couvrent pas encore, par manque de moyens, l'ensemble des métiers de la chaîne agroalimentaire.

Le projet PRIMTAF constitue un modèle de dispositif de formation professionnelle adapté au développement et à la valorisation professionnelle d'une filière d'activité économique. Il qualifie, dans cette perspective, des jeunes et des adultes à de nouveaux métiers et à de nouvelles techniques. Il met l'accent sur des programmes de formation technique et professionnelle qui éveillent à l'esprit entrepreneurial, et contribuent à susciter des vocations d'entrepreneurs ou à faire de l'entrepreneuriat une orientation professionnelle à part entière. Il est de plus en plus évident que le projet PRIMTAF, à travers ses formules alternatives de formation et d'insertion professionnelle, est potentiellement capable d'atteindre un impact institutionnel suffisant pour peu qu'on lui accorde les ressources nécessaires et qu'il soit supporté par un investissement des pouvoirs politiques et des acteurs professionnels.

▲ Capitalisation d'une recherche action sur les passerelles entre l'enseignement général et la formation professionnelle

Conférencier

- Joseph SARR (Sénégal)

Au Sénégal, l'articulation entre l'enseignement général (dans l'éducation formelle et non formelle) et la formation professionnelle est une priorité dans l'élaboration des politiques éducatives et vers la lutte contre la pauvreté et le développement durable.

C'est le sens qu'il faut donner à cette expérience dénommée « Réduire la Pauvreté par la Pédagogie de l'Entrepreneuriat dans les Collèges et Daaras ».

Menée dans deux Collèges des régions de St Louis (CEM1 de Richard Toll) et Tambacounda (CEM AFIA de Tamba) et un Daara de la région de Louga (Nurul Islam de Guéoul), elle a permis de capitaliser un certain nombre de résultats qui encouragent à aller de l'avant et dont on peut citer quelques uns :

1. Une grande adhésion des acteurs (chefs d'établissement, élèves, parents, partenaires) à cette expérience ;
2. La réussite d'apprenants au certificat d'aptitude professionnelle à Saint-Louis et à Tamba ;
3. L'augmentation des demandes d'orientation en seconde dans les lycées techniques ;
4. L'insertion de jeunes par la mise en place de Groupement d'Intérêt Economique (GIE) fonctionnels par et pour les sortants du Daara ;
5. L'existence d'unités expérimentales encore fonctionnelles et renforcées pour de futurs bénéficiaires internes du Daara ;
6. La disponibilité de fonds d'appui à l'insertion logés dans les mutuelles d'épargne et de crédit ;
7. La synergie entre plusieurs secteurs appartenant à l'éducation et au développement ;
8. La forte implication du niveau central et des niveaux déconcentrés/décentralisés dans l'expérience.

Cela a valu à cette expérience d'avoir été sélectionnée par plusieurs partenaires (PNUD, BIT, ONUDI, ADEA) comme une bonne pratique à partager en vue d'améliorer les politiques éducatives en Afrique de l'Ouest voire sur tout le continent en la contextualisant.

▲ Le lien entre santé, problèmes sociaux et enseignement secondaire : compétences de vie, santé et éducation civique

Conférencière

- Guro NESBAKKEN (Save the Children)

Ce document de travail repose sur une recherche bibliographique et des études de cas réalisées dans six pays d'Afrique subsaharienne : Afrique du Sud, Erythrée, Mali, Namibie, Sénégal et Tanzanie. Il examine le rôle de l'enseignement et de la formation du secondaire dans la promotion de la santé, de l'esprit citoyen et des compétences sociales de la jeunesse africaine. Plus spécifiquement, cette étude se concentre sur la question de savoir quels programmes scolaires équipent efficacement les jeunes de compétences sociales, quels programmes réduisent le taux d'abandon et augmentent la participation, et comment les écoles peuvent devenir des agents de vulgarisation en matière de santé et de questions sociales.

▲ Les entreprises scolaires et la durabilité : les défis qui se posent à l'enseignement secondaire et professionnel

Conférencière

- Madhu SINGH (UNESCO UIL)

Alors que l'agenda international donne la priorité à l'éducation de base et à l'Éducation pour Tous, notamment dans les pays en voie de développement tels que les pays africains, ce qui est une bonne chose, l'articulation entre l'éducation, le développement des compétences et l'insertion professionnelle attirent peu l'attention. Les modèles éducatifs actuels ne préparent pas les étudiants de manière adéquate

à la forte probabilité d'un emploi indépendant, qui est une réalité dans la plupart des pays africains due à la pénurie d'emplois dans le secteur formel. L'autre problème qui se pose est l'augmentation du nombre d'élèves arrivant en fin de cycle primaire. Des mécanismes de financement devront être trouvés pour financer cette augmentation de la demande si l'on veut éviter des frais de scolarité prohibitifs.

L'entreprise-école est un choix possible combinant les processus de l'enseignement secondaire, technique et professionnel et des situations réelles de travail et de marché, et qui plus est, fonctionnant en autarcie. Les entreprises scolaires qui combinent production et apprentissage systématique rapprochent les écoles conventionnelles et les établissements de formation professionnelle de la vie réelle, notamment de la vie active et de l'emploi indépendant.

Le document : a) examine la question des entreprises scolaires dans le contexte d'un projet éducatif plus vaste, influencé par le climat social et économique général et le discours des agences multilatérales et bilatérales favorables aux grandes politiques ; b) précise le cadre conceptuel servant d'étalon pour mesurer les écarts d'efficacité entre les entreprises-écoles et la qualité de leur gestion ; c) analyse la mise en œuvre des entreprises écoles par rapport aux références bibliographiques en citant plusieurs exemples, donne des orientations quant à la relation optimale entre production et apprentissage, et met l'accent sur la valeur pédagogique de la confrontation avec une entreprise productive ; d) conclut en se penchant sur les facteurs qui pourraient améliorer l'environnement des entreprises école, et en mettant en exergue quelques uns des principes de base à respecter lors de la mise en place de tels établissements.

Discussions : 1h15 mn (11:45–13:00)

Présentations

▲ De l'apprentissage traditionnel à l'apprentissage restructuré en Afrique de l'Ouest : vers la modélisation d'un dispositif de formation professionnelle post-primaire

Conférencier

- Richard WALTHER

Cette recherche est l'aboutissement d'une enquête terrain dans quatre pays : le Bénin, le Togo, le Sénégal et le Mali. Elle est la suite de l'étude réalisée par l'AFD sur la formation professionnelle en secteur informel qui a permis de constater que l'apprentissage traditionnel, fortement représenté dans l'Afrique de l'Ouest, évoluait progressivement vers une restructuration de ses contenus de formation, de ses pratiques pédagogiques ainsi que de ses modes de validation et de certification et devenait ainsi un dispositif de formation professionnelle post-primaire susceptible de concerner des centaines de milliers de jeunes employés dans les ateliers artisanaux des quatre pays cités.

▲ La formation de l'esprit d'entreprise dans l'enseignement et la formation post-primaire : l'étude de cas du Botswana

Conférencier

- Jakes SWARTLAND (Botswana)

L'objet de cette étude de cas est d'identifier la manière dont les Etats et d'autres parties prenantes peuvent contribuer à une formation réussie de l'esprit d'entreprise. Son objectif principal est de voir si des efforts particuliers sur la préparation des établissements dispensant cet enseignement ont des effets positifs sur les résultats de la formation.

Bien que se concentrant essentiellement sur le programme d'enseignement technique du Botswana (BETP), l'étude aborde également l'introduction de la formation de l'esprit d'entreprise dans l'enseignement général post-primaire. L'inclusion de cet enseignement dans l'enseignement général aussi bien que dans l'enseignement technique et de la formation professionnelle (EFTP) est régie par des cadres politiques bien articulés, à savoir la Politique nationale révisée pour l'Education (1994) et la Politique nationale pour l'enseignement technique et la formation professionnelle (1997).

Une enquête de traçabilité de 2007 suit des étudiants pendant toute leur scolarité. Les résultats indiquent que l'accès s'est amélioré et que le taux de participation des filles est plus élevé que dans la plupart des autres établissements de formation. Bien que les diplômés critiquaient le programme, plus de la moitié étaient prêts à

le recommander à leurs amis. Concernant l'employabilité, la majorité des déclarants sont au chômage ou économiquement inactifs, pour les raisons perceptibles suivantes. a) l'industrie ne reconnaît pas le BETP ; b) il y a peu d'emplois dans le domaine de leur formation ; c) le taux de chômage est élevé ; et d) les employeurs cherchent des diplômés avec des qualifications supérieures.

▲ Les enjeux de la réforme de l'enseignement technique et de la formation professionnelle au Mozambique : objectifs, options et contraintes

Conférencier

- Gilberto BOTAS (Mozambique)

Cette communication se concentre sur l'enseignement technique et la formation professionnelle, un des domaines prioritaires définis par le gouvernement du Mozambique. Elle reconnaît que, malgré la contribution incontestable de l'enseignement technique et de la formation professionnelle (EFTP) au développement d'une main-d'œuvre exigée par les marchés du travail formel et informel, le système ne s'est adapté que lentement aux évolutions de la demande du marché. Le document signale quelques uns des maux critiques dont souffre actuellement l'EFTP, tels que le manque de coordination entre ses différents programmes, le manque de souplesse pour s'adapter à l'évolution des besoins du marché de l'emploi, le manque de ressources pour soutenir durablement le développement et la mise en œuvre de programmes de formation de qualité, tout cela s'accompagnant d'une capacité de gestion généralement faible au niveau des écoles.

Sur cette toile de fond la communication fait ensuite la description de la stratégie du gouvernement pour changer la situation actuelle par le biais du Programme intégré de la réforme de l'éducation professionnelle (PIREP), afin d'instaurer un système axé sur la demande et réactif face aux besoins du marché de l'emploi.

Comprenant la complexité de la tâche entreprise par le gouvernement, le document met en lumière un certain nombre de défis que la réforme doit relever, notamment en ce qui concerne l'introduction de programmes basés sur la compétence, la formation d'éducateurs bien qualifiés et l'élaboration d'un nouveau cadre institutionnel. Dans sa conclusion, il souligne le dilemme dans lequel se trouve le gouvernement pour, d'une part, répondre à la nécessité de former des individus compétents pour un marché formel encore restreint et, d'autre part, réagir à l'énorme pression sociale et politique pour la mise à disposition de programmes de formation de courte durée pour la grande majorité de la population, afin d'améliorer ses chances de contribuer au développement de la communauté et de son propre niveau de vie.

▲ Examen de la professionnalisation de l'enseignement secondaire

Conférencier

- Efison MUNJANGANJA (UNESCO UNEVOC)

Le livre « Vocationalisation of Secondary Education Revisited » que publient Jon Lauglo et Rupert Maclean rouvre le débat sur la professionnalisation de l'enseignement secondaire. Il présente des vues d'ensemble et cinq études de cas sur le débat, traitant, entre autre, du succès relatif de la mise en œuvre de programmes professionnalisants, de ses implications et des leçons à tirer. Les auteurs évoquent

les problèmes ayant freiné la professionnalisation de l'enseignement secondaire : la qualité médiocre des formateurs, le financement, le manque d'équipement, le manque de liens avec le monde du travail et l'absence d'articulation avec des études ou des formations plus pointues. Ils recommandent la re-conceptualisation des programmes pour créer une convergence entre l'enseignement général et l'enseignement professionnel. Les programmes professionnalisants ont eu des effets positifs dans des situations de croissance économique.

Discussions : 1h15 mn (11:45–13:00)

Session parallèle 6D – Les enseignants et l'éducation post-primaire

Présentations

▲ Recruter, retenir, et recycler les enseignants et les directeurs du secondaire en Afrique subsaharienne

Conférencière

- Aidan MULKEEN (Banque mondiale)

Ce document de travail s'appuie sur des études de cas portant sur l'Éthiopie, le Ghana, la Guinée, Madagascar, l'Ouganda et la Tanzanie, ainsi que sur une vaste recherche bibliographique. Dans beaucoup de régions d'Afrique la demande en enseignants du secondaire dépasse de loin l'offre, fait dû à des facteurs tels que l'attrition des professeurs, goulots d'étranglement dans le système de formation et des conditions de services perçues comme peu séduisantes. Peu de pays disposent de politiques, de stratégies et de programmes pour recruter de bons diplômés du secondaire pour la carrière d'enseignant du secondaire. Le document indique plusieurs domaines critiques et prometteurs se prêtant à l'amélioration de la qualité des enseignants du secondaire grâce à de nouvelles approches face au recrutement, à la formation initiale et continue des professeurs, ainsi qu'à des améliorations de leur déploiement, leur utilisation, leur rémunération et leurs conditions de service.

▲ L'expansion de l'enseignement secondaire et le besoin d'enseignants: quel est le déficit à combler ?

Conférencière

- Audrey-Marie SCHUH MOORE (Academy for Educational Development (AED)/ Programme pour l'amélioration de la qualité de l'Education (EQUIP2))

Cette étude identifie l'importance de l'incidence du manque d'efficacité et de bons mécanismes d'approvisionnement sur l'expansion de l'enseignement secondaire

en Afrique subsaharienne. L'étude utilise les données démographiques et scolaires existantes pour quantifier la demande en matière d'enseignants dans six pays de l'Afrique subsaharienne (ASS) : Ghana, Kenya, Malawi, Ouganda, Sénégal et Zambie. Les données issues du dernier Rapport mondial de suivi, du Centre des politiques et données de l'Education, de l'UIS, de la Banque mondiale et d'autres sources sont utilisées pour voir comment l'achèvement du primaire, la transition vers le secondaire, l'achèvement du secondaire et le passage à la formation post-secondaire et/ou supérieure au métier d'enseignant se conjuguent pour déterminer le vivier potentiel d'enseignants au niveau du secondaire. Divers scénarios d'analyse des données examinent l'incidence que pourrait avoir l'expansion de l'enseignement sur le nombre d'enseignants nécessaires pour le cas où les pays commenceraient à la mettre en œuvre. Ces données sont ensuite utilisées pour illustrer la manière dont les conditions inhérentes aux systèmes traditionnels conduisent à des goulots d'étranglements aux points d'entrée critiques – montrant en particulier de quelle manière les taux de transition et d'achèvement des études gênent la génération d'une offre adéquate d'enseignants. Un modèle indiquant le nombre d'enseignants potentiels abandonnant leurs études aux différents points d'entrée est utilisé pour connaître les réserves et flux d'enseignants dans le système éducatif du primaire et du secondaire.

▲ La fidélisation du personnel dans les universités africaines et les liens avec la diaspora

Conférencier

- Paschal MIHYO (Groupe de travail de l'ADEA sur l'enseignement supérieur)

Au cours des dernières décennies les institutions africaines de l'enseignement supérieur ont perdu de leur capacité à fidéliser leur personnel enseignant et technique. Cela est dû à la concurrence mondiale, aux salaires et allocations/primes peu compétitifs, et au manque d'intégration de l'enseignement supérieur dans la planification

stratégique du développement dans beaucoup de pays de la région. De surcroît, le financement de l'enseignement supérieur a fluctué étant donné qu'il n'est pas fondé sur des formules clairement établies, le soutien à la recherche et au développement des ressources humaines est faible et la marge de manœuvre des institutions limitée du fait du contrôle et de la sur-réglementation. De leur côté, les institutions de l'enseignement supérieur essayent de développer de nouveaux schémas incitatifs leur permettant de fidéliser leurs capacités, mais leurs procédures décisionnelles en matière de recrutement, de formation et de promotion sont trop lentes et trop peu compétitives.

A cela s'ajoute que certaines d'entre elles ont mis trop de temps à s'apercevoir des changements dans l'environnement local et mondial. Afin d'augmenter leur capacité à attirer et à fidéliser leur personnel, il est nécessaire de procéder à des changements systémiques au niveau national et institutionnel, ainsi qu'à celui de la gestion et des structures décisionnelles. La collaboration avec, entre autres, les réseaux mondiaux de la connaissance de la diaspora, peut également s'avérer utile.

Discussions : 1h15 mn (11:45–13:00)

JEUDI 8 MAI – APRÈS-MIDI

Séance plénière 7 – Table ronde Validation, évaluation, articulation, et le rôle des cadres nationaux des qualifications

Table ronde - 11:00 - 13:00

Présentations

▲ Une réflexion critique sur le cadre national de qualification sud-africain

Conférencier

- Joe SAMUELS (South African Qualifications Authority)

Les cadres des qualifications sont un sujet relativement nouveau sur l'agenda mondial de l'éducation et de la formation. Partout dans le monde, beaucoup de pays et de régions ne se contentent plus seulement d'en parler, mais sont déjà en train d'appliquer des cadres nationaux, régionaux, voire transnationaux ou tout au moins d'engager des premières discussions exploratoires, études de faisabilité et projets de conception.

Le continent africain ne fait pas exception : l'Afrique du Sud, la Namibie et Maurice sont à un stade avancé de la mise en œuvre, les pays de la SADC (Southern African Development Community) envisagent de mettre en place un cadre régional, en Ethiopie la mise en œuvre débute et aux Seychelles elle a bien progressé, pour ne citer que quelques exemples. Parallèlement à cette tendance des Etats du monde entier, y compris les pays en voie de développement en Afrique soutenus par toute une série d'organisations internationales telles que l'OIT, le PNUD, l'UE, la Banque mondiale et l'UNESCO, à mettre en place des cadres nationaux des qualifications, des critiques de ces cadres ont émergé ; une des critiques particulièrement construc-

tive pendant la phase de développement et de mise en œuvre du cadre national sud-africain sera abordée.

Eu égard à la tendance mondiale et aux critiques qui se font entendre, cette étude fait le point sur l'état actuel des cadres des qualifications et réfléchit aux orientations futures possibles au sein de l'Afrique.

▲ Différenciation et articulation dans les systèmes d'enseignement tertiaire : Une étude sur douze pays africains

Conférencier

- Njuguna NG'ETHE (Groupe de travail de l'ADEA sur l'enseignement supérieur)

Cette étude avait pour objectif de cerner la portée et la nature de la différenciation et de l'articulation au sein des systèmes de l'enseignement supérieur africain, afin de mieux comprendre le fonctionnement de ce secteur. Bien que de nature et de portée différente selon les pays, la différenciation est clairement visible. Quant à l'articulation, elle semble n'en être qu'à ses premiers pas, étant donné que certaines universités ne reconnaissent pas parmi leurs critères d'admission les qualifications accordées par les écoles polytechniques, et que la mobilité entre des institutions de type similaire est rare. Malgré la diversité, le système binaire occupe une position

dominante, à savoir les universités d'un côté et les écoles polytechniques de l'autre. L'augmentation du nombre et de la taille des universités privées a été forte, du fait de la demande croissante en matière d'enseignement supérieur et de l'incapacité du secteur public à la satisfaire. Alors que les politiques nationales, les forces du marché, les réformes institutionnelles, l'industrie et les initiatives régionales sont un moteur de la diversification, les contraintes budgétaires, l'isomorphisme, les structures de gouvernance et de financement, et l'absence de débat sur son ampleur et sa forme, agissent comme un frein. Quant à l'articulation, la demande en matière d'accès semble être le seul élément moteur, alors que les politiques nationales, les structures internes de gouvernance et le marché de l'industrie/de l'emploi font obstacle à son développement. En conclusion, l'étude a constaté que la diversification dans l'enseignement supérieur africain est surtout horizontale, par opposition à une différenciation verticale. En outre, nos connaissances sur la différenciation comme sur l'articulation des systèmes d'enseignement supérieur africains sont encore bien lacunaires. Par conséquent, il reste à faire un travail de recherche important pour parvenir à un bon ancrage de la différenciation et de l'articulation dans les systèmes nationaux de l'enseignement supérieur.

▲ Transitions et articulations entre les sous-secteurs et les types d'enseignement : leçons tirées des revues par les pairs du Gabon, de Maurice et du Nigeria

Conférencier

- Joel SAMOFF, M. Kaviraj Sharma SUKON and Ibrahima BAH-LALYA (Groupe de travail de l'ADEA sur l'analyse sectorielle de l'éducation)

Les exercices de revue par les pairs ont été lancés dans trois pays africains par l'ADEA, en collaboration avec les gouvernements concernés. Ils avaient pour but de développer des mécanismes d'évaluation par les Africains - pour les Africains, analytiquement et politiquement solides.

La revue par les pairs a porté entre autres sur l'examen (i) des phases de transition entre les différents niveaux de l'éducation et (ii) sur les mécanismes d'articulation entre l'éducation non formelle et l'enseignement formel.

L'étude documente et commente les résultats de cet exercice dans ces domaines :

- Dans le contexte africain actuel, une approche holistique de l'expansion de l'éducation post-primaire est non seulement souhaitable, mais nécessaire, voire essentielle.
- Traditionnellement, l'éducation post-primaire est conçue pour de petites élites africaines. Changer de système pour fournir un environnement éducatif de grande qualité à la quasi totalité de la jeunesse nécessite une expansion dont les facettes sont multiples. Toutes les dimensions de l'enseignement secondaire, des programmes enseignés à la pédagogie, aux examens et à d'autres domaines encore, doivent être soigneusement prises en compte.
- Une expansion efficace de l'éducation post-primaire doit impérativement être précédée (et le cas échéant suivie) de l'inclusion de passerelles souples et multiples tenant compte à la fois des différents intérêts et aptitudes des apprenants et de l'évolution des besoins de la société. Il faut veiller à ce que certains parcours ainsi mis en place ne soient pas perçus comme « un choix par défaut pour ceux qui n'ont pas réussi sur la voie principale ».
- Une attention toute particulière doit être portée aux étudiants issus de familles ayant des revenus faibles ou des problèmes sociaux (parents divorcés, alcooliques, etc.)
- Le système éducatif doit proposer des parcours clairs et reconnus au-delà de l'école. Souvent les écoles, les universités et les centres de formation éduquent et forment sans se préoccuper des besoins réels de l'économie et de la société et sans faire d'efforts pour que la transition de l'école au monde du travail puisse se faire en douceur.
- Le concept de « prérogative nationale » doit être revu et corrigé. Bien trop souvent, le terme « national » est interprété dans le sens de « dirigiste » alors qu'il est nécessaire de créer des synergies entre toutes les parties prenantes.
- Tout cela plaide pour un plus large recours à l'approche des révisions par les pairs de l'ADEA comme le meilleur moyen d'impliquer toutes les parties prenantes dans l'évaluation des résultats du secteur éducatif et de fixer un programme aux systèmes.

Discussions : 45 mn (14:45–15:30)

Session parallèle 7A – L'évaluation

Présentations

▲ Examen de l'état actuel de l'enseignement post-primaire et de la formation (EFPP) en Afrique orientale et australe

Conférencière

- Pulane LEFOKA (Réseau est et sud africain de Recherche en Education (ERNESA))

Ce rapport de synthèse présente les résultats d'une étude sur les règles de l'art dans l'éducation et la formation post-primaires (EFPP) dans quelques pays d'Afrique orientale et australe. Il s'appuie sur des rapports de recherche et des rapports des différents ministères de l'éducation. L'étude portait sur les programmes et l'évaluation dans l'enseignement technique et la formation professionnelle (EFTP). L'étude, dont les résultats figurent au présent rapport, entendait identifier les travaux de recherche faits en Afrique orientale et australe se concentrant sur les programmes et l'évaluation dans l'éducation post-primaire. Elle devait examiner et évaluer de quelle manière et dans quelle mesure les produits de la recherche avaient été pris en compte et utilisés par les responsables politiques pour la réforme de ce sous-secteur de l'enseignement secondaire, analyser la manière dont un programme peut être ajusté pour être mis en adéquation avec la réalité socioéconomique, et identifier les profils professionnels et les attentes du monde du travail. Ses résultats sont présentés respectivement dans le chapitre programme et le chapitre évaluation. L'étude montre, entre autres, que : a) les résultats de la recherche au niveau national, régional et international sont cohérents ; b) la réforme des programmes n'avance que très lentement ; c) les enseignants manquent de connaissances et de compétences pour appliquer des innovations ; d) des ressources insuffisantes limitent les possibilités de mise en œuvre des Etats.

▲ Feuille de route pour la réforme des programmes, de l'évaluation et des examens dans l'enseignement secondaire et la formation en Ouganda

Conférencière

- Harriet NANNYONJO (Banque mondiale, Ouganda)

Le rapport « Feuille de route CURASSE » examine de près les raisons de la nécessité de réformes si l'Ouganda souhaite se doter d'un système éducatif d'une qualité acceptable, durablement finançable et pertinent face à la réalité économique et aux exigences de son marché de l'emploi en matière de compétences. La 3^{ème} conférence régionale SEIA, qui s'est tenue en avril 2007 à Accra, Ghana, a servi de toile de fond aux discussions du rapport sur la feuille de route CURASSE. La plupart des pays à revenus moyens ou plus élevés ont fait de la réforme des programmes un processus continu en réaction à l'évolution rapide des exigences de leur marché de l'emploi. Or, l'Ouganda doit d'abord relever le défi d'un « ajustement » plus fondamental de son système post-primaire pour (a) pouvoir synchroniser le développement de l'éducation secondaire universelle et les exigences du développement d'une économie du 21^{ème} siècle ; (b) trouver une solution pour le nombre croissant d'élèves sortant de l'enseignement primaire au fur et à mesure que l'on s'approche de l'atteinte des objectifs de développement du millénaire (ODM) ; et (c) réduire le coût insoutenable du système actuel. Le rapport recommande instamment que la réforme des programmes soit précédée d'une remise à plat de la structure de l'enseignement secondaire.

▲ Améliorer l'efficacité des programmes, de l'évaluation et de la certification au niveau du pré-secondaire en Afrique

Conférencière

- Peliwe LOLWANA (Umalusi)

Les systèmes d'évaluation et de certification scolaire font partie intégrante de tous les systèmes éducatifs. Les deux y occupent une place centrale étant donné qu'ils orientent et légitiment leurs objectifs sociaux et politiques. C'est donc conscients

du pouvoir qu'exercent les systèmes d'évaluation et de certification que nous devons comprendre leur fonction sociale pour comprendre leur rôle potentiel dans l'expansion de la scolarité secondaire en Afrique subsaharienne (ASS).

Cette communication prend position face aux inégalités et inefficacités engendrées par le système scolaire en ASS. Le système hautement sélectif à la fin de l'enseignement primaire a créé une pyramide escarpée dans le système éducatif qui dans bon nombre de pays ayant un système éducatif public de masse est une chose du passé.

S'inspirant des expériences des systèmes éducatifs de masse, cette communication attire l'attention sur les leçons utiles que les systèmes éducatifs d'ASS pourraient en tirer. Le document fait des propositions pour améliorer l'efficacité des programmes, l'évaluation et de la certification dans le système scolaire de l'ASS, afin de permettre aux élèves une progression sans hiatus jusqu'à la fin des 8 à 9 années de l'éducation de base.

Discussions : 1h15 mn (16:45–18:00)

Session parallèle 7B – Les cadres nationaux de qualifications et la reconnaissance de l'apprentissage préalable et des compétences acquises

Présentations

▲ Identification des compétences de base et des connaissances requises pour l'accession des alphabétisés au premier cycle de l'enseignement secondaire dans cinq pays d'Afrique de l'Ouest

Conférencier

- Amadou Wade DIAGNE (Groupe de travail de l'ADEA sur l'éducation non formelle)

L'étude, menée dans cinq pays (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Sénégal), compare un corpus de connaissances et de compétences de bases exigibles pour l'entrée dans le secondaire premier degré et les profils de sortie de l'éducation de base non-formelle pour identifier les écarts. A partir d'une typologie des offres d'éducation non-formelle de base, elle analyse les opportunités de poursuite des études offertes aux bénéficiaires de l'éducation de base non-formelle et en dégage un répertoire de compétences qu'ils doivent préalablement acquérir.

L'étude conclut par des recommandations :

- a) révision des curricula orientée vers l'entrée par les compétences
- b) création de structures post-primaires dédiées au non-formel
- c) établissement d'équivalences avec la certification de fin d'études primaires

▲ Intégration et articulation de l'enseignement et de la formation post-primaires en Afrique. La contribution des cadres nationaux de qualification et la reconnaissance de l'apprentissage non formel et informel : la clé de l'apprentissage tout au long de la vie

Conférencière

- Madhu SINGH (UNESCO UIL)

Un nombre croissant de gouvernements africains mettent en place des programmes accélérés de réduction de la pauvreté et de développement industriel centré sur la connaissance tout en étant confrontés au manque de cadres permettant le renforcement global des capacités et l'apprentissage tout au long de la vie.

La demande croissante en matière d'éducation post-primaire pousse les pays africains à améliorer l'efficacité, la performance et la pertinence de leurs systèmes. Les Etats africains voient dans les cadres nationaux de qualification (CNQ) un moyen de réformer leurs systèmes d'enseignement et de formation, de résoudre le problème de la souplesse, d'élargir la participation et de renforcer la mobilité.

Dans le contexte de la volonté des pays africains de développer le renforcement global des capacités dans l'enseignement et la formation post-primaires, cet article mettra en lumière l'importance de quatre stratégies connexes et leur fondement conceptuel. Elles concernent :

1. L'apprentissage tout au long de la vie et dans tous ses domaines
2. Les cadres nationaux de qualification (CNQ)
3. La reconnaissance de l'apprentissage préalable
4. Les dimensions institutionnelles et structurelles

▲ La validation des résultats de l'apprentissage non formel et informel en Norvège

Conférencière

- Torhild Nilsen MOHN (Ministère de l'Education et de la Recherche, Norvège)

Ce rapport présente le système norvégien de validation des qualifications obtenues par le biais de l'apprentissage non formel et informel, autrement dit en dehors du système éducatif formel. C'est une question particulièrement pertinente pour des adultes longtemps actifs dans le monde du travail mais n'ayant jamais eu, ou saisi,

l'occasion de suivre un enseignement ou une formation formels. La formalisation de leurs qualifications leur confère des avantages sur le marché de l'emploi. Pour les employeurs, cette formalisation leur facilite le processus de recrutement.

Le document décrit l'état actuel du système et présente rapidement le processus de son développement. Il résume les expériences, les défis et les enseignements les plus importants et souligne une série de principes et de questions que les pays envisageant le développement de systèmes analogues devraient prendre en considération.

Discussions : 1h15 mn (16:45–18:00)

Session parallèle 7C – Transitions entre le second degré du secondaire et l'enseignement supérieur : équivalences, passerelles et orientations

Présentations

▲ Les passerelles vers l'éducation post-secondaire – le système de Singapour

Conférencier

- Song Seng LAW (Groupe de travail de l'ADEA sur l'éducation post-primaire, Singapour)

Singapour était un des pays participant au « Projet de Recherche éducative des six nations » (SNERP) organisé en 1996 par la Graduate School Of Education de l'Université de Pennsylvanie (Etats-Unis). Son objectif général était d'examiner et d'étudier les relations entre systèmes éducatifs et économies dans les six pays participants : Allemagne, Chine, Etats-Unis, Japon, Singapour, Suisse. Parmi les différents projets éducatifs, il y en avait un sur l'enseignement technique et la formation professionnelle (EFTP) piloté par la Suisse.

Quatre pays y ont participé. M. S.S Law, à l'époque directeur administratif et exécutif de l'Institut de l'enseignement technique (ITE) représentait l'ITE en tant que membre de Singapour de cette équipe de recherche. Le projet s'est déroulé sur la base d'un temps partiel sur une période de quatre ans (de 1996 à 2000) et dans quatre pays ; l'équipe a adopté une approche ethnographique qualitative pour sa méthodologie et cherché à répondre à la question suivante : Comment les pays peuvent-ils apprendre l'un de l'autre pour comprendre les différences et les similitudes des systèmes EFTP respectifs ?

Dans sa présentation M. Law fera part de ses observations et informations concernant la méthodologie de recherche qualitative et des leçons tirées pour Singapour et pour lui-même.

▲ L'articulation entre le second cycle du secondaire et l'enseignement supérieur en Côte d'Ivoire

Conférencière

- Bernadette AVO BILE EHUI (Côte d'Ivoire)

Cette étude est une contribution à la promotion d'un enseignement de qualité en Côte d'Ivoire. Elle vise de façon spécifique à évaluer le dispositif actuel en matière d'articulation entre le second degré de l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur.

L'analyse porte sur des dimensions de l'articulation relatives à la qualité de l'enseignement, à la mobilité des élèves vers l'enseignement supérieur, l'offre de formation, aux passerelles et systèmes d'évaluation. Cette analyse est conduite à partir de monographies, de textes officiels (en vigueur ou en projet), de communications et d'expériences diverses.

L'étude montre que loin de s'améliorer en dépit des efforts consentis par les pouvoirs publics, les modes d'union des deux types d'enseignement sont globalement insatisfaisants.

La nécessité d'une véritable articulation s'impose et pose l'exigence nécessaire d'ouvrir le système Licence-Master-Doctorat (LMD) (en projet) sur la formation par compétence, déjà en vigueur dans l'enseignement secondaire.

▲ Articulation nationale et transfrontalière entre l'enseignement secondaire et supérieur au Kenya

Conférencier

- Raphael M. MUNAVU (Kenya)

Depuis l'introduction, en 2003, de l'enseignement primaire gratuit, l'augmentation récente et soutenue du taux de scolarisation à ce niveau a entraîné l'augmentation significative correspondante de celui du secondaire et se traduit par une demande accrue en matière d'enseignement supérieur du pays. Cette demande est poussée par la prise de conscience de ce que ce niveau d'éducation forme le principal pilier du développement. Le plan de développement actuel du Kenya tient compte du fait qu'il existe de nombreuses options et voies permettant d'atteindre les objectifs d'industrialisation et de développement économique. Dans ce processus, l'enseignement

supérieur jouera un rôle stratégique. Il est par conséquent nécessaire d'examiner et de comprendre la nature des liens existant entre le second cycle du secondaire et l'enseignement supérieur en termes d'accès, d'équité, de pertinence, de financement, de programmes, de qualité et d'articulation avec le marché de l'emploi. Cette étude a examiné les tendances qui se font jour et leurs implications pour le développement de l'enseignement supérieur et l'apprentissage tout au long de la vie au Kenya. Elle a fait une analyse critique des voies d'articulation, s'est penchée sur les aspects de la qualité, de la durabilité de diverses initiatives, et identifié les leçons à tirer en matière de bonnes pratiques. L'étude examine la durabilité des articulations face à l'explosion prévisible de la demande, à court et à long terme, en matière d'enseignement supérieur. Elle conclut en disant que les initiatives récentes pour la réforme des programmes du secondaire, l'élargissement de l'accès par les programmes étudiants autofinancés, la reconfiguration du financement des étudiants, l'installation d'universités privées et l'admission de plus d'étudiants de sexe féminin, ont eu des effets positifs et ont un caractère durable.

Discussions: 1h15 mn (16:45–18:00)

Session parallèle 7D – Mathématiques, sciences, technologie et technologies de l'information et de la communication dans l'éducation post-primaire

Présentations

▲ L'enquête sur les technologies de l'information et de la communication et l'éducation en Afrique subsaharienne

Conférencier

- Michael TRUCANO (InfoDev)

« L'enquête sur les technologies de l'information et de la communication (TIC) et l'éducation en Afrique » menée par InfoDev, cherche à collecter et à rassembler dans un seul instrument les informations les plus pertinentes et utiles sur l'utilisation des TIC dans des activités éducatives dans l'ensemble des 53 pays africains. La publication des premiers résultats de ce travail, aujourd'hui disponibles et réunis dans deux tomes, est la première étape d'un exercice plus vaste, continu, systématique et coordonné qui suit la trace des évolutions en matière d'utilisation des TIC dans le secteur éducatif, destiné à informer un large éventail d'acteurs intéressés par le sujet et à les aider dans leur recherche de solutions aux grands défis fondamentaux auxquels l'éducation et le développement en général seront confrontés dans les années à venir.

▲ La pratique de la formation continue (INSET) pour les professeurs de mathématiques et de sciences et son incidence sur la qualité de l'éducation de base au Kenya

Conférenciers

- Samuel KIBE et John ODHIAMBO (Groupe de travail de l'ADEA sur l'enseignement des mathématiques et des sciences)

Cette communication présente une intervention réussie du Kenya en matière de développement des capacités. Il s'agit d'une coopération technique entre JICA et le ministère de l'éducation du Kenya. Elle est connue sous l'appellation Renforcement des Mathématiques et des Sciences dans l'Education secondaire (SMASSE) et avait été lancée en 1988 sous forme de projet pilote ; depuis 2003 elle couvre l'ensemble du pays et a également été lancée dans une série d'autres pays africains.

Le SMASSE vise à améliorer les capacités des jeunes en mathématiques et en sciences, grâce à la formation continue des enseignants (INSET) face aux résultats médiocres constatés dans ces deux domaines au Kenya et sur tout le continent.

Vu son succès et ses effets positifs, l'INSET a été institutionnalisée et régularisée au sein du Programme de soutien du secteur éducatif du Kenya (une approche sectorielle SWAP).

Le programme de l'INSET est fondé sur les résultats d'une étude en amont et se concentre sur les attitudes des enseignants et des apprenants face aux mathématiques et aux sciences, la pédagogie, la maîtrise du sujet et de son contenu par le professeur, l'interaction entre les enseignants, l'improvisation et la production de matériels, ainsi que la mobilisation des ressources pour les mathématiques et les sciences. Le GTEMS est fermement convaincu que les enseignants sont un grand atout du système éducatif pour son évolution dynamique.

▲ Les NTICs comme outil pour le développement, la pérennisation des politiques et des pratiques efficaces pour l'éducation en Afrique

Conférencier

- Félix G. ANOMA - KANIE (Ingénierie Recherche Création Développement)

Après avoir remporté le concours création d'entreprise 2005 de l'université Paris XIII, Mr ANOMA- KANIE et Mr LUVULUZU ont décidé de mettre en place un réseau

d'échange d'informations permettant l'ingénierie, la recherche, la création et le développement ainsi que la mise en place d'une structure de télésanté et de téléformation.

Cette structure intègre une composante biomédicale permettant aux professionnels, créateurs et chercheurs sur les matériels biomédicaux communiquant à distance de pouvoir les tester ; de communiquer, d'échanger et de poser des actes tracés, par rapport à un compte qui leur est dédié et de recevoir une rétribution appropriée, « principe du travailler plus pour gagner plus », de manière qualitative, sécurisée tout en permettant la formation des professionnels et la remontée d'informations épidémiologique et autres... ; cela quelle que soit la localisation des acteurs ou des patients.

On résout de ce fait le problème des zones inaccessibles, sans léser les acteurs régionaux et sans encombrer les experts. Pour cela ils ont travaillé sur le montage d'une plate forme de test et de services de télé médecine, téléformation entre la France et l'Afrique, l'Europe et le reste du monde.

Discussions : 1h15 mn (16:45–18:00)

19:00 – 22:00

► Soirée de gala avec célébration du 20ème anniversaire de l'ADEA et dîner offert par l'ADEA

VENDREDI 9 MAI – MATIN

Séance plénière 8 – Table ronde sur les principales conclusions tirées des discussions de la Biennale

Table ronde – 9:00 – 10:30

Présentations

▲ Conclusions sous-thème 1 : Vers 9/10 années d'éducation pour tous: politiques et stratégies prometteuses

Intervenant

- Jacob BREGMAN

▲ Conclusions sous-thème 2 : Développement des compétences et le monde du travail : défis pour l'éducation et la formation

Intervenants

- Hans KRÖNNER et Richard WALTHER

- ▲ **Conclusions sous-thème 3 : La préparation des travailleurs de la connaissance pour le développement de l'Afrique : l'articulation entre le deuxième cycle du secondaire et le supérieur**

Intervenants

- Kabiru KINYANJUI et George AFETI

- ▲ **Conclusions générales : Au-delà de l'éducation primaire : Défis et approches pour étendre les opportunités d'apprentissage en Afrique**

Intervenants

- Steven OBEEGADOO et Wim HOPPERS

Discussions: 30 mn (10:00–10:30)

VENDREDI 9 MAI – MATIN

Séance plénière 9 – Réflexions sur les perspectives ouvertes et le suivi

Table ronde - 11:00 - 12:30

Présentations

- ▲ **Leçons principales retenues par les différents groupes d'acteurs**

Table ronde avec la participation d'un ministre, d'un représentant d'une agence de développement, d'un chercheur, d'un représentant d'une organisation de la

société civile, d'un étudiant, d'un enseignant et d'un représentant d'un secteur autre que l'éducation

Séance de clôture solennelle

Table ronde - 12:30 - 13:00

Présentations

- ▲ **Présentation du rapport du Forum des ministres**

Intervenant : le Président du Forum des ministres

- ▲ **Discours de clôture**

Orateur : le Président de l'ADEA

- ▲ **Discours de clôture**

Orateur : le Ministre de l'Education et de la Culture du Mozambique

13:00 – 14:00

► **Conférence de presse de clôture**

14:00 – 18:00

► **Réunion du comité directeur de l'ADEA**

Partie IV. Exposition et réunions en marge de la biennale

Exposition

Une exposition se tiendra dans le Hall du Centre de conférences.

Elle sera organisée autour de plusieurs pôles :

- un espace d'information sur les activités et les publications de l'ADEA et de ses onze groupes de travail (analyse sectorielle en éducation, communication pour l'éducation et le développement, développement de la petite enfance, éducation non formelle, enseignement à distance et apprentissage libre, enseignement supérieur, finances et éducation, livres et matériel éducatif, profession enseignante, statistiques de l'éducation, enseignement des mathématiques et des sciences) ;
- un stand sur les activités du ministère de l'Education et de la Culture du Mozambique ;
- plusieurs stands sur des initiatives d'organismes partenaires de l'ADEA ;
- un espace média où seront projetés une série de films sur l'éducation en Afrique.
- une exposition conçue par la Cité des Sciences et de l'Industrie (France) sur les sciences et la technologie et les enjeux pour le développement de l'Afrique. Intitulée « Quand l'Afrique s'éveillera », l'exposition s'organise autour de 4 grandes parties : le défi alimentaire ; le droit à la santé pour tous ; les richesses naturelles du continent africain ; une vision prospective du continent.

L'exposition sera ouverte par les chefs d'Etat immédiatement après la séance officielle d'ouverture de la biennale.

Vendredi 2 mai – lundi 12 mai 2008

- Secrétariat de l'ADEA et Groupe de travail sur la communication pour l'éducation et le développement (GTCOMED) – Séjour d'études du Prix africain du journalisme d'éducation.

Le séjour d'études est offert aux lauréats des 4ème et 5ème éditions du Prix africain du journalisme d'éducation. Il vise l'enrichissement professionnel des journalistes et la sensibilisation des rédacteurs en chef à l'importance des questions éducatives. Le

séjour d'études se déroulera à Maputo et à Johannesburg. A Maputo, la plupart des sessions se dérouleront au Centre de conférences Joaquim Chissano. La première session débutera le mardi 2 mai à 9h00, au Centre de conférences Joaquim Chissano.

Dimanche 4 mai 2008

8:00 – 18:00 Hôtel VIP

- Groupe de travail de l'ADEA sur l'enseignement supérieur (GTSE) – Réunion du Comité directeur
(Participation sur invitation)

9:00 – 12:00 Centre de Conférences

- Forum des éducatrices africaines (FEA/FAWE) – Réunion du Comité Directeur
(Participation sur invitation)

9:00 – 12:00 Centre de Conférences

- Groupes de travail de l'ADEA sur les statistiques de l'éducation, l'analyse sectorielle en éducation, et les finances et l'éducation – Réunion du Comité directeur
(Participation sur invitation)

Ce sera la première réunion du Comité directeur de ce nouveau groupe de travail qui résulte de la fusion entre les groupes de travail de l'ADEA sur les statistiques de l'éducation, l'analyse sectorielle en éducation, et les finances et l'éducation.

14:00 – 17:00 Hôtel VIP

- Réunion du Groupe de travail de l'ADEA sur le développement de la petite enfance (GTDPE)

L'objectif de cette session est de présenter des arguments pour inclure au moins une année de pré-primaire dans l'enseignement de base afin de réaliser l'objectif d'un

enseignement primaire de qualité. Les recommandations de cette réunion viendront alimenter les discussions autour du sous-thème 1 de la biennale, Aller au-delà de l'éducation primaire : vers 9-10 années d'éducation pour tous.

14:00 – 17:00 Centre de Conférences

- Comité d'examen de l'évaluation de l'Initiative Fast Track (FTI) – Evaluation externe de FTI : Contribution de l'ADEA aux termes de référence

L'EPT- Initiative Fast Track favorise depuis près de 6 ans l'avancement de l'EPT en Afrique. Le Comité directeur de l'IFT a commandé une évaluation externe de son efficacité. Cette réunion portera sur les questions d'évaluation et les caractéristiques techniques qui peuvent déterminer l'efficacité de l'Initiative Fast Track, sa valeur ajoutée et son orientation future.

18:00 – 20:00 Centre de Conférences

- Secrétariat de l'ADEA – Briefing des présidents, panelistes, répondants et rapporteurs de la biennale
(Participation sur invitation)

La qualité des sessions et l'approfondissement des questions de fond dépendront en grande partie de la qualité de la prestation des présidents, panélistes et répondants. Aussi l'ADEA attache-t-elle une grande importance à leur préparation. Cette réunion aura pour objectif de préparer tous les présidents panélistes, répondants et rapporteurs des différentes sessions.

Lundi 5 mai 2008

8:00 – 9:00 Lieu à déterminer

- Groupe de travail de l'ADEA sur l'analyse sectorielle en éducation (GTASE) – Réunion d'information générale
(Participation sur invitation)

Cette réunion d'information générale est organisée pour les membres du Comité directeur du groupe de travail de l'ADEA sur l'analyse sectorielle en éducation.

8:30 – 12:30 Hôtel VIP

- Groupe de travail de l'ADEA sur les statistiques de l'éducation – Réunion sur le renforcement des capacités de planification de l'éducation

9:00 – 11:00 Hôtel Avenida

- GTZ - EPT- FTI Lignes directrices pour le développement des capacités : introduction
(Participation sur invitation)

Le comité de réflexion sur les capacités de développement du FTI a élaboré des lignes directrices pour soutenir la mise au point d'une approche stratégique et participative du développement des capacités dans le secteur de l'éducation. Ces lignes directrices visent à aider les parties prenantes au niveau du pays à évaluer les plans du secteur de l'éducation et ses capacités de mise en œuvre, à identifier les déficits de capacités et des ressources existantes et à fixer des priorités pour une stratégie de développement des capacités. L'analyse générée par ces lignes directrices devrait aboutir à un programme renforcé et partagé pour le renforcement des capacités. L'utilisation des lignes directrices devrait renforcer la faisabilité du plan sectoriel et offrir une bonne base pour l'évaluation par les bailleurs de fonds dans le cadre du processus d'acceptation de FTI.

9:00 – 13:00 Hôtel VIP

- Groupe de travail de l'ADEA sur l'éducation non formelle (GTENF) – Réunion du Comité directeur
(Participation sur invitation)

9:00 – 14:30 Hôtel VIP

- Groupe de travail de l'ADEA sur l'enseignement supérieur (GTES) – Réunion du Comité directeur
(Participation sur invitation)

11:30 – 12:30 Hôtel Avenida

- Institut international de planification de l'éducation de l'UNESCO – Développement des capacités : comment éviter l'échec ?

Le mandat de l'UNESCO comporte un important volet "développement des capacités" : une grande partie de son travail vise à renforcer les capacités de ses Etats membres par divers moyens comme la formation, le conseil technique, les séminaires de politique et les conférences internationales. Alors que de nombreux programmes de développement des capacités ont régulièrement renforcé les compétences des personnes, ils ont rarement réussi à transformer les organisations auxquelles ces personnes appartiennent, notamment les ministères de l'éducation. En préparation d'un document de politique sur le développement des capacités dans la planification et la gestion de l'éducation, cette réunion parallèle abordera diverses questions avec les ministres de l'éducation afin d'examiner les raisons de cet échec relatif et de proposer des politiques et stratégies de développement des capacités innovantes et pertinentes.

Mardi 6 mai 2008**7:30 – 9:00 Lieu à déterminer**

- Banque africaine de développement et UNESCO – L'Appel à l'action de Kigali : une vision élargie de l'éducation de base

Depuis Jomtien (1990) et après le Forum de Dakar sur l'EPT (2000) la majorité des parties prenantes a investi essentiellement dans l'éducation primaire, et a entamé des réformes dans le premier et le deuxième cycle de l'enseignement secondaire, sans adopter une vision holistique du système d'éducation. Pour réaliser les objectifs de l'EPT et les objectifs de développement du millénaire (ODM), il est urgent de mettre en place une éducation de base de 9 années au moins qui soit holistique, inclusive, cohérente et harmonieuse et donne la priorité à l'élaboration de politiques et de plans nationaux clairs pour sa mise en œuvre. L'éducation de base élargie permettra aux apprenants d'acquérir une base de connaissances et de compétences pour améliorer leur vie et faciliter leur entrée dans le monde du travail, les préparer grâce à une formation axée sur les compétences à contribuer au développement social et économique de leur pays, et/ou à poursuivre des études plus poussées.

18:00 – 19:00 Lieu à déterminer

- Groupe de travail de l'ADEA sur les statistiques de l'éducation – NESIS Eye
- Lors de cette réunion parallèle, les groupes de travail de l'ADEA sur les statistiques de l'éducation présenteront le National Education Statistical Information Systems (NESIS) Eye. NESIS Eye est un nouveau progiciel qui permet aux utilisateurs de visualiser, de modifier, et de créer des graphiques à partir de données pays pour les pays africains. Il est prévu de présenter un ensemble de données sur l'enseignement post-primaire.

Mercredi 7 mai 2008**7:30 – 8:45 Lieu à déterminer**

- UNESCO – Réunion du Directeur général adjoint pour l'éducation de l'UNESCO

Thème de la réunion : cadre pour le développement de partenariats pour l'éducation de base en Afrique

18:00 – 19:00 Centre de Conférences

- Groupe de travail de l'ADEA sur les livres et les matériels éducatifs

Le groupe de travail de l'ADEA sur les livres et les matériels éducatifs lancera la publication sur la promotion de la lecture. Il lancera les versions françaises de trois publications.

19:30 – 20:30 Hôtel VIP

- Groupe de travail de l'ADEA sur l'enseignement à distance et l'apprentissage libre – Réunion technique restreinte

(Participation sur invitation)

19:30 – 20:30 Lieu à déterminer

- Groupe de travail de l'ADEA sur la communication pour l'éducation et le développement (GTCOMED) – Table ronde

Pendant cette table ronde, les journalistes africains et les ministres de l'éducation discuteront de l'importance de la communication pour l'éducation et le développement.

Partie V. Informations pratiques

Date et lieu des réunions

La biennale de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) se tiendra du lundi 5 mai 2008 (à partir de 15h30) au vendredi 9 mai 2008 (13h00) au

Centro Internacional de Conferência Joaquim Chissano
Avenida da Marginal 4441
Maputo (Mozambique). Téléphone : [+258] 21 48 63 95

Le Forum des ministres se déroulera au même endroit (Centro Internacional de Conferência Joaquim Chissano) le lundi 5 mai 2008, de 8h30 à 15h30.

Frais d'hébergement

L'ADEA se charge des réservations de chambres d'hôtel pour tous les participants, y compris ceux qui ne sont pas pris en charge par l'ADEA. Veuillez par ailleurs noter que seules les réservations effectuées par le Secrétariat de l'ADEA bénéficieront des tarifs négociés. Les participants sont répartis dans six hôtels différents (la liste des hôtels est indiquée à la fin de ce document –paragraphe 19).

Règle générale : Les participants devront régler leur facture directement à l'hôtel.

Pour les participants pris en charge par l'ADEA : seuls les nuitées et les petits déjeuners seront couverts. Toute autre dépense sera prise en charge par le/la participant(e).

Accès aux réunions et aux restaurants / Sécurité

Votre badge vous donne accès à toutes les réunions prévues pendant la biennale de l'ADEA ainsi qu'aux repas assurés pendant la conférence et aux soirées

organisées. Vous devrez donc porter constamment votre badge de manière visible.

Les participants sont responsables de leurs effets personnels. Ne laissez pas vos équipements et matériels sans surveillance (ordinateurs portables et téléphones cellulaires par exemple). Veuillez à toujours respecter les consignes de sécurité du personnel du centre de conférence, du personnel de l'ADEA et du personnel du MEC.

NOTA BENE : Le centre de conférence est un espace totalement non fumeur.

Déjeuner

Le déjeuner sera servi à tous les participants au moment des pauses déjeuners pendant les jours de travaux de la biennale, c'est-à-dire les 6, 7, 8, et 9 mai 2008. Le 5 mai, le déjeuner sera servi aux ministres qui participent au Forum des ministres prévu ce jour-là, à la pause déjeuner.

Communication

Des ordinateurs seront mis à votre disposition dans la salle 5 du centre de conférence, pour accéder à Internet. Vous pourrez également vous connecter directement de votre portable dans les couloirs du centre de conférence, équipés de bornes WIFI. Tous les hôtels proposent un accès Internet (WIFI ou câble), soit dans les chambres, soit dans le foyer. Trois opérateurs locaux de téléphonie vendent leurs cartes à l'entrée du centre de conférence : Mcel (mobile), Voda-com (mobile) et TDM (ligne terrestre). Vous pourrez également y acheter des cartes SIM locales et des recharges.

Transports locaux

Transferts

Un transfert quotidien est assuré entre les hôtels (voir liste ci-dessous) et le centre de conférences ainsi qu'aux différents lieux prévus pour les soirées. Un horaire détaillé est présenté à la fin de ce document.

Taxis

D'une manière générale, vous trouverez des taxis devant les hôtels. Les tarifs sont fixes. Un trajet interurbain en taxi normal coûte entre 100 et 150 MZN. Vous trouverez aussi des taxis spéciaux pour les touristes (voitures ouvertes), les Tuk-Tuk-Taxis (dont les tarifs sont différents des taxis normaux).

Pour joindre les taxis :

- Tuk-Tuk-Taxis – [+258] 82 41 00 001
- Omega Taxi Services – [+258] 21 41 71 95 ou 21 31 19 61
- Top Taxis – [+258] 21 31 10 04

Transfert des hôtels à l'aéroport au départ de Maputo

Le ministère de l'Éducation et de la Culture (MEC) du Mozambique assurera le transport des participants de leurs hôtels vers l'aéroport lors de leur départ de Maputo.

Formalités de départ

Une taxe de départ devra être acquittée à l'aéroport, de 750 MZN ou 30 USD.

Soins médicaux

En coopération avec la CIGENI (*Comissao Interministerial de Grandes Eventos Nacionais e Internacionais*), le MEC assurera les premiers secours dans le centre de conférence. Plusieurs médecins peuvent être contactés aux numéros suivants :

- Dr Enigma – [+258] 82 45 37 940
- Dr Hélia – [+258] 82 70 18 389
- Dr Jeremias – [+258] 48 02 800
- Dr Helena Chuquel – [+258] 45 37 940

Taux de change et transactions bancaires

Le taux de change officiel des Nations unies est de 24.25 MZN pour 1 USD (mars 2008). Les taux pratiqués dans les banques et les hôtels peuvent différer du taux de change des Nations unies. À certains endroits, vous pourrez effectuer des retraits par carte de crédit (aéroport, centres commerciaux et centre de conférence). Les hôtels acceptent les règlements par carte de crédit mais la plupart des restaurants n'acceptent que des espèces.

Informations générales sur la ville de Maputo

Météo

Au mois de mai, la température moyenne de Maputo est modérée, entre 25 et 18° C. La saison des pluies (octobre-mars) sera terminée mais il peut y avoir encore des averses.

Courant électrique

La tension électrique est de 220 volts. La plupart des hôtels sont équipés de prises standard ainsi que de prises aux normes sud-africaines.

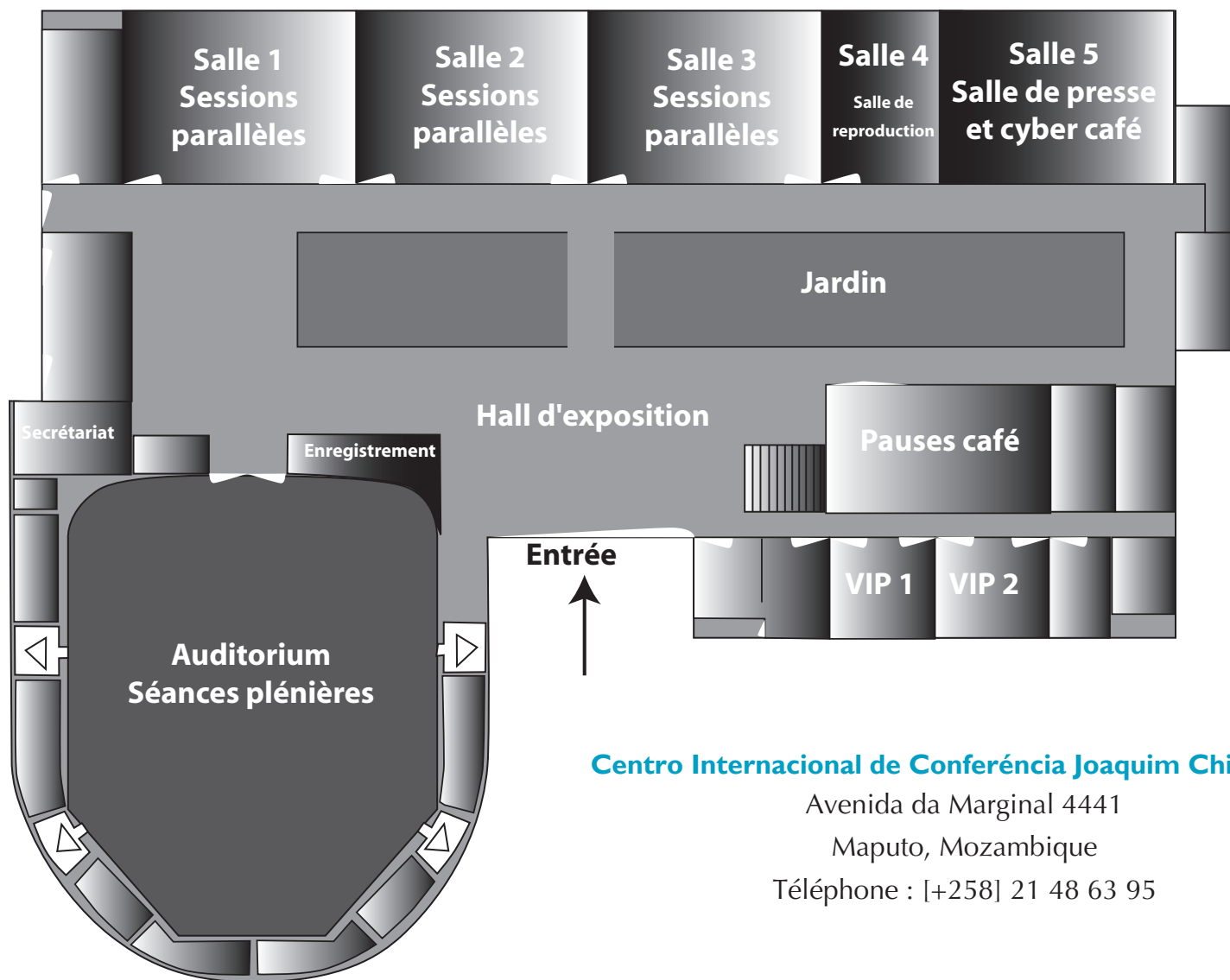
Fuseau horaire

Maputo se situe dans le fuseau horaire GMT + 2 heures.

Excursions et visites dans Maputo

Le MEC recommande la visite des lieux suivants :

- La maison de fer (Casa de Ferro) : construite par Gustave Eiffel en 1892 (adresse : avenue Samora Machel, à côté du jardin botanique Tunduru).
- La Nucleo de Arte : galerie d'art, concerts les dimanches (adresse : Rua de Argelia 194).
- Musée d'art national : sculptures et peintures d'artistes de renom (adresse : Avenida Ho Chi Minh 1233).
- Marché aux poissons : marché couvert proposant un large choix de produits de la mer fraîchement pêchés.



Centro Internacional de Conferência Joaquim Chissano

Avenida da Marginal 4441

Maputo, Mozambique

Téléphone : [+258] 21 48 63 95

Transports organisés

Jour	Horaires
Lundi 05 mai 2008	Départ à 14h30 des hôtels pour la cérémonie d'ouverture organisée au centre de conférence
	Transfert à 19h30 du centre de conférence au lieu où se tiendra le dîner officiel du MEC
	Transfert à 22h00 du lieu du dîner officiel du MEC vers les hôtels
Mardi 06 mai 2008	Départ à 8h00 des hôtels pour le centre de conférence
	Départ à 20h00 du centre de conférence pour les hôtels
Mercredi 07 mai 2008	Départ à 8h00 des hôtels pour le centre de conférence
	Départ à 19h00 du centre de conférence pour les hôtels
Jeudi 08 mai 2008	Départ à 8h00 des hôtels pour le centre de conférence
	Départ à 18h00 du centre de conférence pour les hôtels
	Transfert à 18h30 des hôtels vers le lieu où se tiendra le dîner de gala de l'ADEA à l'occasion de son 20e anniversaire (Jardín dos namorados)
	Transfert à 23h00 du lieu du dîner de gala de l'ADEA vers les hôtels (Jardín dos namorados)
	Départ à 8h00 des hôtels pour le centre de conférence
Vendredi 09 mai 2008	Départ à 14h00 du centre de conférence pour les hôtels (pour les participants à la biennale)
	Départ à 18h00 du centre de conférence pour les hôtels (pour les membres du Comité directeur de l'ADEA)

Restaurants à Maputo

Nous avons classé les restaurants en trois catégories et en fonction de leur proximité des hôtels :

- * moins de 300 MZN par personne
- ** entre 300 et 500 MZN par personne
- *** plus de 500 MZN par personne

Autour des hôtels Avenida et Cardoso :

- * Piri Piri
- * El Grego
- ** Puerto Pirata
- ** Mundo's
- ** Monte Alentejano
- ** Surf II Partelaria (inside Jardim dos Namorados)
- *** Jardim dos Mariscos (inside Jardim dos Namorados)
- *** Rodizio Real
- *** Micasa

Autour de l'hôtel Holiday Inn :

- * Marché de poissons
- ** Sagres
- ** Mira Mar
- ** Ximixuene
- ** Costa do Sol
- *** The Meat Company

Autour des hôtels Ibis, Rovuma Pestana et V.I.P. :

- * Escorpião
- * Macau Chinese Restaurant
- * Coqueiro (na Feira Popular)
- * Maputo Shopping
- ** Zambi
- *** Maputo Marina Waterfront

Liste des hôtels – informations et coordonnées

- **Hôtel Avenida** : Seront logés dans cet hôtel les ministres et représentants des agences de développement membres du Comité directeur de l'ADEA

Informations sur l'hôtel Avenida

Avenida Julius Nyerere 627

Maputo, Mozambique

Téléphone : [+258] 21 48 44 00

Télécopie : [+258] 21 49 96 00

Site web : <http://www.tdhotels.pt>

Règlement : espèces (ZAR, EUR, USD, MZN) ; VISA, American Express, Master, Diners – N'accepte pas les Travelers' cheques ni les livres britanniques
Accès Internet dans toutes les chambres par câble

- **Hôtel Holiday Inn** : Seront logés dans cet hôtel les représentants d'autres agences de développement (et éventuellement d'agences membres du Comité directeur de l'ADEA si le nombre de chambres disponibles à l'hôtel Avenida se révèle insuffisant)

Informations sur l'hôtel Holiday Inn

Avenida da Marginal 4016

Maputo, Mozambique

Téléphone : [+258] 21 49 50 50

Télécopie : [+258] 21 49 77 00

Règlement : espèces (ZAR, EUR, USD, MZN) ; VISA, American Express, Master, Diners

- **Hôtel Cardoso** : Seront logés dans cet hôtel les représentants d'autres agences de développement

Informations sur l'hôtel Cardoso

Avenida Martires de Mueda 707

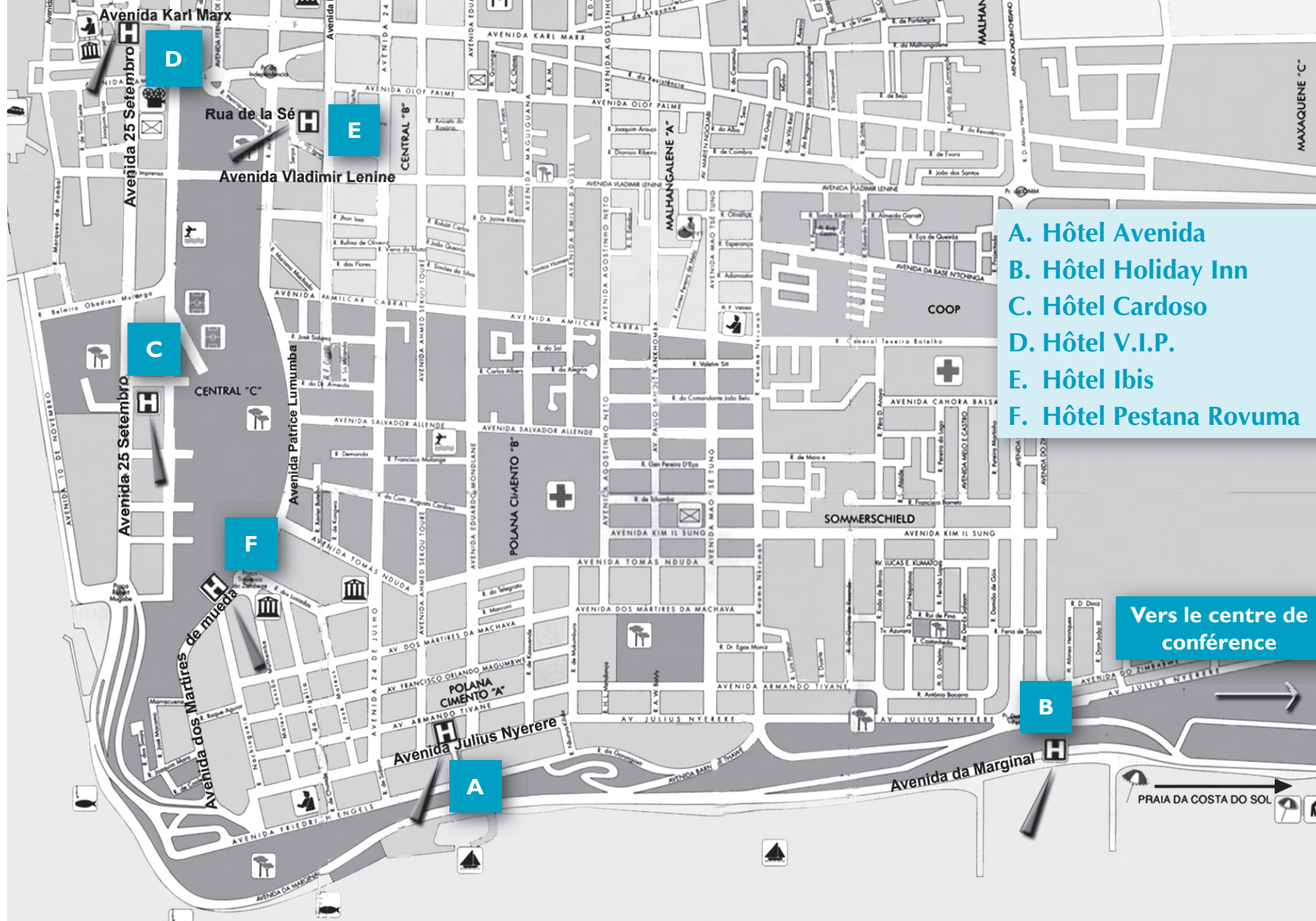
Maputo, Mozambique

Téléphone : [+258] 21 49 10 71/5

Télécopie : [+258] 21 49 18 04

Site web : <http://www.hotelcardoso.co.mz>

Règlement : espèces (ZAR, EUR, USD, MZN) ; VISA, American Express, Master, Diners)
Accès Internet par carte (WIFI)



- A. Hôtel Avenida
- B. Hôtel Holiday Inn
- C. Hôtel Cardoso
- D. Hôtel V.I.P.
- E. Hôtel Ibis
- F. Hôtel Pestana Rovuma

Vers le centre de
conférence

- **Hôtel V.I.P. :** Seront logés dans cet hôtel les représentants des groupes de travail, orateurs et experts internationaux en éducation

Informations sur l'hôtel V.I.P.

Avenida 25 de Setembro 692

Maputo, Mozambique

Téléphone : [+258] 21 35 10 00

Télécopie : [+258] 21 35 10 01

Site web : <http://www.viphotels.com/hotelmmain.aspx?HotelID=5>

Règlement : espèces (ZAR, EUR, USD, MZN) ; VISA, Diners, Masters

Accès Internet WIFI dans toutes les chambres et dans le foyer

- **Hôtel Ibis :** Personnel ministériel

Informations sur l'hôtel Ibis

Avenida 25 de Setembro 1743

Maputo, Mozambique

Téléphone : [+258] 21 35 22 00

Télécopie : [+258] 21 35 22 20

Site web : <http://www.ibishotel.com>

Règlement : espèces (ZAR, EUR, USD, MZN) ; VISA, Visa electron, Master

- **Hôtel Pestana Rovuma :** Seront logés dans cet hôtel les journalistes, interprètes et experts internationaux en éducation

Informations sur l'hôtel Rovuma Pestana

Rua da Sé 114

Maputo, Mozambique

Téléphone : [+258] 21 30 50 00

Télécopie : [+258] 21 30 53 05

Site web : <http://www.pestana.com>

Règlement : espèces (ZAR, EUR, USD, MZN) ; VISA, American Express, Diners, Masters

Accès Internet WIFI dans toutes les chambres et dans le foyer

Les organisateurs se réservent le droit de modifier ces dispositions, en fonction du nombre de confirmations et des disponibilités de chaque hôtel.

Forum pour le dialogue politique sur l'éducation en Afrique

Réseau de décideurs, de praticiens et de chercheurs dans le domaine de l'éducation

Partenariat entre ministères de l'éducation et organismes de coopération au développement

Catalyseur pour les réformes de l'éducation

L'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) existe depuis 1988. Sous la désignation « Bailleurs de fonds pour l'éducation en Afrique » (DAE), elle a d'abord été créée pour promouvoir le dialogue sur les politiques éducatives en Afrique et servir de cadre à une meilleure coordination des organismes de développement.

Vingt ans après sa création, l'ADEA est devenue un véritable partenariat entre les ministres africains de l'éducation et de la formation d'Afrique subsaharienne et leurs partenaires techniques et externes. Elle a également évolué pour constituer aujourd'hui un réseau de décideurs, de praticiens et de chercheurs et, de par le dialogue politique qu'elle promeut, un catalyseur pour les réformes de l'éducation. Elle est reconnue aujourd'hui comme étant incontournable dans les processus de dialogue, de partage et d'apprentissage pour la transformation qualitative de l'éducation au service du développement de l'Afrique.

Ce statut sert la mission de l'ADEA qui est d'agir comme catalyseur de politiques et de pratiques porteuses à travers la mutualisation des réflexions, des expériences, des apprentissages et des savoirs.

Le dialogue sur les politiques se déroule à travers les programmes et activités mis en œuvre par le Secrétariat de l'ADEA et ses groupes de travail. Événement le plus important pour l'éducation en Afrique, les biennales qu'elle organise en sont les moments forts. Les conférences ministérielles africaines ainsi que les séminaires du comité directeur de l'ADEA constituent des occasions privilégiées pour renforcer le

dialogue politique régional et les échanges sur l'agenda de la coopération éducative en Afrique.

Les groupes de travail (GT) de l'ADEA cultivent également un dialogue sur les politiques autour de priorités éducatives identifiées comme telles par les pays africains. Actuellement au nombre de onze, ces GT s'intéressent aux thèmes suivants : analyse sectorielle en éducation, communication pour l'éducation et le développement, développement de la petite enfance, éducation non formelle, enseignement à distance et apprentissage libre, enseignement supérieur, finances et éducation, livres et matériel éducatif, profession enseignante, statistiques de l'éducation, enseignement des mathématiques et des sciences. Les activités de l'ancien groupe de travail sur la participation féminine (GTPF) ont été absorbées au sein du Forum des éducatrices africaines (FEA). Deux autres groupes ad hoc sont chargés de mener un travail exploratoire autour des préoccupations liées au VIH/SIDA et au post-primaire.

Parmi ses autres activités, l'ADEA met en place des pôles de qualité inter-pays et un programme d'échanges intra-africains qui réunissent des pays autour d'une même problématique et favorisent le partage d'expériences et la mutualisation des savoirs. L'ADEA soutient également la mise en œuvre de la Deuxième décennie de l'éducation pour l'Afrique, dans le cadre d'un partenariat renforcé avec l'Union africaine. Elle organise aussi des réunions ayant pour objectif de renforcer les liens entre chercheurs et décideurs. Depuis 2001, elle organise un Prix africain du journalisme d'éducation pour encourager la presse à s'intéresser à l'éducation et à contribuer aux débats publics dans ce domaine.

L'ADEA est par ailleurs une source d'informations sur l'éducation en Afrique. Elle met à la disposition des intéressés plusieurs bases de données sur ses activités, sur les programmes et projets à financement externe, sur les statistiques de l'éducation en Afrique et sur les spécialistes et professionnels de l'éducation africains.

Enfin, un programme de publications diffuse les enseignements tirés des biennales et met en valeur les expériences porteuses qui se déroulent sur le continent africain. Le Secrétariat publie en outre une *Lettre d'information* trimestrielle et un *Bulletin* de brèves électronique.

Pour plus d'informations sur l'ADEA vous pouvez consulter son site web : www.adeanet.org



Association pour
le développement
de l'éducation
en Afrique

©Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA)

Institut international de planification de l'éducation (IIEP)/UNESCO

7-9, rue Eugène-Delacroix, 75116 Paris, France

Tél. : +33(0)1 45 03 77 57 Fax : +33(0)1 45 03 39 65

Mél : adea@iiep.unesco.org Site web : www.adeanet.org